

ÉDITIONS
LOISIRS
ET PÉDAGOGIE
apprendre

Pierre-Alain Rime

Édition 2020

LES MONDES ÉCONOMIQUES

GRANDS THÈMES ET PETITS INSTANTS
DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE



Addendum 2022

1	Introduction à l'économie politique	2
2	Principaux courants de la pensée économique	3
3	L'économie de marché	4
4	La monnaie	7
5	Les dérèglements monétaires	11
6	La croissance économique	14
7	Les coûts de la croissance	22
8	L'énergie	28
9	La démographie	31
10	L'économie suisse	35
11	Le travail	40
12	Les finances publiques	44
13	L'Union européenne	48
14	Les pays en développement	52
15	Le commerce international	56

- P. 8 Déchets électroniques** Régulièrement remplacés, trop rarement recyclés, les appareils électroniques ou électriques cassés ou inutilisés s'accumulent partout sur la planète, constituant la première source de déchets du monde. Au point de peser désormais 57,4 millions de tonnes, soit plus que la Grande Muraille de Chine, l'objet artificiel le plus lourd du monde. (*Les Échos*, 2021)
-
- P. 9 Christian Constantin** S'il déclare régulièrement qu'il n'a « pas la mémoire des chiffres » (!) – et qu'il ne lui est donc pas possible d'évaluer le nombre exact de centaines de millions qui composent sa fortune – CC a récemment admis que son amour inconditionnel du FC Sion lui coûte « 20 000 balles par jour ouvrable », soit environ 5 millions de francs par année, donc 100 millions sur les 20 dernières années. Mais la crise de couple semble pointer. Si la lassitude devait mener au divorce, le boss de Tourbillon peut nous contacter pour l'allocation quotidienne des 20 000 francs. Nous pourrions lui conseiller des organisations caritatives, environnementales ou actives dans la recherche qui, à n'en pas douter, sauront en faire un meilleur usage que celui – souvent consternant – démontré par un collectif qui peine à rassembler les foules. Au pire, il remplit un ordre permanent qui sera fort apprécié du côté du Lausanne-Sport ou de Neuchâtel Xamax...
-
- P. 14 Nos amiEs les bêtes** Les fabricants de robots sont de plus en plus nombreux à proposer des chiens-robots capables d'effectuer différentes tâches au quotidien : nous accompagner pour un footing, porter nos courses, nous guider à travers la ville, etc. Des toutous mécaniques d'autant plus séduisants qu'ils obéissent au doigt et à l'œil sans aboyer ni laisser de souvenir sur le tapis. Les Chinois proposent déjà plusieurs modèles disponibles pour quelques milliers de francs. À l'EPFZ, on planche sur un chat-robot capable d'adopter plusieurs personnalités. Vous pourrez le programmer câlin ou solitaire. Dans ce domaine, le progrès vient une fois de plus des États-Unis ou *Ghost Robotics* va équiper son chien-robot... d'une arme ! Un fusil, une caméra thermique et une portée effective de 1200 mètres. Plus besoin de se déplacer pour dézinguer des gamins dans une école. Suffit d'envoyer le clébard...
-

P. 24 Colonisation, esclavage

Sans accès direct à la mer, la Suisse n'a évidemment pas joué un rôle de premier plan dans l'esclavage, l'asservissement et la colonisation des peuples du Nouveau-Monde. Mais, à l'instar de beaucoup d'affaires actuelles (blanchiment d'argent, commerce illégal de matières premières, etc.), certains Suisses ont été activement impliqués dans l'emploi de nombreux esclaves pour le travail dans les colonies ou dans le commerce triangulaire, soit la traite négrière. Les Neuchâtelois Jean-Louis de Pourtalès et David de Pury, par exemple, se sont énormément enrichis sur le dos de la souffrance humaine. À Genève, le premier président du Comité international de la Croix-Rouge, Gustave Moynier, a apporté une aide cruciale à la conquête du Congo par les colons belges. Les Belges ont fait preuve d'une brutalité sans égale à l'encontre des populations locales. En juin 2022, le roi Philippe de Belgique a réaffirmé ses « plus profonds regrets » à propos de la période coloniale belge au Congo.

Vous trouverez dans cet addendum, au chap. 14 *Les pays en développement*, plus d'informations sur le passé trouble de la Suisse durant ces siècles d'infâme colonisation et sur la manière dont la Suisse s'est ainsi enrichie.

P. 26 Malthus

On parle de *craintes néo-malthusiennes* pour décrire l'angoisse qui sévit à nouveau en regard de la situation alimentaire mondiale. Voici plus de deux siècles, Malthus était convaincu que l'humanité allait au-devant de grandes pénuries alimentaires. Il n'en fut rien pour les raisons expliquées à la page 39 du livre. Aujourd'hui, les prévisions sombres de Malthus se rappellent au mauvais souvenir de tous : explosion démographique, guerres, mauvaises récoltes, sécheresses à répétition, il n'en faut pas plus pour que les craintes en matière alimentaire du très pessimiste pasteur anglais ne reviennent sur le devant de la scène.

P. 32 Le mythe du New Deal

On attribue volontiers à Roosevelt, président des États-Unis dès 1932, et à sa politique du *New Deal* la sortie des États-Unis de la Grande Dépression des années 1930. Sa politique de grands travaux fut accompagnée de toute une série de hausses d'impôts pour financer l'augmentation considérable des dépenses publiques. Si bien que la reprise économique fut plutôt chaotique. En 1939, le chômage était encore de 17% aux États-Unis. C'est seulement avec l'entrée en guerre des Américains qu'il repassera sous la barre des 5% en 1942. Le *New Deal* fut surtout un succès en matière de communication politique. Pour la première fois, un gouvernement, suivant les conseils de l'économiste anglais Keynes, cesse de croire à la fable de l'autorégulation des marchés et décide d'agir et de s'impliquer dans l'économie, domaine où la politique n'y mettait jusqu'alors pratiquement pas les pieds.

P. 34 Pensée actuelle

Les courants néo-keynésien (gauche et centre gauche) et néoclassique/néolibéral/monétariste (droite et centre droite) représentent la pensée dominante de deux siècles d'économie marqués par la domination du capitalisme, devenu économie de marché, voire économie sociale de marché (cf. chap. 3).

Aujourd'hui, de nombreuses voix s'élèvent pour contester cette toute-puissance du marché. Certains mouvements écologiques prônent la décroissance, d'autres militent pour une croissance durable, certains vont même jusqu'à défier l'ordre, l'autorité et les institutions et réclament la fin de cette économie de croissance proche du crash.

Radhika Balakrishnan, professeure spécialiste des études genre à l'Université Rutgers, dans le New Jersey aux États-Unis, préside l'association pour une *économie féministe*. Mieux comprendre les inégalités liées à l'ethnie, à la classe sociale, au sexe, permet d'aborder l'économie sous un angle différent. Le chômage touche plus les minorités ethniques, la hausse des taux d'intérêt va toucher les familles pauvres, la crise du covid a plus pénalisé les femmes, qui ont dû parfois abandonner leur emploi pour s'occuper de leurs enfants lors de la fermeture des écoles.

Les courants dominants de l'économie sont désormais souvent soit catégoriquement rejetés, soit amenés à se réformer de fond en comble. Le monde bouge ; l'économie bouge avec.

P. 50 Formation des prix – L'État	Pour des raisons de sécurité (pose d'un échafaudage), de santé publique (alcool) ou tout simplement pour faire rentrer de l'argent dans les caisses (essence), l'État peut imposer des normes ou des taxes sur la consommation de certains produits et en renchérir le prix – parfois considérablement – dans une optique de baisse de la consommation (tabac). A contrario, l'État peut accorder des subventions lorsqu'il souhaite encourager la diffusion et la consommation d'un bien ou d'un service (prime pour l'abandon d'un vieux véhicule polluant, subvention en cas d'installation d'un système de production d'énergie propre, etc.).
P. 51 AOP - IGP	Actuellement, 41 produits suisses ont obtenu la certification AOP ou IGP reconnue au niveau européen. Le dernier en date est le boutefas vaudois. Différence avec le saucisson neuchâtelois IGP ou vaudois IGP? Le boutefas est conditionné dans une cavité de l'intestin du porc (le cæcum); il est donc fermé à <i>une</i> seule extrémité par une ficelle ou un rivet. L'économie politique mène à tout.
Brevets	Avec 969 demandes de brevets déposées par million d'habitants en 2021, la Suisse est en tête du classement mondial des demandes de brevets. Les secteurs qui cherchent à protéger leur invention sont dans l'ordre: les technologies numériques, médicales, les transports et les produits pharmaceutiques... et les cigarettiers (l'un profitant probablement des addictions générées par l'autre).
P. 52 Duopole Migros-Coop	Pour nos deux géants <i>orange</i> , tout va bien, merci! En 2021, le groupe Coop a réalisé un chiffre d'affaires global de 31,9 milliards de francs (dont 19,6 mia. dans le commerce de détail), employé 95 400 collaborateurs et réalisé un bénéfice net de 559 millions de francs. Chiffres du groupe Migros: 28,9 milliards – 24,7 milliards – 97 500 employés – 668 millions. On savait déjà que Coop et Migros disposent (imposent?) des marges parmi les plus importantes du commerce de détail européen. En juin 2022, on apprenait que le duopole indéboulonnable réalise des marges particulièrement élevées sur certains produits laitiers, tout en achetant aux agriculteurs la matière première à un prix toujours qualifié de trop bas par les producteurs concernés. Ces allégations sont contestées par les acteurs du duopole. Comme les règles comptables en Suisse ne les contraignent pas à plus de transparence, la « guerre des marges » se poursuit. Diction: « Sur un marché, quand on est peu (ici deux), on fait ce qu'on veut! »
P. 54 Effet cobra – marge	L'effet cobra est une notion simplifiée de ce que les économistes appellent la <i>loi des conséquences inattendues</i> . Ainsi, après la catastrophe de Fukushima en 2011, le gouvernement japonais décida de fermer la grande partie de ses 54 réacteurs nucléaires. Comme ces derniers fournissaient 20 % de l'électricité du pays, il fut décidé de remettre en marche les usines à gaz ou à charbon, avec les conséquences graves que l'on sait sur l'environnement et la santé humaine. On pense que la pollution additionnelle a provoqué depuis plus de morts que l'accident de Fukushima lui-même. <i>« La bonne volonté peut faire autant de dégâts que la méchanceté, si elle n'est pas éclairée. »</i>
Politique conjoncturelle	Quelques exemples récents d'interventions de l'État en la matière: — politique monétaire: hausse des taux d'intérêt par la BNS en juin 2022; — politique budgétaire: augmentation des dépenses militaires dans le budget de la Confédération en 2023; — politique fiscale: baisse (légère) de l'imposition des personnes physiques dans le canton de Vaud; — politique sociale: aide accrue aux réfugiés ukrainiens, chômage partiel et RHT étendues durant la période covid, etc.

ALBERT CAMUS
La Peste, 1947

P. 56 Coluche – citation	En avril 2022, Emmanuel Macron gagne les élections avec un programme jugé très orienté à <i>droite</i> . En juin, La NUPES (alliance de <i>gauche</i>) réalise un score très honorable aux élections législatives, n'accordant ainsi qu'une majorité relative au parti présidentiel. Cher Coluche, la France gagnera les élections quand un gouvernement de coalition, pratiquant la politique du consensus réussira à déboulonner la politique d'opposition systématique. Presque quarante ans après la mort du fondateur des <i>Restos du Cœur</i> , on voit qu'il reste du grain à moudre pour les humoristes.
Forces du système	En 1820, 75 % de la population mondiale vivait dans l'extrême pauvreté. Deux siècles plus tard, ce sont environ 10 % des huit milliards d'habitants de la planète qui vivent sous le seuil de pauvreté. Deux cents ans de croissance économique et de capitalisme ont permis à l'humanité de s'extraire très majoritairement de la misère des temps anciens. Nous parlerons au chap. 14 des 800 millions de personnes oubliées.
P. 57 Action sociale limitée	En France, l'État a sous-traité une bonne partie de la gestion de ces EHPAD (l'équivalent de nos EMS) à des structures privées, pensant ainsi en accroître l'efficacité tout en se délestant d'une charge financière colossale. Plusieurs scandales récents ont démontré une fois de plus qu'un groupe privé cherche avant tout à faire du bénéfice, et tant pis pour la dignité des personnes âgées. Les témoignages rapportés (pensionnaires dénutris, patients alités « gogean » dans leurs couches inchangées, personnel en sous-effectif chronique, etc.) font froid dans le dos. Ou quand l'économie de marché a mal à son système.
P. 58 Inégalités	Jusqu'à la fin du XVIII ^e siècle, on peut globalement dire que – à l'exception d'une petite élite dirigeante et d'un clergé parfois opulent – tout le monde était pauvre. L'objectif était simple : survivre. Le XIX ^e siècle marque l'explosion des inégalités sociales et économiques à l'échelle locale et mondiale. Au niveau local, européen, la révolution industrielle fait considérablement augmenter les revenus d'une partie de la population (la bourgeoisie), tandis que le peuple des prolétaires (les ouvriers) trime dans des conditions de travail harassantes, pour des salaires de misère. Au niveau intercontinental, la période coloniale creuse un fossé économique important entre les colons du Nord et les colonisés du Sud. Le XIX ^e siècle est donc considéré comme la période la plus inégale de l'histoire humaine. Au XX ^e siècle, et jusqu'en 1980, on assiste à une réduction généralisée des inégalités. Pour les pays développés, les motifs vous sont expliqués dans le § jaune. La décolonisation des années 1960 et le développement spectaculaire de certains pays du Sud ont permis l'émergence d'une « classe moyenne mondiale », preuve d'une réduction certaine des inégalités, même si des centaines de millions de personnes restent en situation de survie. À partir de 1980 (néolibéralisme à son apogée, développement d'un capitalisme financier), les inégalités de revenus et de fortunes repartent presque partout à la hausse.
P. 60 Riches – pauvres	Le dernier rapport du <i>World Inequality Lab</i> , publié début 2022, nous confirme que les 50 % les plus pauvres de la population de la planète grappillent péniblement 2 % de la richesse mondiale. Les 10 % les mieux dotés accaparent 76 % du butin.
Hommes – femmes	Le même rapport nous indique que la part des femmes à la richesse mondiale est passée de 30 % à 35 % entre 1990 et 2020. <i>« Les femmes portent la moitié du ciel sur leurs épaules. »</i> <small>MAO, 1955</small>
Les riches et le covid	Certes, mais elles ne touchent qu'un tiers des revenus du monde. Selon le magazine <i>Forbes</i> , entre mars 2020 et octobre 2021 – soit en pleine pandémie – les dix plus grandes fortunes mondiales sont passées d'un total cumulé de 691 milliards de dollars à 1512 milliards (+ 119 %). L'ONG internationale <i>Oxfam</i> relève que les désormais 2755 milliardaires dans le monde ont vu leur fortune augmenter durant cette période davantage qu'au cours des 14 dernières années, qui avaient déjà été une aubaine pour les milliardaires. Les injections massives d'argent dans le système monétaire mondial – pour éviter un effondrement suite aux crises des subprimes et du covid – ont ainsi massivement gonflé les fortunes déjà les mieux pourvues.

Les pauvres et le covid	En 2020, on dénombrait un nouveau milliardaire toutes les 17 heures ; 493 nouveaux noms sur la liste <i>Forbes</i> à la fin de l'année. Pendant ce temps, plus de 100 millions de personnes glissaient de la pauvreté à l'extrême pauvreté.
P. 61 Situation en Suisse	En Suisse, les personnes les plus fortunées sont de plus en plus nombreuses... et de plus en plus riches ! Entre 2008 et 2018, le nombre de contribuables helvétiques disposant d'un patrimoine supérieur à 10 millions de francs a pratiquement doublé (17 140 chanceux), de même que leur patrimoine (+ 108%). La concentration de richesses est très forte : 6,1 % des contribuables possédaient en 2018 68,3 % du patrimoine total, et 0,3 % en possédait même 32 %. À l'inverse, presque un quart (23,6 %) des contribuables ne dispose d'aucune fortune imposable.
Grandes inégalités de fortune	
Inégalités salariales stables	Alors qu'une augmentation des écarts salariaux est constatée presque partout dans le monde, l'institut économique <i>IWP</i> de l'Université de Lucerne a publié en avril 2022 un rapport démontrant une grande stabilité des écarts de revenus en Suisse. Notre pays n'est pas plus inégalitaire qu'il y a 50 ou 100 ans. Selon les chercheurs, cette « anomalie » helvétique s'explique par une forte participation de la population au marché du travail et à un système de formation qui permet à une grande partie de la population de vivre très correctement. Les individus appartenant au pourcentage supérieur de l'échelle salariale (top 1 %) gagnent environ 10 % des revenus. À Schwyz, le top 1 % accumule 21 % de l'ensemble des revenus, tandis qu'à l'autre bout de l'échelle, le top 1 % du canton du Jura gagne 6,6 %, ce qui vaut à ce canton d'être le plus égalitaire. L'État providence s'efforce de corriger les inégalités par l'impôt. À Genève, par exemple, le top 1 % gagne 15,4 % des revenus totaux avant impôts, mais plus que 10,6 % après impôts. Pour le canton de Vaud, les chiffres sont de 11 % et 7,8 %.
Pauvreté en Suisse	Selon l'OFS, en 2020 (revenus de 2019), 8,5 % de la population suisse ou quelque 722 000 personnes étaient touchées par la pauvreté en termes de revenu. Les <i>working poor</i> (travailleurs ne pouvant pas vivre dignement de leur travail) représentaient 4,2 % des personnes actives occupées, soit 158 000 personnes. La pauvreté, souvent cachée en Suisse, a éclaté au grand jour durant la pandémie de 2020. On a assisté à Genève et Zurich, notamment, à des scènes qu'on n'imaginait pas voir chez nous : des centaines de personnes faisaient la queue chaque jour pour profiter d'une distribution de cabas de nourriture d'une valeur de 10 à 20 francs. Ces milliers de bénéficiaires sont souvent des migrants précarisés. Mais un nombre grandissant de Suissesses et de Suisses se sont joints aux files d'attente.
P. 62 Risques pour la démocratie	On pensait qu'après la chute du Mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'URSS en 1991 la démocratie libérale allait s'imposer partout. Trois décennies plus tard, les <i>autocraties</i> (système où un seul homme – presque dans tous les cas des hommes ! – dispose de tout le pouvoir) ont le vent en poupe et plusieurs pays à régime démocratique sont en crise. Dans certains pays, plusieurs vagues de néolibéralisme ont sapé les politiques relativement sociales mises en place durant les Trente Glorieuses. Se sentant abandonnés par les partis traditionnels, les oubliés de la prospérité confient leur avenir à des « hommes forts » qui leur font miroiter un avenir meilleur. Un <i>trumpisme global</i> apparaît, la démocratie perd du terrain face aux pouvoirs autoritaires. L'édition 2022 du baromètre « Democracy » publié chaque année par <i>The Economist</i> montre que seuls 45,7 % de la population mondiale vit dans un système démocratique contre 49,4 % une année auparavant. Xi, Poutine, Erdogan, Kim, Bolsonaro, Orban, Modi <i>and Co.</i> sont le symbole des nouveaux régimes autocratiques dont le but est avant tout de protéger leur propre pouvoir. Sur le long terme, l'Histoire montre que ces régimes disparaissent toujours, souvent avec leur leader car, ne se réformant plus, ils deviennent obsolètes. Mais, entretemps, les dégâts sont considérables pour les peuples, et les risques croissants pour la paix mondiale.

-
- P. 74 La monnaie-marchandise** Ce type originel de monnaie est encore employé par certains peuples nomades qui règlent un achat de marchandises en laissant quelques chameaux en paiement, ou par quelques peuplades d'éleveurs qui font de même en livrant quelques ovins ou bovins de leur troupeau, bêtes qui pourront à leur tour servir de monnaie pour le nouvel acquéreur.
-
- P. 75 L'or** La « ruée vers l'or » californienne commença en 1848 lorsque les premières pépites furent découvertes sur le site d'une scierie appartenant au Suisse Johann August Sutter. Au lieu de l'enrichir, l'or causa sa ruine. Lire à ce sujet *L'or*, de Blaise Cendrars. Cinq mille ans de recherche parfois effrénée de l'or ont permis de découvrir une quantité de métal jaune qui tiendrait aujourd'hui entièrement dans un cube de 22 mètres d'arête, une grande salle de gymnastique.
-
- La monnaie de papier** C'est au milieu du XII^e siècle que les pouvoirs religieux et militaires perdent le contrôle des échanges commerciaux et laissent la main à une nouvelle classe de marchands et de financiers. C'est alors que se créent les premières banques. Dans le but de remédier aux nombreux vols et attaques de convois qui perturbaient fortement les échanges économiques, les banquiers italiens inventent la *lettre de change* à la fin du Moyen Âge.
-
- P. 77 Cartes de crédit** La première carte de crédit à arriver sur le marché fut la *Diners Club* qui a vu le jour en février 1950.
-
- Bancomats** Le nombre de bancomats diminue en Suisse. La crise du covid (et ses craintes non vérifiées scientifiquement sur les billets contaminés/nants/nables) ainsi que les coûts importants liés à la gestion de ces appareils pourraient faire réduire de moitié dans les cinq ans les déjà moins de 7000 appareils en fonction.
-
- P. 78 Les cryptomonnaies** Mais que sont donc ces cryptomonnaies, dont le bitcoin est l'étendard le plus emblématique ? Certains les présentent comme la 5^e forme (ou le 5^e stade d'évolution de la monnaie, voir *Histoire de la monnaie*) – ce qui n'est pas le cas puisqu'elle n'est pas *largement* répandue dans la population – d'autres en parlent comme de l'or numérique, d'autres encore comme la technologie qui va abattre le système bancaire et révolutionner l'univers. Certains y voient simplement un phénomène de mode qui finira par se dégonfler. Qu'on le veuille ou non, les cryptomonnaies ont pris leur envol. Au nombre de 6500 au début de l'année 2022, elles sont – semble-t-il – bien plus qu'un phénomène de mode. Leur principal apport consiste à permettre le transfert de la richesse sans passer par le système bancaire, soit un monde financier sans intermédiaire et sans pouvoir central. À voir. Pour l'instant, elles sont surtout un objet spéculatif dont les soubresauts obligent leurs possesseurs à avoir le cœur bien accroché. La grande crise qu'elles viennent de traverser au début de l'été 2022 a anéanti les espoirs d'enrichissement de nombreux spéculateurs en herbe. Beaucoup de monnaies virtuelles ont perdu 90 % de leur valeur par rapport à leur sommet de 2021. En quelques jours la valeur du bitcoin est passée d'environ 60 000 à 20 000 francs. Pour l'instant, les autorités monétaires ont plus ou moins laissé faire, trouvant certainement l'expérience intéressante. Il ne fait aucun doute que les gouvernements et les banques centrales vont prochainement siffler la fin de la récréation. On s'achemine certainement vers une forme de régulation de ces cryptomonnaies dans l'optique de protéger les individus (contre eux-mêmes) et le système économique mondial contre un possible crash lié à ces nouvelles valeurs spéculatives. Certains pays, comme la Chine, ont déjà pris des mesures très sévères à ce sujet.
-

Bitcoin et climat

Source : Université de Cambridge ou site Digiconomist

Si le climat vous préoccupe, oubliez le bitcoin ! Pour « miner » (fabriquer) le bitcoin, une infrastructure informatique démentielle est nécessaire, requérant une puissance énergétique folle (souvent à base de charbon, l'énergie la moins chère). Actuellement, le bitcoin engloutit 0,52 % de l'électricité consommée dans le monde, soit à peu près l'équivalent de la consommation annuelle des Pays-Bas ou de l'Argentine, ou plus de deux fois celle de notre pays ! Une simple transaction en bitcoin a une empreinte carbone qui équivaut à plus de 2 millions de transactions avec une carte Visa ou à 168 000 heures de visionnement sur YouTube. Pour cette raison aussi – en attendant l'hypothétique *Bitcoin durable* – il est temps que la cloche de la fin de la récré retentisse.

P. 81 L'intérêt

À fin 2021, 9 % des adultes britanniques, soit 4,4 millions de personnes, avaient contracté un emprunt dans les douze derniers mois pour faire face à l'augmentation du coût de la vie... ou pour rembourser un crédit arrivant à échéance. Une petite centaine de firmes se partagent ce marché très lucratif. Outre-Manche, les lois sur le petit crédit sont, disons, moins strictes que chez nous. Chez *Oakam*, par exemple, vous pouvez emprunter 500 livres sterling en trois clics sur internet et disposer de votre argent sur votre compte en banque quelques heures après. Six mois plus tard, il vous sera demandé de procéder au remboursement : 946 livres, soit un taux d'intérêt annuel de 1417 % !

P. 82 Pièces

La pièce suisse de 10 centimes est désormais la plus ancienne de toutes les pièces en circulation dans le monde. Depuis son lancement en 1879, cette petite pièce de 3 grammes – dessinée par le médailleur et sculpteur allemand Karl Schwenzer – n'a connu aucun changement dans son apparence. Seul le millésime évolue, depuis maintenant 143 ans.

Billets

« Bientôt nous n'aurons plus besoin d'avoir sur nous des billets de banque et des pièces de monnaie pour payer nos achats. Ce sera l'autre disparition des espèces... »

BERNARD PIVOT
Écrivain-journaliste, 2021

Le billet de banque résiste cependant bien à la vague du tout-numérique. Malgré les possibilités de paiements digitalisés, quelque 160 milliards de coupures sont imprimées chaque année dans le monde (2 à 3 % en plus chaque année). Ne dépendant d'aucune alimentation électrique ou connexion internet, se jouant des attaques informatiques, accessible à tout instant, non traçable, anonyme, le billet de banque a probablement encore de beaux jours devant lui.

Parfois considéré comme un peu « vieillot » par la jeune génération des pays développés, il en est tout différemment dans certains pays d'Amérique du Sud, d'Afrique ou d'Asie où 1,6 milliard de personnes n'ont toujours pas de compte en banque. Sans revenu stable, elles ne peuvent pas s'offrir une carte bancaire. Pour beaucoup, le billet de banque est le seul moyen de paiement possible. Il joue un rôle important d'inclusion sociale.

Depuis des décennies, la région lémanique abrite les principaux acteurs permettant d'imprimer les précieuses coupures aux quatre coins du monde : *Sicpa*, à Prilly, leader mondial des encres de sécurité et *Koenig & Bauer Banknote Solutions* à Lausanne, leader mondial de la fabrication de machines à billets de banque, impliquée dans 90 % des 160 milliards de billets fabriqués chaque année dans le monde. *Orell Füssli*, à Zurich, est un des rares acteurs privés à imprimer des billets de banque. Depuis 1911, l'éditeur fabrique les billets de banque suisses pour le compte de la Banque nationale suisse (BNS). La série actuelle est imprimée sur du « papier » fait de coton et de polymères (matériaux obtenus par réaction chimique).

P. 83 Dettes

D'après la BNS, le niveau d'endettement des ménages privés approche la barre presque surréaliste des... 1000 milliards de francs, ce qui correspond à un endettement moyen de près de 115 000 francs par habitant. Ce montant signifie... à peu près rien. En effet, certaines personnes ont une dette hypothécaire de plusieurs centaines de milliers de francs, alors que d'autres sont nullement endettées.

P. 84 La BNS

La Banque nationale suisse est à l'image de sa façade de la Börsenstrasse à Zurich : imposante et un peu hermétique. Une chose est sûre cependant, elle est devenue une des institutions les plus importantes de notre pays. En un peu plus d'une décennie, son personnel a augmenté de 50 % et son bilan est passé de 200 à 1000 milliards de francs, au fil de ses interventions (achats de devises) pour limiter l'envolée du franc.

La BRI

Si notre banque centrale, la BNS, est la banque des banques en Suisse, la BRI – la *Banque des règlements internationaux* – est la banque des banques centrales. Située à Bâle, sur les bords du Rhin, elle vient de fêter son 90^e anniversaire. Occupant plus de 600 personnes, elle œuvre à la coopération et à la stabilité financière et monétaire dans le monde. Elle réunit six fois par an les présidents des principales banques centrales de la planète qui se déplacent en personne. L'ordre du jour est secret et les propos qui y sont tenus lors de ses séances ne sont jamais publiés.

Action des banques centrales

Après avoir lutté longtemps contre le risque de *déflation* – dû à la crise des subprimes, la croissance molle des années 2010, la crise du covid – par une politique expansive de la masse monétaire (politique de relance, baisse des taux d'intérêt, voire taux d'intérêts négatifs), les banques centrales sont amenées en 2022 à changer leur fusil d'épaule. Le dérèglement monétaire qui s'invite désormais dans la vie économique est bien sûr l'*inflation*, avec son cortège de craintes liées à la baisse du pouvoir d'achat (voir chap. 5).

Pour lutter contre la hausse des prix qui atteint 6 à 20 % en Europe à l'été 2022 (3,4 % en Suisse en juin), les banques centrales se sont lancées dans un *rallye* de hausse des taux d'intérêt. Objectif : décourager la demande de crédit, freiner la consommation et contraindre les vendeurs à baisser les prix... ou du moins à en freiner la hausse. La démarche des banques centrales n'est pas sans risques. En agissant très tard (trop tard pour certains), elles ont pris le risque de laisser courir l'inflation (même risque en n'agissant pas assez fort). En agissant trop fort, elles prennent le risque de ralentir l'économie, de provoquer la récession et de faire grimper le taux de chômage. En période de turbulences monétaires – même s'il est très correctement rémunéré (presque six chiffres par mois pour *unser* Thomas Jordan) – le métier de « banquier central » n'est pas de tout repos.

« Son job est le plus dangereux du monde ! Même cascadeur ou dresseur de tigres est moins à risque que ce qu'il va devoir faire dans les dix-huit mois à venir. »

THOMAS VEILLET
CIO de Merion Swiss Partners
Bilan, juin 2022, au sujet du travail qui attend Jerome Powell, directeur de la Fed

Au printemps 2022, la Fed (Banque centrale américaine) a entamé un resserrement de sa politique monétaire en relevant ses taux directeurs (trois fois entre mars et juillet) ; la BNS a suivi en juin et la BCE (Banque centrale européenne) s'y est mise en juillet.

P. 86 Politique monétaire

Par « politique monétaire », on entend l'ensemble des mesures destinées à veiller à la stabilité monétaire et financière d'un pays. La banque centrale a donc pour mission de fournir les liquidités nécessaires à la croissance de l'économie tout en garantissant la stabilité de la monnaie. Depuis la crise financière de 2007, les banques centrales – dans le but d'éviter la déflation pouvant mener l'économie vers une dépression – ont procédé à des injections massives de liquidités sur les marchés en utilisant d'abord des moyens conventionnels, puis non conventionnels.

La méthode *conventionnelle* a consisté à abaisser les taux d'intérêt pour stimuler la demande et faciliter la reprise de l'économie. Des taux à 0 %, voire moins, n'ont pourtant pas permis d'atteindre le but visé. Il a alors fallu passer à une politique monétaire *non conventionnelle*, souvent appelée « assouplissement quantitatif ». Cette politique de « rachat de dettes publiques » – le gouvernement lance un emprunt obligataire (c'est-à-dire demande qu'on lui prête de l'argent), la banque centrale émet la monnaie nécessaire – a permis l'injection de milliers de milliards et soutenu l'économie d'une décennie 2010-2020 un peu anémique. Ces « rachats d'actifs » ont fait exploser le bilan des banques centrales (celui de la Fed a été multiplié par douze depuis l'an 2000 !) On parle désormais de *théorie monétaire moderne* (TMM) qui défend cette « monétisation » des déficits publics et permet aux banques centrales de financer l'endettement des États.

Le bilan de la BNS a lui aussi pris des proportions inimaginables auparavant (1000 milliards de francs!), mais pour des raisons sensiblement différentes : pour répondre au risque de surévaluation du franc (qui pénalise notre industrie d'exportation), notre banque centrale s'est livrée à des achats massifs de devises étrangères, lui permettant d'inonder le marché de francs suisses et de faire baisser son cours.

Voici quinze ans qu'on se demandait pourquoi cette quantité gigantesque de monnaie créée par les banques centrales, associée à une croissance quasi nulle de la production de biens et services, n'entraînait pas un processus inflationniste (inflation absente des radars jusqu'en 2022). L'argent émis s'est surtout dirigé vers des valeurs réelles (actions, obligations, immeubles, etc.) plutôt que vers des crédits favorisant la consommation. Ainsi, les indices de prix à la consommation sont restés à *plat*, tandis que les prix des titres et immeubles ont flambé.

Le retour de l'inflation en 2022 va complètement rebrasser les cartes. La forte reprise économique de 2021 (après l'année souvent confinée de 2020), des ruptures dans les chaînes d'approvisionnement, une forte envie de consommation après des mois de privation, l'explosion des prix de l'énergie suite à l'invasion de l'Ukraine, et voici que le spectre de l'inflation, longtemps assoupi, ressurgit avec une soudaineté et une vigueur que peu imaginaient. L'économie n'est jamais un long fleuve tranquille. Tant pis pour les gens directement affectés par ces soubresauts, tant mieux pour les économistes qui pourront vous expliquer aujourd'hui pourquoi ce qu'ils avaient prévu hier arrivera en fait demain. Ou pas.

P. 87 Taux d'intérêt négatifs

Cette anomalie monétaire devrait disparaître dans le courant du deuxième semestre 2022. Le 16 juin, la BNS avait déjà remonté les taux directeurs de $-0,75\%$ à $-0,25\%$. Si, a priori, une hausse des taux peut réjouir les épargnants, les sourires pourraient se crispier rapidement. En effet, si l'inflation se maintient à un niveau élevé sur une longue durée, l'effet sera nettement plus dévastateur sur l'épargne que ne le fut celui des taux négatifs liés à une absence d'inflation. La Suisse a les taux d'intérêt les plus bas du monde. Cela n'a pas toujours été le cas. Elle a connu des taux plus élevés que les autres pays entre la moitié du XIX^e siècle et la fin de la Seconde Guerre mondiale lorsque le pays était encore « émergent ». La situation s'est inversée par la suite avec le développement économique spectaculaire qui suivit.

P. 92 Faux euros

En 2020, 460 000 fausses coupures en euros ont été saisies et détruites. Si ce nombre peut paraître énorme, il est à mettre en regard des 27 milliards de billets en circulation cette année-là. La probabilité de se « faire avoir » avec un faux billet en euro est d'environ 1/60 000. Une morsure de tique ou une piqûre de guêpe est plus probable.

Un pays, une monnaie!

Le 1^{er} janvier 2021, jour anniversaire de la Révolution, les autorités de La Havane ont décidé de mettre fin au système de double devise en circulation à Cuba. Le *peso convertible* (CUC) est supprimé, seul demeure le *peso cubano* (CUP). L'abandon du CUC se fait au profit du dollar américain, indispensable pour acheter dans les meilleures boutiques où tout se paie uniquement en billets verts. Après une inflation officielle de plus de 70 % en 2021 (probablement bien supérieure dans la réalité), on s'attend à une explosion des prix en 2022. La livre de riz s'échangeait à 5 pesos (env. 20 ct.) en 2021, elle coûte désormais plus de 50 pesos (2 fr.). Le porc est passé de 40 à plus de 200 pesos la livre. Dans une économie de pénurie qui importe 80 % de sa nourriture, les files d'attente s'allongent. Cuba devient l'économie des ventres creux.

Au cours des 25 dernières années, l'inflation a été en moyenne de 0,5% en Suisse, de 1,4% en Allemagne et de 2,5% aux États-Unis. Entre 2011 et 2020, l'indice des prix à la consommation (IPC) en Suisse a même affiché une baisse globale de 1,5%. À moins d'avoir passé les deux dernières années sur la face cachée d'une exoplanète, chacun s'est aperçu qu'il en est fini de la grande stabilité des prix qui existait, presque partout, depuis le début du siècle. Il est temps de dire *au revoir!* à cette période d'inflation légère, nulle, voire négative...

P. 101 Les chiffres de l'inflation

	2020	2021	Juil. 21 – Juin 22*
Suisse	-0,7	0,6	3,4%
Allemagne	0,4	3,1	8,2%
France	0,5	2,8	6,5%
G.-B.	0,9	4,8	9,4%
États-Unis	0,3	4,7	9,1%
Japon	-0,1	-0,3	2,4%

* Zone euro (19 pays) : 8,6%. Plus de 20% en moyenne dans les pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie). Turquie 73,5%! – Augmentation des coûts de l'énergie dans les pays de l'UE: 42%!

Petite correction à apporter au tableau central de la page 101.
Suisse 2019: inflation de 0,4% et non de 0,9%.

Inflation en Suisse

En 2020, les prix ont baissé de 0,7%. Le confinement a réduit la consommation et l'humeur n'était pas à la dépense. En 2021, la hausse des prix de 0,6% confirme la reprise de l'activité économique. Dès 2022, la Suisse n'échappe pas au mouvement de hausse généralisée des prix.

Heureusement pour nous, l'augmentation des prix en Suisse est considérablement inférieure au niveau constaté dans les autres pays. La force du franc permet en effet d'atténuer le poids de l'inflation importée. Grâce à notre monnaie forte, les importations d'énergie, notamment, nous font « moins mal » qu'à d'autres pays.

P. 102 Les causes de l'inflation actuelle

La crise sanitaire de 2020 et la guerre en Ukraine (ou les « opérations spéciales » selon le langage feutré du sanguinaire Poutine) ont réveillé l'hydre de l'inflation. Si la mythologie grecque parle d'un serpent d'eau à sept têtes, l'hydre qui retient notre attention ici possède aussi plusieurs causes déclenchantes de la hausse généralisée des prix que l'on observe depuis peu. Les voici brièvement et non exhaustivement résumées :

- colossale émission de monnaie par les banques centrales et les gouvernements lors des plans de sauvetage économiques pour éviter une déflation consécutive à la Grande Récession de 2020 (crise du covid-19). On parle d'une injection de liquidité de 10 000 milliards de dollars à l'échelle de la planète!
- perturbations des chaînes de production et d'approvisionnement à cause du confinement (usines fermées, consommateurs confinés), goulets d'étranglement: produits rares donc chers;
- explosion de la consommation après la réouverture des économies post-pandémie (courant 2021), les entreprises n'arrivent pas à répondre à la demande: les prix augmentent;
- pénuries de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs (hôtellerie, aviation, santé, etc.) dues à des licenciements ou à des changements d'orientation professionnelle: les salaires augmentent;
- explosion des coûts du commerce international (multiplication parfois par dix du coût du transport maritime par porte-conteneurs): le prix des importations augmente;
- flambée des prix de l'énergie (pétrole, gaz) et des matières premières (surtout alimentaires) suite aux sanctions imposées à la Russie au printemps 2022. Lorsque le pétrole flambe et que le gaz explose, le thermomètre de l'ensemble des prix s'affole!

P. 104 Conséquences de l'inflation

Pour les ménages, la hausse actuelle des prix agit évidemment à court terme comme une taxe sur leur pouvoir d'achat et réduit donc leur capacité à consommer. En théorie, une baisse de la consommation entraîne une baisse de l'activité économique (baisse de la production) et une montée du chômage qui, à son tour, fera baisser la consommation... et les prix, qui retrouveront – après une période d'errance – leur niveau antérieur.

La théorie des livres d'économie ne se vérifie pas toujours. Actuellement, la situation du marché de l'emploi (chômage bas, manque de main-d'œuvre qualifiée) donne des arguments aux employés pour obtenir des revendications salariales. Les hausses de salaires pourraient réveiller la tant redoutée *spirale prix-salaires* qui, une fois enclenchée, prend beaucoup de temps à se résorber.

« Dans le meilleur des cas, l'inflation ne ralentit jamais aussi vite qu'elle se développe. »

STÉPHANE GARELLI
Le Temps, février 2022

Même si le pire n'est jamais certain, il y a fort à craindre que l'inflation s'installe durablement dans ce nouveau paysage économique.

P. 105 Sur le plan politique

En Turquie, l'inflation officielle, sur douze mois, a atteint 78 % en juin 2022, les prix des transports ayant augmenté de 107 % et ceux de l'alimentation de 92 %. Un groupe d'économistes turcs indépendants parle même d'une inflation globale de 175 % ! La livre turque a perdu la moitié de sa valeur sur un an, ce qui a mécaniquement fait doubler le coût des importations. On verra peu de touristes turcs en Europe cette année...

La hausse des prix est en fait alimentée par la politique monétaire du président Erdogan. Ne laissant aucune latitude à sa banque centrale (il a limogé trois gouverneurs depuis 2019 !), il gère lui-même la politique monétaire. À rebours des théories économiques classiques, il estime que les taux d'intérêt élevés favorisent l'inflation. Il a contraint ainsi sa banque centrale à plusieurs reprises à baisser les taux de 19 % à 14 %, entre septembre et décembre 2021, provoquant l'effondrement de la monnaie nationale... et l'explosion de l'inflation.

« Je suis un économiste ! »

RECEP TAYYIP ERDOGAN, 2022

Et moi je suis la réincarnation de Ramsès II ! L'économiste-président est certainement en train de préparer les trucages qui lui permettront de gagner les élections de 2023, perdues d'avance en raison de la chute de confiance d'une population qui voit chaque jour son pouvoir d'achat s'éroder.

P. 105 Sur la consommation

Face à la progression de l'inflation et à la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs, les fabricants de denrées alimentaires et les distributeurs tentent de s'adapter pour éviter une érosion de leurs marges.

La cheapflation

La *cheapflation*, soit la baisse de la qualité des aliments, consiste à remplacer certains produits ou aliments par des substituts moins chers. Les crèmes glacées s'appellent désormais « desserts glacés », car les produits laitiers ont été remplacés par des produits de remplissage. Les produits chocolatés deviennent « aromatisés au chocolat », le chocolat étant remplacé par de l'huile de palme et des arômes alimentaires. Dans certaines préparations alimentaires, le parmesan est remplacé par une fibre végétale dérivée du bois, sans aucune valeur nutritive : la cellulose. Dans le jambon, on remplace une partie de la viande par de l'eau, de l'amidon et de la gélatine. La *cheapflation* renforce la malbouffe et contribue au développement de l'épidémie actuelle d'obésité. Elle est la dernière trouvaille des distributeurs pour permettre à leurs clients de « presque » toujours manger leurs produits préférés malgré la hausse de l'inflation qui grève leur pouvoir d'achat.

La shrinkflation

La *shrinkflation* (de l'anglais *shrink* : rétrécir) est une stratégie commerciale permettant aux entreprises de masquer des hausses de prix. En Allemagne par exemple, le fabricant de bonbons *Haribo* a décidé de mettre 175 grammes d'oursons-qui-collent-aux-dents dans le paquet traditionnel de 200 grammes, de façon à maintenir le prix à 0,99 euro malgré la hausse du coût des matières premières.

P. 106 Le blocage des prix

Si le blocage généralisé des prix ne peut être envisagé (pour les raisons expliquées dans le livre), le blocage de certains prix, lui, pourrait être une option pour certains gouvernements. On pense bien sûr au prix de l'énergie (essence, gaz ou électricité). Quelques pays l'envisagent – la France est passée à l'action – au risque d'encourager la consommation d'énergies fossiles, de réduire les rentrées fiscales et de connaître de grosses tensions au moment du déblocage. La paix sociale oblige parfois à des compromis douloureux.

Intervention des banques centrales

Au printemps 2022, la Fed, la BCE, la BNS, bref toutes les banques centrales, ont augmenté les taux d'intérêt et s'appêtent à continuer à le faire. L'objectif est de rendre le coût du crédit plus cher, de décourager l'investissement, de ralentir la frénésie de consommation et, au final, de faire baisser les prix ou tout du moins d'en ralentir la hausse.

Les banques centrales ont toujours un temps d'hésitation avant de lancer la dynamique de la hausse des taux. D'une part, elles craignent que leur politique restrictive ne porte un coup fatal à la croissance ou à la reprise économique ; décourager la consommation, c'est encourager la récession, donc danger. D'autre part, augmenter les taux alors que les dettes publiques, celles des entreprises et des privés (voir chap. 12) sont à des niveaux jamais atteints en temps de paix, c'est faire preuve de courage... ou d'inconscience, donc prudence. Si vous voyez une offre d'emploi pour « banquier central », ne vous laissez pas seulement tenter par le salaire (pas loin de 100 000 francs par mois pour la présidence de la BNS), mais réfléchissez bien au peu de sommeil qui vous attend.

P. 109 La stagflation

Hausse des prix et stagnation de la croissance. Aïe ! Exactement ce qu'on craint pour fin 2022 ou 2023. Tous les voyants sont au rouge ! Les prix qui continuent à grimper pourraient obliger les banques centrales à augmenter les taux d'intérêt, ce qui pourrait mener l'économie vers une stagnation, voire une récession qui verrait alors le chômage augmenter. Ajouter à cette sombre perspective les tensions géostratégiques avec une Russie belliqueuse et une Chine dangereusement ambitieuse et nous avons tout ce qu'il faut pour apprendre à prononcer correctement le vocable « stagflation ».

P. 112 La déflation

Reléguée aux oubliettes en raison de la récente poussée inflationniste, la déflation n'a probablement pas dit son dernier mot. Imaginez une forte hausse des taux d'intérêt, une explosion des coûts de l'énergie, des ruptures d'approvisionnement dues à des tensions internationales, des fermetures de frontières en raison de migrations massives, etc., alors l'économie entre en crise, les entreprises ferment, le chômage explose... et les prix s'effondrent en même temps que les salaires. C'est le scénario du pire. Gardez un cerge à brûler à portée de main.

P. 114 IPC

Tous les cinq ans, l'OFS procède à une révision complète de l'indice. C'est l'occasion d'y inclure les nouveaux articles consommés dans le pays et d'y enlever ceux qui n'ont plus les faveurs des consommateurs. Ainsi, en 2020, sont entrés dans la composition de l'indice : les masques hygiéniques jetables (tiens, tiens !), les désinfectants pour les mains, les vélos électriques, les montres connectées, etc. À l'inverse, ont été retirés : les tissus au mètre pour l'habillement, la laine à tricoter, les projecteurs vidéo, etc. Faisons quelques pronostics ! Apparaîtront prochainement l'acide hyaluronique pour lèvres de bimbo et les compléments alimentaires pour gonflette de pectoraux. Tout ça pour être beau. Disparaîtront bientôt : les dicos et les journaux. Tout fout le camp à vau-l'eau.

P. 116 Situation actuelle

Voici les derniers chiffres d'inflation de certains pays évoqués soit dans la partie principale, soit dans les documents de fin de chapitre.

	2020	2021	2022*
Soudan	163 %	359 %	245 %
Turquie	12 %	20 %	60 %
Venezuela	2355 %	1588 %	500 %
Zimbabwe	557 %	99 %	87 %

Source : FMI

* prévision à mi-2022

P. 123 Histoire de la croissance

Pendant des milliers d'années, l'être humain a vécu dans un état proche du minimum existentiel. Sa production suffisait tout juste à fournir le strict nécessaire à la majorité et un peu plus à quelques privilégiés. Même en 1798, Thomas Robert Malthus, révérend anglican et théoricien de la population et de l'économie, voyait « l'homme voué à survivre dans le besoin et la misère ». La révolution industrielle, alors tout juste à ses débuts, viendra heureusement contredire ces funestes prédictions.

P. 127 Chiffres 2021

PIB chiffres nominaux		PIB à parité de pouvoir d'achat			
1	États-Unis	22998	1	Chine	27206
2	Chine*	17826	2	États-Unis	22998
3	Japon	4937	3	Inde	10218
4	Allemagne	4226	4	Japon	5615
5	Royaume-Uni	3187	5	Allemagne	4857
6	Inde	3178	6	Russie	4491
7	France	2935	7	Indonésie	3566
8	Italie	2021	8	Brésil	3436
9	Canada	1991	9	Royaume-Uni	3402
10	Corée du Sud	1799	10	France	3361
19	Suisse°	813	34	Suisse	681

Source : FMI World Economic Outlook April 2022
Chiffres en milliards de dollars

* y c. Hong Kong
° PIB nominal 2021 : CHF 744 mia.

P. 128 Chiffres 2021

PIB chiffres nominaux		PIB à parité de pouvoir d'achat			
1	Luxembourg	136701	1	Luxembourg	131874
2	Irlande	99013	2	Singapour	116487
3	Suisse	93720	3	Irlande	112463
4	Norvège	89090	4	Qatar	104667
5	Singapour	72795	5	Suisse	78530
6	États-Unis	69231	6	Émirats a. u.	73574
7	Islande	69033	7	Norvège	70825
8	Qatar	68581	8	États-Unis	69231
9	Danemark	67758	9	Brunei	66795
10	Australie	63529	10	Taïwan	62527
	Chine	12359	11	Islande	59791
	Russie	12198	12	Autriche	59692
	Inde	2283	13	Suède	58962

P. 130 Problèmes monétaires

Les récentes et importantes fluctuations du dollar expliquent partiellement certains changements dans les classements ci-dessus.

P. 131 Usage de la production

Le PIB diminue lorsqu'un homme épouse sa femme de ménage. Explication : le PIB ignore les tâches domestiques et ne comptabilise que le travail rémunéré par un salaire. Si l'épouse n'est pas rémunérée (ce qui peut encore arriver...), le PIB est amputé du salaire qu'elle touchait dans sa précédente activité de femme de ménage.

Foot et PIB

En juin 2021, la presse italienne encensait sa *Nazionale* victorieuse de l'Eurofoot. Ce triomphe des *Azzurri* allait, lisait-on, donner de la confiance à l'Italie et se répercuter sur toute l'économie. Certains économistes tablaient sur une hausse de 0,7 % du PIB, soit 12 milliards d'euros, par analogie aux conséquences du titre de champion du monde de 2006 qui avait vu l'année suivante les exportations italiennes bondir de 10 % et son taux de chômage fondre de 0,7 point. Bon, pourquoi pas ? Parlons maintenant de 2022... Après avoir été devancés par la Suisse (!) dans la phase de pool, les Transalpins – en match de barrage – ont été lamentablement boutés hors de la phase finale au Qatar par... la Macédoine du Nord. Je répète : la Macédoine du Nord. Nous attendons les calculs des économistes pour évaluer la perte implicite due à cette deuxième non-qualification successive à la phase finale d'un championnat du monde. En termes d'image, pour le football italien, la perte est... *incredibile, una vergogna!!!*

Vers un PIB vert ?

Une des principales critiques du PIB est qu'il ne prend pas en compte les coûts des dommages environnementaux que l'activité économique engendre. Voici longtemps qu'on déplore que le PIB ne comptabilise au mieux qu'indirectement les *externalités négatives* comme le changement climatique et la pollution, c'est-à-dire seulement au moment où les dommages écologiques (destruction, épuisement et dégradation de capital naturel) sont traités, parfois atténués et rarement réparés.

Il semblerait logique de retrancher du PIB le coût de l'épuisement des ressources naturelles et de la dégradation de l'environnement. Des tentatives de calculer un « PIB vert » ont échoué en raison des difficultés à évaluer le coût de la dégradation de l'environnement. Récemment, une entreprise suisse *e4s* (Engineering for Solutions) proposait de calculer un *produit intérieur vert* (PIV) en déduisant du PIB la valeur monétaire des émissions de gaz à effet de serre. Les auteurs admettent que leur méthode mérite d'être affinée en incluant d'autres dommages environnementaux tels que la perte de biodiversité. Il s'agit néanmoins d'un premier pas concret vers la construction d'indicateurs plus inclusifs offrant une meilleure représentation de la valeur nette réelle créée dans une économie au cours d'une période donnée.

P. 133 Économie souterraine

L'économie souterraine (informelle ou parallèle) réunit le travail au noir et les activités illégales (trafic de drogue, contrebande, recel). Ces activités non déclarées contribuent néanmoins à la performance (soit le PIB) d'une économie puisque l'argent caché finira bien par ressortir sous forme de consommation ou d'épargne. Le calcul du volume de cette économie souterraine s'établit ainsi (voir p. 165) :

PIB selon l'approche par la dépense
– PIB selon l'approche par les revenus
= Économie souterraine

Il est donc possible de déterminer très précisément l'économie souterraine d'un pays. Situation en 2020 : Suisse 6,0 % – Autriche 7,2 % – Allemagne 10,2 % – France 13,5 % – Italie 20,4 %.

P. 134 PIB en temps réel

Le PIB (désormais calculé trimestriellement) nous dit ce qui s'est passé dans un pays il y a plus de trois mois. Dans une économie où tout va de plus en plus vite, la prise de décision s'accommode de moins en moins bien d'un indicateur... un peu lent.

L'« économie en ligne » va permettre de prendre le pouls de l'activité économique en temps réel. On peut suivre les habitudes d'achats à travers les téléphones portables, les paiements à travers les cartes de crédit, la mobilité grâce aux smartphones et le trafic aérien ou maritime grâce à des applications en temps réel. Le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) calcule désormais un *indice de l'activité économique hebdomadaire* (AEH) destiné à fournir des informations immédiates sur l'évolution de l'économie suisse. L'AEH est calculé sur la base de 9 indicateurs quotidiens ou hebdomadaires : le retrait d'espèces, les transactions par carte, la consommation d'électricité, la pollution de l'air, le transport ferroviaire de marchandises, les chômeurs inscrits, les dépôts à vue, les exportations et importations de biens. Grâce à ces indicateurs à haute fréquence, la perception de la réalité économique est grandement améliorée.

P. 134 Bhoutan

Le *bonheur national brut* du Bhoutan est semble-t-il un excellent outil marketing pour attirer de riches touristes étrangers. Sur le plan interne, la liberté individuelle n'y est que relative, le mode de vie des habitants y est extrêmement contrôlé et la sous-alimentation des enfants de moins de 5 ans atteint certaines années 40 %. Le bonheur peut-être, mais pas pour tout le monde...

Bonheur vaudois brut

En novembre 2021, le député vert Raphaël Mahaim dépose un postulat demandant que le canton de Vaud se dote d'un nouvel indicateur de bien-être, le « bonheur vaudois brut ». Accepté par la majorité des députés (69 voix contre 65), il contraint le Conseil d'État à déposer un rapport à ce sujet. Dans sa séance du 23 mars 2022, ce dernier enterme ce postulat pour la raison, notamment, « qu'il serait privé de toute comparaison que ce soit au niveau cantonal ou national ». Avoir raison tout seul, pas très vaudois tout ça.

P. 137 Qualité de vie, enquête Mercer

En raison de la crise sanitaire, les classements « Qualité de vie » 2020 et 2021 ont été annulés. L'édition 2022, à paraître en fin d'année, nous renseignera sur l'évolution du bien-être et de la qualité de vie dans les grandes villes du monde suite à la pandémie de Covid-19.

P. 139 World happiness report

Le classement 2022 du *bonheur mondial* est le suivant :
1 Finlande – 2 Danemark – 3 Islande – **4 Suisse** – 5 Pays-Bas – 72 Chine – 136 Inde

P. 142 Taux de croissance

Les chiffres ci-dessous permettent de compléter le tableau.

	2020	2021		2020	2021
Allemagne	-5,1%	2,9	UE	-6,3%	5,2
France	-7,9%	7,0	Suisse	-2,4%	3,5
G.-B.	-9,8%	6,8	Chine	2,3%	8,0
États-Unis	-3,5%	5,7	Inde	-7,3%	9,5
Japon	-4,7%	2,4	Monde	-3,6%	5,9

Les prévisions apocalyptiques de la colonne 2020 du livre (chiffres pronostiqués après la première vague de la pandémie, en juin 2020) se sont avérées malheureusement tout à fait correctes. La croissance mondiale s'est effondrée comme jamais auparavant et 90 % des pays de la planète ont enregistré une baisse de la valeur de leur production, souvent très significative. À l'instar de l'année 2009, on peut qualifier 2020 de nouvelle *Grande Récession*. On ne parlera pas de nouvelle *Grande Dépression* (réservons cette expression à la terrible situation des années 1930), car comme en 2009 la chute fut certes brutale mais de courte durée. L'année 2021 fut en effet marquée par un spectaculaire rebond de l'économie, dont les chiffres doivent néanmoins être considérés avec prudence : en effet, ses taux de croissance très élevés sont relatifs à la catastrophique année 2020. Même en enregistrant une croissance « à la chinoise » de 7 %, la France, par exemple – qui avait plongé de 7,9 % en 2020 – se retrouve à fin 2021 avec un niveau de production inférieur à celui de fin 2019.

Outre la Chine, les pays qui ont le mieux passé cette crise sont les États-Unis (grosse machine économique) et la Suisse (grâce à son économie très diversifiée, voir chap. 10).

Prévisions 2022-2023

Jusqu'au 24 février 2022, les prévisions économiques étaient plutôt bonnes et on s'attendait à la poursuite du redressement amorcé en 2021. M. Poutine en décida autrement. À l'été 2022, après cinq mois de guerre en Ukraine, tous les chiffres de croissance sont revus à la baisse. Les prévisions deviennent si aléatoires qu'on se contente d'aligner les craintes pour les 18 prochains mois. En voici un *digest* indigeste :

- crainte de rupture d'approvisionnement (énergie, blé, semi-conducteurs, etc.);
- possibles black-out énergétiques et autres crises alimentaires;
- flambée des prix (inflation jamais vue depuis 40 ans);
- probables relèvements successifs des taux d'intérêt par les banques centrales;
- chute de la croissance (USA en récession au 1^{er} semestre 2022; gros coup de frein en Chine);
- crainte d'un retour de la détestée stagflation (absence de croissance combinée avec l'inflation);
- montée du chômage (en raison de l'absence de croissance);
- montée de la contestation sociale en raison de la baisse du pouvoir d'achat;
- nouvelles vagues de covid non exclues;
- poursuite probable du conflit en Ukraine;
- fossé grandissant entre les démocraties libérales (Europe, Amérique du Nord et Extrême-Orient) et les grandes autocraties (Chine, Russie, Inde, notamment).

Souhaitons que cette vision très pessimiste de l'évolution de l'économie mondiale soit contredite dans les faits. D'ailleurs, à l'été 2022, on s'attend plus à un ralentissement de l'économie qu'à un effondrement. Gardons à l'esprit qu'une situation peut vite se retourner. Une injection de lucidité du St-Esprit sur le chef du Kremlin, ou une frappe de qui ou quoi que ce soit – à ce stade on est peu regardant – sur le tsar des temps modernes, et hop! fin de la guerre en Ukraine, retour de la confiance, de la croissance, des meilleures et j'en passe. Ce n'est malheureusement pas le scénario le plus probable.

Malgré les nuages sombres qui planent sur l'économie mondiale, la Banque nationale et les instituts de prévision conjoncturelle tablaient toujours (prévisions de juillet) sur une croissance de 2 à 2,5 % pour la Suisse en 2022.

P. 148 Une tempête géomagnétique

En 1859, une énorme éruption solaire bombardait l'atmosphère terrestre de ses particules ionisées. *Le Chroniqueur de Fribourg* publie ce témoignage le 2 septembre: «De minuit et demi à 2 h 15, une magnifique aurore boréale a pu être observée depuis Payerne.» La presse jurassienne relate «les lueurs d'un immense incendie». Le réseau de télégraphe fut mis à rude épreuve. En raison de violentes surtensions générées par le vent solaire, plusieurs incendies furent répertoriés de par le monde et de nombreux télégraphistes furent électrocutés. De nos jours, une telle tempête magnétique apporterait de grosses perturbations au réseau électrique, aux transmissions par satellites, au système GPS et clouerait au sol une bonne partie de la flotte aérienne mondiale. Ô astre solaire, *please stay quiet!*

Les nouveaux risques

Du fait de la mondialisation, le champ d'influence d'événements potentiels relevant d'un risque majeur ne cesse de s'étendre. En 2021, l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) a défini les dix principaux risques auxquels la Suisse est exposée. Les voici, classés par risque d'importance :

1 Pénurie de courant	6 Panne de courant
2 Pandémie de grippe	7 Tempête
3 Panne des communications mobiles	8 Panne de centre de calcul
4 Vague de chaleur	9 Afflux de requérants d'asile
5 Tremblement de terre	10 Sécheresse

«La crise du covid nous a rappelé avec dureté que nous devons accepter des risques inconnus. Elle montre également à quel point nous sommes vulnérables en tant que société.»

Eduard Held, directeur du Pool pour les dommages naturels, OFPP

En janvier 2021, le *World Economic Forum* (WEF) y est allé de ses prévisions en matière de risques. Prêt(e) ? Attention, ça va secouer :

- dans les 3 à 5 ans, les risques économiques sont au centre des préoccupations : crises financières, instabilité des prix, choc sur les matières premières et crises de la dette ;
- à l'horizon de 5 à 10 ans, le WEF estime que le risque environnemental (réchauffement climatique et chute de la biodiversité), les menaces dues aux armes de destruction massive, les effets indésirables de la technologie (fakenews sur les réseaux sociaux par exemple), l'effondrement d'États ou d'institutions multilatérales (l'ONU, par exemple) sont les principaux risques auxquels l'humanité pourrait devoir faire face. *Good luck everybody!*

P. 151 Les BRICS

Les BRICS représentent 41 % de la population mondiale, 24 % du PIB mondial et 16 % du commerce international en 2022. La dynamique qui avait uni les cinq grands pays émergents en 2001 n'est plus la même vingt ans plus tard. La volonté hégémonique de la Chine en Asie irrite les Indiens, l'alignement du Brésil de Bolsonaro sur les États-Unis de Trump avait crispé les partenaires du groupe et plus rien ne semble émerger de l'économie sud-africaine qui prend l'eau de toute part. La guerre en Ukraine crée un renforcement des liens entre la Russie, la Chine et l'Inde et permet à Poutine de contourner les sanctions internationales en livrant davantage de pétrole et de gaz aux deux géants démographiques.

P. 152 La Chine

	2020	2021	2022*
Taux de croissance	2,2 %	8,1 %	4,4 %°
Taux d'inflation	2,4 %	0,9 %	2,1 %
Taux de chômage	4,2 %	4,0 %	3,7 %
Population			1413 000 000

* prévision FMI avril 2022

° nouvel objectif du gouvernement : 5,5 % de croissance annuelle

Inexistante dans l'économie mondiale au début des années 1980, la Chine pourrait devenir avant 2030 la première puissance économique. Si elle est encore en partie l'*atelier du monde*, plus de la moitié de son PIB provient désormais du secteur des services. Technologiquement, elle est montée en gamme rapidement : elle envoie ses propres sondes spatiales sur la face cachée de la Lune, elle produit des ordinateurs puissants, des voitures électriques et des vaccins contre le covid. Ses jeunes sortent en tête des classements mondiaux en mathématiques et, à population égale, elle produit deux fois plus de doctorants en sciences que les Américains. La Chine du XXI^e siècle sera puissante.

Une Chine revancharde

Après la guerre de l'opium en 1840, les puissances occidentales ont fait de la Chine une société semi-coloniale, faible et appauvrie. Vivant dans une extrême pauvreté, on appelait les Chinois les « hommes malades de l'Asie ». De nombreuses concessions étrangères formaient en Chine des « États dans l'État ». Les Chinois parlent du « siècle des humiliations », période sombre de l'histoire de la Chine, sur laquelle on insiste beaucoup dans les programmes scolaires chinois (pas un mot chez nous de la Chine dans les manuels scolaires, mais de longs mois passés à étudier les divinités de l'Égypte antique !) En quatre décennies, elle s'est transformée pour redevenir cette grande puissance économique qu'elle avait été tout au long de son histoire millénaire.

« *Chinois et chiens interdits.* »

Pancarte accrochée à la fin du XIX^e siècle à l'entrée de l'ancien Bund (centre historique) de Shanghai

La Chine de Xi Jinping

Né en 1953, Xi Jinping est le fils d'un ancien vice-premier ministre et compagnon de route de Mao. En 1969, il fait partie des 17 millions de « jeunes instruits » envoyés à la campagne. Pendant près de sept ans, il vit dans une habitation troglodytique, sans eau courante ni électricité, partageant le dur labeur et le quotidien ingrat des paysans pauvres. Propagande ou vérité, peu importe. Depuis 2012, il est nommé président de la République populaire de Chine. En 2018, il abolit la limite des deux mandats ouvrant la porte à une présidence à vie. Selon Xi, le XXI^e siècle sera celui où la Chine prendra le pas sur un Occident déclinant, celui de l'accomplissement du « Rêve chinois », de la « grande renaissance de la nation chinoise ». On se réjouit tous.

Économie et politique

Convertis au capitalisme par Deng Xiaoping dans les années 1980, les Chinois s'adonnent au marché comme le reste de la planète. Du communisme toujours revendiqué ne demeure que l'organisation léniniste de conquête et de préservation du pouvoir d'un parti communiste chinois (PCC) omniprésent, fort de ses 91 millions d'adhérents. La Chine a basculé dans un nationalisme exacerbé, un capitalisme autoritaire, avec un PCC désormais à l'extrême droite de l'échiquier politique (des intellectuels chinois parlent même de fascisme). La Chine a réussi à transformer sa puissance économique en puissance politique. Elle a pris le leadership des « pays du Sud ». Sa forte présence en Afrique et son poids grandissant dans les institutions internationales en attestent. Elle a fait la démonstration, non seulement de la comptabilité du capitalisme et de la dictature, mais qu'il s'agit du nouveau modèle à suivre pour le XXI^e siècle. Les autocrates l'ont bien compris. Les démocrates revisitent le mythe du « péril jaune ».

Chine et covid

La Chine est le responsable n° 1 de l'épidémie de Covid-19. Les autorités ont d'abord nié, puis tardé à admettre le problème dans la ville Wuhan, épice de la pandémie. Elles se sont ensuite gargarisées d'avoir, mieux que n'importe quel autre pays, géré la diffusion de l'épidémie. Le prix à payer fut lourd : confinement plus que musclé, arrêts de la production industrielle, liberté d'expression plus contrôlée que jamais. La politique « zéro covid » du gouvernement a obligé certaines villes à se reconfiner en 2022. La croissance économique en a souffert. La demande chinoise a diminué, renforçant les difficultés des pays occidentaux exportateurs.

Droits humains

Expression qui ne figure pas dans le vocabulaire du PCC. Preuves :

- Tibet : envahi en 1959, désormais totalement sinis(tr)é ;
- Turkestan oriental, actuellement Xinjiang : idem, violation continue des droits humains, à très large échelle, dans l'indifférence totale de la communauté internationale ;
- Hongkong : tout récemment rentré dans le rang, sous le joug chinois, opposition systématiquement réprimée ;
- Taïwan : séparée de la Chine continentale depuis 1949, probable prochain objectif de Xi Jinping.

Les droits humains en Chine, c'est le droit de faire ce qu'on veut des êtres humains.

P. 154 L'Inde

	2020	2021	2022*
Taux de croissance	-6,6%	8,9%	8,2%°
Taux d'inflation	6,2%	5,5%	6,1%
Population			1405 000 000

* Prévisions FMI avril 2022

En raison de l'incurie de son gouvernement (nationaliste-religieux hindou) – le président Modi a longtemps conseillé à son peuple de soigner le covid par la pratique du yoga... – l'Inde a connu une terrible crise économique en 2020. Dès 2023, l'Inde sera le pays le plus peuplé du monde. Élections générales prévues en 2024.

P. 156 La Russie

	2020	2021	2022*
Taux de croissance	-2,7%	4,7%	-8,5%°
Taux d'inflation	3,3%	6,7%	23,1%
Taux de chômage	5,9%	4,8%	9,3%
Population			145452000

* Idem

La Russie est une puissance dite « pauvre ». Son PIB, à peine le double de celui de la Suisse, et juste supérieur à celui de l'Espagne. Son PIB par habitant, lui, est désormais inférieur à celui de la Chine. La Russie est cependant forte dans certains secteurs stratégiques : pétrole, gaz, céréales (20 % du blé mondial), engrais (23 %). Ajoutez-y bombes atomiques et nouveaux missiles hypersoniques.

Le pétrole et le gaz représentent la moitié des exportations russes et plus du tiers du budget de l'État. La seule vente de combustibles fossiles (pétrole, gaz) en direction des pays de l'Union européenne rapportait chaque jour 650 millions de dollars à la Russie (chiffres de l'été 2022). De quoi offrir à l'Ukraine de joyeux feux d'artifice.

Selon les données officielles, 20 millions de Russes (14 % de la population) vivent sous le seuil de pauvreté. Depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine, autant sont menacés de basculer dans la pauvreté.

P. 157 Brésil

	2020	2021	2022*
Taux de croissance	-3,9 %	4,6 %	0,9 %°
Taux d'inflation	3,2 %	8,3 %	8,2 %
Taux de chômage	13,8 %	14,2 %	13,7 %

* Idem

Population 213 900 000

Les élections d'octobre 2022 devraient éjecter du pouvoir le *Trump sud-américain*. Exit Bolsonaro et retour possible de Lula. Géant économique endormi, le Brésil cultive son image de « terre d'avenir, qui le restera toujours... ».

P. 158 §jaune

Au XVII^e siècle, les tulipes sont rares car il faut entre sept et douze ans pour qu'une graine produise un bulbe. En 1635, un bulbe se vend 2500 florins, soit environ 17 fois le salaire annuel (!) d'un ouvrier qui gagnait 12 florins par mois. En 1637, en quelques semaines, le prix des bulbes de tulipe est divisé par 100, entraînant la faillite des spéculateurs et de tout un système.

P. 163 Crise sanitaire

Au XIV^e siècle, la peste se propageait à la vitesse du pas, la grippe espagnole de 1918 à celle du bateau à vapeur. Le VIH, détecté dans les forêts équatoriales africaines vers 1930 au sein d'une communauté de chimpanzés, apparut officiellement aux États-Unis un demi-siècle plus tard, en 1981. En 2019, un virus (le Covid-19, évidemment) circulant parmi les chauves-souris d'Asie du Sud-Est prend désormais l'avion et infeste la planète entière en quelques semaines. Au cours des 50 dernières années, 75 % des maladies infectieuses sont transmises de l'animal à l'homme (zoonose). Cette transmission du virus à l'être humain a des causes bien connues : déforestation, destruction des habitats naturels, commerce des animaux sauvages, élevage intensif et réchauffement climatique. Les 8 et bientôt 10 milliards d'habitants de la planète compliquent la vie de centaines de milliers de virus qui, une fois dérangés, n'hésitent pas à franchir la barrière des espèces. Depuis 20 ans, Ebola, Marburg, fièvre de Lassa, Nipah, MERS, SRAS, Zika, fièvre aphteuse, grippe aviaire, grippe bovine, etc. nous rappellent que l'humanité vit depuis des millénaires sous la menace de virus endormis ou cachés. Il s'agit de tirer des leçons de la crise sanitaire actuelle pour mieux se préparer... à la prochaine.

« Les **pandémies** vont émerger plus souvent, se répandre plus rapidement, tuer plus de gens et avoir des impacts dévastateurs sans précédent sur l'économie mondiale. »

IPBES, Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité (est à l'environnement ce que le GIEC est au climat), 2021

L'hypothèse circule que l'apparition du Covid-19 proviendrait de la collecte d'échantillons dans une grotte du sud de la Chine, où plusieurs mineurs avaient péri d'une pneumonie atypique en 2012 transmise par une chauve-souris. Ce virus aurait été ramené dans un laboratoire de virologie de Whuan pour y être étudié. On n'exclut pas une fuite involontaire, même si la transmission « naturelle » de l'animal à l'homme reste l'explication la plus plausible. La vérité ne sera probablement jamais connue puisque le gouvernement chinois s'oppose à une enquête indépendante sur son territoire.

Deux ans et demi après l'apparition du virus en Chine, l'Organisation mondiale de la santé évoque le nombre de 15 millions de morts. En 2023, le virus aura tué autant d'êtres humains que la Première Guerre mondiale. Là, on ne parle plus de « petite grippe ».

Conséquences économiques

Le 16 mars 2020, le Conseil fédéral décrète le premier confinement partiel qui consista notamment à fermer les établissements de restauration, certains magasins et d'autres entreprises de services impliquant beaucoup de contacts interpersonnels. Des mesures similaires, voire plus restrictives, sont prises à l'étranger. Les chaînes d'approvisionnement sont rompues, certaines pièces et matières premières manquent, la production s'effondre. On parle ici globalement d'un *choc de l'offre*. Comme les gens sont invités (ou forcés) à rester chez eux, la consommation s'effondre dans la plupart des secteurs. À l'étranger également les ventes de produits suisses chutent brutalement. Le choc de l'offre est ainsi suivi d'un *choc de la demande*.

Au niveau économique, les autorités réagissent rapidement en octroyant des aides financières de plus de 30 milliards de francs sous forme de liquidités (crédits Covid-19 aux entreprises) et d'indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT). Le recours général au chômage partiel (5000 salariés concernés en février 2020 mais 1,32 million en avril!) permet d'éviter une explosion du taux de chômage. Grâce à la très grande diversification de son économie, sa faible désindustrialisation, son système de démocratie et de concordance, la Suisse résiste mieux que la plupart de ses partenaires économiques. La chute de la production nationale y est moins brutale qu'ailleurs.

Au niveau mondial, 163 pays se trouvent en récession en 2020. La crise sanitaire est le choc le plus violent subi par l'économie mondiale depuis la Grande Dépression des années 1930. Cependant, grâce à l'injection de vaccins (majoritairement dans les pays riches!) et de liquidités – 10 000 milliards de dollars mis à disposition par les banques centrales et les gouvernements – la sortie de crise pointa son nez dès la mi-2021.

Conséquences sociales

Au niveau social, la crise sanitaire de 2020-2021 a des conséquences dramatiques sur le monde dans son ensemble. Sans le covid, la planète aurait généré 30 millions de nouveaux emplois en 2020. Or elle en a perdu 114 millions, d'après l'Organisation internationale du travail. 108 millions de travailleurs ont basculé dans la pauvreté, voire l'extrême pauvreté. Même en 2022, le nombre total d'heures travaillées devrait être inférieur de 1,8 % à ce qu'il fut en 2019 avant le début de l'épidémie.

*« La pandémie a fait **perdre** tout le progrès réalisé dans la lutte contre la pauvreté durant les deux dernières décennies. »*

FMI, 2021

Le covid a eu des répercussions très négatives sur les femmes, beaucoup plus touchées par la pandémie en matière d'emploi, et sur les enfants, privés d'école et souvent contraints à tous types d'activités permettant la survie économique. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) estime que 168 millions d'enfants ne sont pas allés à l'école en 2020. En Colombie par exemple, les enfants ont été privés d'école pendant pratiquement deux ans. Si le virus attaque les humains du monde entier, il renforce les inégalités entre pays.

La pire année?

Le magazine *Time* a fait quelques sceptiques en qualifiant 2020 de « pire année de l'humanité ». En 2018 pourtant, une étude réalisée par des chercheurs de l'Université de Harvard avait élu l'année 536 comme la pire jamais vécue par les êtres humains. Au menu de l'année en question : énorme éruption volcanique qui obscurcit l'atmosphère et fait baisser les températures à l'échelle planétaire (récoltes exécrables suivies de famines), épidémie de peste, guerre (invasions « barbares » en Europe suite à la chute de l'Empire romain). On a encore de la marge.

- P. 173 Accélération du temps** « Il avait fallu sept mois à la reine Isabel de Castille pour apprendre que Christophe Colomb, parti avec ses vaisseaux en direction de l'ouest le 3 août 1492, avait touché terre au-delà de l'Atlantique. Il avait fallu neuf mois à Vasco de Gama pour accoster à Calicut (Inde) en 1498 et presque autant pour revenir et s'annoncer vivant à Manuel I^{er}, roi du Portugal. »
Joëlle Kunz, *Le Temps*, 24 février 2021
- Le 12 juillet 2022, le télescope James-Webb envoyait ses premières photos renvoyant à la naissance de l'univers voici plus de quatorze milliards d'années. Vertigineux.
- Seuls au monde?** Notre galaxie compterait approximativement 300 milliards d'étoiles. Les galaxies visibles depuis la Terre sont estimées à 400 milliards. Le nombre d'étoiles dans l'univers est ainsi évalué à 10^{22} (1 suivi de 22 zéros ou 10 000 milliards de milliards), soit environ 1000 fois plus – d'après une estimation pifométrico-scientifique – que le nombre de grains de sable (plages et déserts) sur la planète. On se sent moins seuls.
- Source : magazine *Ciel & Espace*
-
- P. 176 L'obésité** Une étude de *Promotion Santé Suisse* de septembre 2021 montrait que 21 % des enfants de 12 à 15 ans sont en surpoids ou atteints d'obésité. Le niveau d'éducation des parents démontre de grandes disparités sociales : 30 % des enfants dont les parents n'ont pas de formation postobligatoire sont en surcharge pondérale contre seulement 9 % des enfants dont les parents disposent d'une formation de niveau tertiaire (hautes écoles ou universités). Ces connaissances vont permettre de mieux cibler la prévention.
-
- Obésité et covid** Une étude de l'Université de St-Gall publiée en août 2021 montre que les Suisses ont pris en moyenne 3,3 kilos depuis le début de la pandémie. Outre le manque d'activités physiques, le stress et l'anxiété liés à l'incertitude du moment ont aggravé le problème du surpoids... qui pèse déjà lourd dans le bilan global de santé de la population suisse.
-
- L'anthropocène** Depuis le XVIII^e siècle, l'humanité a divisé par deux la biomasse végétale (déforestation à large échelle). Nous extrayons quelque 92 milliards de tonnes de ressources naturelles chaque année (env. 12 000 kg par être humain), ce qui équivaut aux deux tiers du poids de l'Everest. Depuis 2020, la masse des objets créés par l'homme dépasse celle des organismes vivants sur terre. L'humain produit plus de 30 milliards de tonnes (en masse sèche) d'objets par an, bâtiments et routes notamment. La masse du plastique sur terre est estimée à 8 milliards de tonnes, soit deux fois plus que celle de tous les animaux de la terre réunis. Les activités humaines rivalisent avec les forces de l'érosion dans les quantités de matières déplacées. Les êtres humains sont devenus une force dominante qui façonne le visage de la Terre.
-
- P. 179 Émissions mondiales de CO₂** Après avoir baissé de 5,2 % en 2020 (merci qui?), les émissions mondiales de CO₂ ont retrouvé leur rythme de croisière en 2021 (+6 % par rapport à 2020, soit un niveau d'émissions supérieur à celui d'avant la pandémie). Les concentrations de CO₂ dans l'atmosphère sont plus élevées que durant les 800 000 ans et probablement même durant ces deux derniers millions d'années.
-
- P. 181 6^e Rapport du GIEC** Les 7 dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées. On a frisé les 50 degrés en Espagne et en Sicile (48 et 49 degrés!)... et même au Canada (49,6°C sous le dôme de chaleur en 2021!!!) Le mois de juin 2022 a été le plus chaud de l'histoire contemporaine et celui de juillet un des plus secs.
- Le 6^e rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) – 3875 pages faisant la synthèse de 14 000 publications scientifiques – déposé en trois phases entre septembre 2021 et avril 2022, confirme toutes les craintes émises déjà depuis quelques décennies :
- oui, l'être humain est responsable de la dégradation du climat ;
 - oui, il va faire de plus en plus chaud ;
 - oui, nous pouvons encore éviter le pire... à condition d'agir rapidement.

Mauvaises nouvelles	Du côté des mauvaises nouvelles, l'élévation du niveau des mers et la fonte des glaciers sont irréversibles, en tout cas sur des milliers d'années. De même, la hausse des températures est certaine, sur plusieurs décennies au moins.
Bonnes nouvelles	Du côté des bonnes nouvelles, il est encore possible de « limiter la casse », mais chaque délai dans la prise de conscience rendra cette adaptation encore plus difficile et coûteuse. Les solutions sont connues : arrêt urgent de toutes combustions d'énergies fossiles, passage à l'agroforesterie ou agroécologie au lieu de la culture intensive, reforestation massive, consommer moins et mieux (recyclage et régime alimentaire basé sur les plantes), etc. Un changement radical du mode de vie occidental. Sauf que... selon le rapport de l'ONU <i>Production Gap Report</i> de fin 2020, la production d'énergies fossiles – qui représente encore 80 % de la demande d'énergies primaires de la planète – devrait augmenter de 2 % par an d'ici à 2030. C'est pas gagné.
Températures	<p>Pour atteindre l'objectif le plus ambitieux de l'Accord de Paris de 2015 – soit +1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle à l'horizon 2100 (sachant qu'on était déjà à +1,1°C en 2021), ce qui induira déjà un lot considérable de catastrophes climatiques – il convient d'atteindre un pic des émissions de CO₂ en 2025, de les réduire de 43 % d'ici à 2030 par rapport au niveau de 2019 (de 30 % pour celles de méthane) et d'arriver à la neutralité carbone en 2050, tout en développant les énergies solaire et éolienne à un rythme deux fois plus important que ce qui est annoncé par les nations. Aussi probable que de voir trois Cambodgiennes sur le podium de la descente dames des championnats du monde de ski de Crans-Montana en 2027. Rappelons que les émissions de CO₂ ont augmenté de 1,3 % en moyenne annuelle entre 2010 et 2019 et que les promesses de la COP26 (voir ci-dessous) de Glasgow fin 2021 nous conduisent vers une augmentation des émissions mondiales de 14 % en 2030 (alors qu'il faudrait justement les réduire de près de moitié !)</p> <p>Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), les 7 dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées. Au rythme actuel, on pense que le premier seuil de +1,5°C sera atteint bien avant 2040 et celui de +2°C vers 2050. Quand on évalue les « promesses non contraignantes » faites par les pays dans les différentes COP (grand raout annuel sur ce-qu'on-dit-qu'on-va-faire-mais-qu'on-fait-pas), on arrive à un réchauffement de près de 3°C à la fin du siècle ; et comme les promesses en la matière ne sont jamais tenues, la tendance laisse penser que la hausse pourrait dépasser 4°C en 2100.</p> <p>La différence entre +1,5°C et +2°C peut sembler un détail, mais ce n'est pas le cas. Chaque demi-degré de réchauffement additionnel entraînera des conséquences nettement plus sévères : intensifications des extrêmes climatiques, fonte accélérée des glaces, montée plus rapide du niveau des océans, disparitions à marche forcée d'espèces et d'écosystèmes sensibles, comme les coraux. Avec +1,5°C, 350 millions d'habitants supplémentaires seront exposés aux pénuries d'eau. Avec +2°C, ils seront 400 millions, 80 millions de plus souffriront de la faim et 130 millions pourraient tomber dans la pauvreté extrême d'ici dix ans. Un enfant de moins de 10 ans en 2020 devrait, d'ici à 2100, vivre une multiplication par 3 du nombre d'événements extrêmes avec un réchauffement global de +1,5°C et par 5 avec une hausse de 3 degrés.</p> <p>Selon les scientifiques, l'Europe centrale et occidentale (nous !) figure parmi les régions du monde où les projections sont les plus pessimistes. Avec +1°C de réchauffement, l'Europe occidentale montre déjà la plus grande multiplicité d'événements extrêmes. Avec +2°C, on s'attend à une augmentation des canicules, des sécheresses extrêmes, des inondations, des boues torrentielles, des tempêtes et des feux de forêts. Les populations déjà concrètement impactées sérieusement par le dérèglement climatique se trouvent principalement dans le Sahel et la Corne de l'Afrique. Là-bas, la migration ne touche plus seulement les éleveurs et leurs troupeaux.</p>

« Les coupables sont les plus grands émetteurs du monde ; ils mettent le feu à la seule maison que nous ayons. »

ANTONIO GUTERRES
Secrétaire général des Nations Unies, avril 2022

**L'avion,
désastre écologique**

Près des 4/5 des habitants de la planète n'ont jamais pris l'avion alors que certains s'en-voient en l'air presque chaque semaine. Ces voyageurs assidus (1 % de la population mondiale) génèrent autant d'émissions de CO₂ que les 99 autres pour-cent. Les Suisses et les Norvégiens sont ceux qui prennent le plus l'avion (majoritairement pour les loisirs).

« On prend plutôt le mien ou le tien ? »

Extrait du dialogue entre l'influenceuse Kylie Jenner et le rappeur Travis Scott, hésitant sur le tarmac entre un jet d'affaires et un biréacteur de la taille d'un Airbus, pour un trajet de 17 minutes et de 65 km !

Au premier semestre 2022, la chanteuse Taylor Swift totalise 170 vols en jet privé pour une émission de 8300 tonnes de CO₂. Durant la même période, un Européen moyen en a émis 5 t et un Africain 0,3 t.

**La viande,
désastre écologique**

Selon *Meat Atlas 2021*, un Américain se goinfre de 100 kg de viande par an, un Chinois se régale de 60 kg et un Suisse de 51 kg, tandis qu'un Africain se réjouit déjà de ses 17 kg. Alors que la viande ne représente que 18 % des calories consommées dans le monde, sa production représente 57 % des émissions de gaz à effet de serre d'origine agricole. Il est urgent de se diriger vers un « moins mais mieux ».

Régions invivables

Deux endroits du monde viennent d'être décrétés « invivables » en été. Il s'agit de la région de Jacobabad au Pakistan et de Ras al-Khaimah dans le golfe Persique. Les 50°C combinés avec une humidité extrême rendent ces endroits totalement malsains. Dans un avenir très proche, d'autres zones – dans le golfe du Mexique et en Asie du Sud-Est – pourraient vite devenir tout aussi hostiles à la vie humaine.

Le coût des canicules

La revue *Nature* estime que les canicules de 2003 et 2015 ont amputé le PIB européen de 0,3 à 0,5 %. *L'Organisation internationale du travail* (OIT) estime que la chaleur pourrait réduire le nombre d'heures travaillées de 2,2 % dans le monde en 2030, soit l'équivalent de 80 millions d'emplois à plein temps. Dans une étude d'avril 2021, *Swiss Re* estime qu'une hausse probable de 2 degrés vers 2050 conduira à une baisse du PIB mondial de 10 %.

P. 180 Les vrais chiffres

Avec 0,11 % des émissions mondiales – 4,4 t par hab. – la Suisse fait figure de tout petit émetteur de CO₂. Or, en comptabilisant nos voyages internationaux et l'énergie grise de nos importations, les chiffres triplent. Ils doivent encore être multipliés par presque 10 ! Une étude du cabinet *McKinsey* de juillet 2022, tenant compte de l'influence directe et indirecte de notre économie mondialisée, situe la responsabilité de la Suisse à 2 à 3 % des émissions mondiales, ce qui nous met à peu près au même niveau que des pays de plus de 200 millions d'habitants comme l'Indonésie ou le Brésil. *Small is not toujours beautiful*.

**P. 184 Températures
en Suisse**

Rappelons tout d'abord que toutes les hausses de température évoquées ci-dessus concernent la moyenne mondiale. Pour connaître l'impact du réchauffement en Suisse, il suffit tout simplement de doubler ! Si les températures augmentent de 2°C sur la planète d'ici à 2050, nous aurons en Suisse (avec +4°C) le climat actuel des pays européens situés au nord de la Méditerranée (huile d'olive, poivrons et aubergines au menu). Si la tendance actuelle se confirme pour 2100, les +3 ou +4°C annoncés au niveau mondial deviendront, pour rester soft... +6°C, soit le climat des pays du sud de la Méditerranée (tajine, ragoût de chameau, thé de menthe).

P. 187 Les COP

La COP26 (*Conference of the Parties*, grande réunion annuelle des pays sur le thème du climat) de Glasgow en novembre 2021 et le premier accord international qui souhaite réduire l'usage du charbon. Un premier petit pas. Sauf que plusieurs pays (Allemagne et Pologne notamment) viennent de remettre en route plusieurs mines de charbon à l'arrêt suite à la baisse des livraisons de gaz russe.

La COP27 de Sharm El-Sheikh en novembre 2022 a pour objectif de rehausser les ambitions des pays à réduire leurs émissions. Un mirage de plus dans les sables d'Égypte ou une vraie prise de conscience de l'urgence climatique ?

P. 190 Alors on fait quoi? Chez nous, pour le moment, à peu près rien. La Suisse s'est tout de même engagée (comme tous les autres pays l'ont fait, ça ne coûte rien) à atteindre la neutralité carbone en 2050, et à réduire de 50 % ses émissions d'ici à 2030 par rapport au niveau de 1990 (20 % environ déjà effectués, sans de grands efforts, grâce au progrès technologique – voitures moins émettrices de CO₂, meilleure isolation des bâtiments, notamment).

La compensation carbone

L'isolation de certains bâtiments et la pose de quelques panneaux solaires ne suffiront pas à atteindre ces objectifs. Alors, notre pays va utiliser l'arme (ou le subterfuge, au choix) de la *compensation carbone à l'étranger*. Un accord avec le Ghana, par exemple, va permettre de financer le déploiement de fours à bois à foyer fermé (plus efficaces) et d'équipements de production d'énergie solaire. S'il est positif de venir en aide aux pays étrangers dans leurs efforts pour le climat, il est dommage que cela se fasse *à la place* et non *en plus* des réductions d'émissions effectuées en Suisse. Au Moyen Âge, l'argent permettait de se faire pardonner ses péchés et de continuer à rêver de paradis. Aujourd'hui, il vous dispense d'efforts trop contraignants en matière de réductions d'émissions de CO₂. Dommage, car ces dernières risquent de nous emmener rapidement en enfer.

Taxes ou incitations?

En votation populaire, les Suisses (51,6 %) ont rejeté en juin 2021 un projet de taxe carbone sur les carburants, les huiles de chauffage et le transport aérien. Comme les Suisses ne veulent pas de taxe, on oublie le bâton et on brandit la carotte. Par des incitations à la transformation des bâtiments, des primes à l'achat de véhicules électriques, des aides à la pose de panneaux solaires, la Suisse compte sur des solutions qui ne seront pas ressenties comme punitives. Entre 2025 et 2030, la Confédération prévoit ainsi d'investir 3 milliards de francs dans l'assainissement écologique des bâtiments et 600 millions dans la mobilité verte. À ce rythme, la grosse punition viendra. Mais plus tard.

« Les investissements à faire actuellement sont de loin moins chers que les dégâts qui s'annoncent à l'avenir. »

JULIA STEINBERGER
Prof. UNIL et co-autrice du rapport du GIEC

Émissions négatives

Pomper directement le CO₂ dans l'atmosphère et le séquestrer en sous-sol fait partie des solutions envisagées. La start-up suisse *Climworks* capture en Islande 4000 tonnes de CO₂ par an. C'est un début. Face aux 36 milliards de tonnes rejetées en 2021 à l'échelle de la planète, l'installation islandaise aura effacé... 3,5 secondes des rejets de l'ensemble de l'année. On dit que ce sont les premiers pas qui comptent.

P. 193 Biodiversité et déchets

- 40 % des terres sont dégradées sur la planète et 12 millions d'hectares de terre (trois fois la superficie de la Suisse) partent en poussière chaque année;
 - 11 millions de tonnes de plastique (1,5 kg par être humain) sont rejetées chaque année dans les océans et ce chiffre va doubler d'ici à 2030 ;
 - Selon un rapport 2022 de l'Union internationale pour la conservation de la nature, 21 % des espèces de reptiles sont en danger ;
 - 60 % des vêtements vendus en Suisse sont jetés après une année seulement ; 40 % des habits produits dans le monde ne sont même pas vendus.
-

Jour du dépassement

Le 13 mai 2022 a été le « jour du dépassement » pour la Suisse. Cet *Overshoot Day* calculé par le *Global Footprint Network* désigne le jour de l'année où ont été épuisées les ressources que la Terre est capable de régénérer durant cette même année. Si tout le monde vivait « à la Suisse », il faudrait avoir 2,8 planètes (empreinte écologique) à disposition. Données pour l'humanité entière : 29 juillet – 1,7 planète. Illustration d'une humanité qui vit à crédit ou aux dépens des générations futures.

P. 194 Les 9 limites planétaires

Source : Vulgariscience

En 2009, une équipe internationale de 28 scientifiques publie un article dans les revues *Nature* et *Ecology and Society*. C'est dans ce papier qu'ils proposent leur concept des « 9 limites planétaires ». Les travaux des chercheurs, menés par Johan Rockström, font grand bruit et se répercutent dans divers domaines à l'échelle mondiale. Le constat est le suivant : depuis plus de 10 000 ans, la Terre est restée dans un état stable. Si certaines limites venaient à être franchies, nous pourrions assister à un changement d'état de l'écosystème planétaire. Les 9 limites planétaires sont les suivantes :

- changement climatique ;
- érosion de la biodiversité ;
- perturbations du cycle chimique de l'azote et du phosphore ;
- usage des sols ;
- acidification des océans ;
- diminution de la couche d'ozone ;
- aérosols atmosphériques
- cycle de l'eau douce ;
- pollution chimique (plus largement l'introduction d'entités nouvelles dans la biosphère).

Ces facteurs ont été retenus car ils englobent l'ensemble des processus interdépendants qui régulent la stabilité de la biosphère. Le 18 janvier 2022, une nouvelle mise à jour des travaux scientifiques sur les limites planétaires est publiée. L'étude annonce qu'une cinquième des neuf limites planétaires aurait été franchie : la pollution chimique. « La production de produits chimiques a été multipliée par 50 depuis 1950. Elle devrait encore tripler d'ici 2050. » Durant l'été 2022, une sixième limite est franchie, celle liée au cycle de l'eau douce (désertification et aridification des sols). La liste actuelle des limites planétaires dépassées est donc :

1. Changement climatique
2. Érosion de la biodiversité
3. Perturbation du cycle chimique de l'azote et du phosphore
4. Usage des sols
5. Pollution chimique
6. Cycle de l'eau douce

Face à ces nouvelles conclusions, les chercheurs appellent à une action urgente pour la gestion et la prévention de la pollution. Au-delà des alertes continues de milliers de scientifiques du monde entier sur l'urgence climatique et environnementale, le risque vient également des synergies entre ces 9 limites planétaires. En effet, leurs interactions peuvent amener à un effet boule de neige, qui aurait pour conséquence un emballement du système terrestre. Il serait donc possible de voir s'accélérer le rythme de dépassement des 3 dernières limites.

Les fronts se crispent

Entre ceux qui exigent un abandon radical du système économique actuel, un revirement à 180 degrés et l'arrêt de la croissance – voire une rapide action de décroissance – et ceux qui pensent que l'innovation technologique viendra résoudre tous les problèmes de demain, les fronts se crispent et les tensions sociales s'exacerbent.

L'économie CLIC

Nous devons passer d'une économie gaspilleuse, inefficace, inéquitable et sale à une économie *CLIC*, de l'anglais Circular (circulaire), Lean (efficiente), Inclusive (inclusive) et Clean (propre). À quand des produits porteurs d'une étiquette qui indique l'*impact carbone*, à l'image des calories ?

Pourquoi ne fait-on (presque) rien ?

Le réchauffement climatique est un défi mondial. Mais, sans contrainte ferme, chaque pays a intérêt à laisser agir d'abord les autres. Un système reposant uniquement sur une base volontaire incite fortement à «jouer les parasites», c'est-à-dire à rester passif en espérant que d'autres respecteront davantage l'environnement. Sans «autorité mondiale» capable d'appliquer des mesures contraignantes, on ne peut compter que sur une obligation morale des États. Et là, il semble utopique d'attendre de grands résultats...

Quelques réponses en vrac

Les citoyens-consommateurs perçoivent une perte de pouvoir d'achat comme plus terrifiante qu'une perte d'habitabilité de leur planète. La fin du mois fait encore plus peur que la fin du monde.

« *Chacun pense à **changer le monde**, mais personne ne pense à se changer soi-même.* »

TOLSTOÏ (1828-1910)

Comment enseigner à l'être humain la privation et la sobriété alors que la lutte contre l'insatisfaction et la recherche du *toujours-mieux* et maintenant du *toujours-plus* a été son moteur d'action depuis qu'il existe... et la source de ses progrès aussi ?

« Si la modernité industrielle s'était contentée de nous rendre débiles ou malades, il ne serait guère difficile d'en changer. Toute la difficulté tient à ce que c'est le mouvement même qui a sorti une partie de l'humanité de la vallée des larmes qui est en train de nous y reconduire tous sous une forme éminemment plus dévastatrice. »

Dominique Bourg, prof. hon. UNIL

Ne pas finir comme les Mayas

« À cause de leur déforestation, il y a eu moins de jachères, donc un appauvrissement des sols, donc moins d'évaporation, donc moins de pluie et une augmentation de la température. Résultats : en moins de 200 ans, une civilisation s'est éteinte [ndlr : vers l'an 1000]. Pourtant, si l'on était contemporains des Mayas à leur apogée, jamais on n'aurait pensé qu'ils allaient disparaître. La différence, c'est que maintenant l'effondrement menace l'ensemble de la planète. Plus tôt on agira, et moins ce sera cher. »

Laurent Keller, biologiste, UNIL, *Le Temps*, avril 2022

P. 198 Climatisation

En produisant du froid pour avoir moins chaud, nous contribuons allègrement au réchauffement de la planète. Selon un article du *Financial Times* de juillet 2022, d'ici à 2050, les deux tiers des ménages dans le monde (trois fois plus qu'aujourd'hui) auront un climatiseur. Ce qui nécessitera une capacité électrique supplémentaire équivalente à la capacité actuelle de refroidissement des États-Unis, de l'Union européenne et du Japon réunis. On va vers une grande catastrophe si l'électricité n'est pas produite d'ici là avec des énergies propres.

-
- P. 203 Le feu** Grâce au feu, l'homme prit un avantage concurrentiel calorifique en faisant cuire ses aliments, et notamment sa viande, ce qui lui permit d'accroître considérablement la taille de son cerveau. Comme aucun autre animal n'en fit autant, cette maîtrise de l'énergie engendra sa suprématie. Époque bénie où la consommation d'énergie rendait intelligent.
-
- P. 204 Bilan énergétique mondial** Chiffres 2020 (AIE) : pétrole 29 %, charbon 26 %, gaz 24 % (total énergies fossiles 79 %), nucléaire 5 %, renouvelables 16 %.
-
- P. 206 Bilan énergétique de la Suisse** Pétrole 36,3 % – hydroélectricité 14,0 % – nucléaire 19,9 % – gaz naturel 12,8 % – charbon 0,3 % – autres énergies renouvelables 16,7 %.
-
- P. 207 Consommation finale d'énergie** Chiffres 2021 (OFEN) : produits pétroliers 43,4 % – électricité 26,3 % – gaz 15,4 % – bois 5,8 % – ordures et déchets industriels 1,5 % – chaleur à distance 2,9 % – charbon 0,5 % – autres énergies renouvelables 4,2 %.
-
- P. 208 Introduction** L'exploitation des sources d'énergie est très mal répartie entre les 193 pays de la planète. La majorité du pétrole provient en gros d'une vingtaine de pays. L'extraction du gaz naturel repose essentiellement sur huit nations et quatre pays produisent les trois quarts de l'uranium mondial.
-
- P. 209 Prix du pétrole** Fini le pétrole bon marché de 2020 à 20 dollars le baril et à Fr. 1.40 le litre d'essence ! Au premier semestre 2022, les prix ont oscillé entre 100 et 120 dollars, faisant grimper le litre d'essence à Fr. 2.20 voire Fr. 2.40 !
« La station-service est désormais le seul endroit du monde où c'est celui qui tient le pistolet qui se fait braquer ! »
- FABIEN ROUSSEL
Candidat communiste aux élections présidentielles françaises, mars 2022
-
- P. 210 Le charbon** Deux tiers du charbon extrait sur terre sert à alimenter les centrales électriques. Une quinzaine de pour-cent servent à la métallurgie et le reste se destine au chauffage et à l'industrie. Au lieu de diminuer (en vertu de son statut d'énergie la plus polluante), la consommation mondiale de charbon devrait atteindre un nouveau record en 2022.
-
- P. 211 Le gaz** Un chiffre lié à l'actualité : en 2021, 43 % du gaz consommé en Suisse provenait de Russie. Si Poutine nous le coupe, on pourrait bien se retrouver *bec de gaz*.
-
- P. 212 L'énergie nucléaire** La volonté de se passer du gaz russe oblige les pays européens à se repositionner sur le nucléaire. D'aucuns estiment qu'il est indispensable au mix énergétique pour atteindre la neutralité carbone en 2050 et militent pour la construction de nouvelles centrales, voire de *Small Modular Reactors* (SMR) ou petits réacteurs nucléaires. D'autres rappellent que les centrales sont très dangereuses (1,5 % ont subi une fusion du cœur du réacteur) et que plusieurs pays ont profité de leur programme nucléaire civil pour développer des armes atomiques. Au vu de la fission des visions, la fusion des avis est loin d'être acquise.
« Aujourd'hui, l'humanité est à un malentendu, à une erreur de calcul de l'anéantissement nucléaire. »
- ANTONIO GUTERRES
Secrétaire général des Nations Unies, en ouverture de la 10^e Conférence
du Traité de non-prolifération nucléaire, New York, 1^{er} août 2022
-
- Situation en Suisse** La sortie du nucléaire, actée par votation populaire en 2017, n'a pour l'instant pas d'échéancier contraignant. « Les centrales pourront continuer à fonctionner tant qu'elles sont considérées comme sécurisées » (Simonetta Sommaruga, avril 2022). La centrale de Beznau I – mise en fonction en 1969, la plus vieille du monde en activité – peut donc raisonnablement envisager de toucher l'AVS en 2034.
-
- P. 213 La centrale de Mühleberg** Arrêtée à fin 2019 pour cause de vétusté, la centrale bernoise produisait environ 3000 GWh d'électricité par an. En comparaison, la production de tout le parc de panneaux solaires suisses en 2020 n'était que de 2700 GWh. L'énergie nucléaire dispose d'une puissance phénoménale, inégalée. Pour le meilleur et pour le pire.
-

P. 214 Fukushima

Le 11 mars 2011, la fonte de trois réacteurs nucléaires a provoqué d'intenses dégagements de substances radioactives, provoquant l'évacuation de 240 000 habitants. Onze ans plus tard, 36 000 personnes ne sont toujours pas rentrées chez elles. Pour rendre la région à nouveau habitable et cultivable, il a fallu retirer 5 centimètres de sol, élaguer les arbres et passer les constructions au karcher sur un territoire plus grand que la moitié de la Suisse. Se pose encore la question de l'eau contaminée utilisée pour le refroidissement des réacteurs. Qu'en faire? L'équivalent de 1000 piscines olympiques autour de la centrale attend la réponse. Inquiétude chez les poissons et les pêcheurs de Fukushima.

P. 216 Électricité
Monde

Chiffres 2020 (AIE) : charbon 35 %, gaz naturel 23 %, pétrole 3 % (total énergies fossiles : 61 %), nucléaire 10 %, renouvelables 29 % (dont solaire 3 %, éolien 6 %).
Grâce aux immenses capacités en cours d'installation en Chine et en Inde, les énergies renouvelables devraient produire la moitié de l'électricité mondiale vers 2027.

Suisse

Chiffres 2021 (OFEN) : hydraulique 61,5 % – nucléaire 28,9 % – autres 9,6 % (dont 4,7 % pour le solaire et l'éolien, ce qui est très peu en comparaisons internationales).

Black-out

Après le *touch-down* (foot américain), le *stand-up* (paddle), le *burn-out* (too much), le *sit-in* (manif assise), le *put-in* (invasion de l'Ukraine), voici le *black-out* !

Le Temps : « Redoutez-vous un **black-out** ? »

Simonetta Sommaruga : « Nous ne voulons et ne pouvons pas nous le permettre ! »

Le Temps, 30 avril 2022

Un black-out est une panne gigantesque du réseau électrique due à une pénurie d'approvisionnement qui se prolonge ou à un problème grave et soudain sur le réseau (problème technique, sabotage, cyberattaque, etc.). La crainte d'un black-out est légitimement évoquée pour la Suisse durant l'hiver 2022-2023. Nos importations d'électricité hivernales pourraient être sérieusement réduites par les pays voisins fournisseurs qui, suite aux tensions avec la Russie, pourraient décider de baisser la tension en Suisse (en clair, de garder l'électricité pour eux). Et comme on a l'art de se brouiller avec l'UE, on s'inquiète pour la cuisson des œufs... brouillés.

Dépendance

La Suisse constate chaque jour davantage son niveau de dépendance économique : trois quarts de notre énergie et la moitié de notre alimentation (voir chap. 10) proviennent de l'étranger. C'est bien joli d'envoyer des montres et des somnifères à l'étranger, mais sans pétrole et sans cabillaud, pas de breloque et pas de produits pour faire dodo !

P. 218 Chiffres récents
Suisse 2021

Consommation finale d'énergies non renouvelables : 72 %
Consommation finale d'énergies renouvelables : 28 %
Passage de 24,1 % en 2019 à 28,0 % en 2021. La tendance est bonne, accélérons !

Europe 2020

Part de l'énergie renouvelable :
Norvège 77,4 % – Suède 60,1 % – Finlande 43,8 % – Autriche 36,5 % – Portugal 34 % – UE-27 22,1 % – Italie 20,4 % – Allemagne 19,3 % – France 19,1 % – Pays-Bas 14 %

P. 219 L'énergie solaire

La pose de panneaux solaires par des particuliers ou l'installation de centrales solaires par les États progresse à grande vitesse partout dans le monde. Malgré cet engouement, l'énergie solaire ne produit qu'un peu plus de 3 % de l'électricité mondiale. En Suisse, entre 2019 et 2021, la puissance du parc photovoltaïque a augmenté de 23 %. La part du solaire dans la production totale d'électricité en 2021 était de 4,42 %.

Dans notre pays, le manque de main-d'œuvre dans le secteur énergétique est estimé à 300 000 personnes. Aucune formation ne réunit toutes les compétences nécessaires à l'installation de panneaux photovoltaïques, qui regroupe les professions de couvreur, électricien et ferblantier. *Groupe E*, énergéticien fribourgeois, est la première entreprise à mettre en place ce type de formation en Suisse. Emplois garantis dans la branche !

Quatre panneaux solaires sur 5 dans le monde sont fabriqués en Chine. Leur production requiert beaucoup d'électricité, énergie bon marché en Chine grâce à l'abondance de charbon. Les émissions dues à la fabrication de ces panneaux ne génèrent que 0,15 % des émissions de CO₂ dans le monde. Après 4 à 8 mois d'usage, un panneau solaire a déjà compensé ses émissions d'usinage, et sa durée de vie est de 20 à 30 ans.

P. 221 La géothermie

*« La géothermie peut remplacer intégralement le gaz de Poutine. Il est irresponsable et incompréhensible de laisser **inexploité** ce réservoir sous nos pieds. »*

Géothermie-Suisse, mai 2022

En Suisse, l'eau chaude souterraine abonde, mais on ne sait pas encore précisément où. Les sondages vont se multiplier. Le canton de Genève, par exemple, espère que la géothermie lui fournira 20 % de ses besoins en chaleur en 2035. C'est entre Bassecourt et Glovelier (JU) que la première centrale géothermique devrait voir le jour... un jour. Cent trente millions de francs devraient y être investis pour la fourniture d'électricité à 6000 ménages.

L'énergie éolienne

Alors que la France prévoit d'installer plusieurs parcs éoliens *off shore* (en pleine mer), que les pays du nord de l'Europe disposent de dizaines de milliers de ces grandes hélices verticales, l'énergie éolienne n'a pas le vent en poupe dans notre pays : 41 installations et des dizaines de projets bloqués. Bruit, atteinte au paysage, oiseaux coupés en rondelles (oui, quelques centaines par année pendant que les chats en trucident des millions !), les Suisses ne veulent pas de l'éolien. Dommage, car elle est considérée comme complémentaire au photovoltaïque, avec le vent qui souffle plus en hiver compensant la baisse de puissance des rayons solaires. Part de l'énergie éolienne dans la production totale d'électricité en 2021 dans notre pays : 0,23 %. Un souffle, tout au plus.

« Chaque technologie a un impact. En Suisse, on refuse toutes les solutions. On est contre. La réponse en Suisse c'est *non* et après on pose la question *c'est quoi la question déjà ?* »

Teddy Püttgen, prof. hon. EPFL, spécialiste des questions énergétiques, *Le Temps*, 26 janvier 2022

À Saint-Nazaire (F), on produit la plus puissante éolienne du monde. Haute de 260 m, elle pourra, grâce à un seul tour d'hélice, alimenter un foyer en électricité pendant deux jours !

P. 223 Nouvelles atomiques

Bonne nouvelle : depuis la fin de la Guerre froide, le nombre de bombes atomiques sur terre a été réduit de quelque 70 000 à environ 13 000. Mauvaise nouvelle : les nouveaux missiles *Sarmat* ou *Satan 2*, dont la Russie possède une cinquantaine d'exemplaires, disposent chacun d'une puissance 300 fois supérieure à la bombe d'Hiroshima. Un seul missile peut contenir jusqu'à 16 ogives nucléaires. Le problème n'est plus la quantité, mais bien la puissance. Pas la peine de paniquer pourtant. S'ils sont utilisés un jour, tout ira tellement vite que vous n'aurez rien le temps de sentir.

P. 228 Explosion démographique

Le rapport de l'ONU, intitulé « Perspectives de la population mondiale 2022 » confirme les prévisions des dernières années. En voici quelques éléments :

- 8 milliards d'habitants annoncés sur cette brave planète ; le cap sera franchi le 15 novembre 2022 à 13h27, heure de Pompaples (VD), centre du monde ;
- 10 milliards d'individus aux alentours de 2055. Plus de la moitié de l'augmentation prévue de la population mondiale jusqu'en 2050 sera concentrée dans huit pays : Égypte, Éthiopie, Inde, Nigéria, Pakistan, Philippines, République démocratique du Congo et Tanzanie.

P. 229 Chine vs Inde

La Chine a atteint en 2021 son optimum démographique. Dès 2022, sa population va diminuer (voir commentaire p. 247). L'Inde, a contrario, connaît encore une très forte croissance démographique qui lui vaudra le titre de *pays le plus peuplé du monde* dès 2023 déjà.

P. 231 Nombre d'enfants par femme

En 2021, le nombre d'enfants par femme (indice conjoncturel de fécondité) a diminué à 2,3 en moyenne mondiale. Ce taux moyen, qui n'a jamais été aussi bas, cache de grandes disparités. En Afrique subsaharienne, les femmes ont encore en moyenne 4,6 enfants. À l'opposé, deux tiers de la population mondiale vivent déjà dans des pays avec un taux de fécondité qui ne permet pas le renouvellement des générations (2,1 enfants).

Monde

Europe

Ainsi, alors que l'explosion démographique mondiale se poursuit, un tiers des pays verront leur population diminuer d'ici à 2050. L'Europe centrale et orientale est la région du monde qui va perdre le plus d'habitants. La Bulgarie, les pays baltes, la Serbie et l'Ukraine pourraient perdre 20 % de leur population. Au cours des dix dernières années, la Bulgarie et la Croatie ont perdu respectivement 14 % et 9 % de leur population, l'équivalent d'une situation de guerre intense.

Italie

Avec 1,24 enfant par femme, l'Italie est un grand pays d'Europe aux berceaux de plus en plus vides. Face à une absence de sécurité économique et sociale, un manque de confiance dans l'avenir, les jeunes Italiens font toujours moins d'enfants, malgré une prime de 250 euros par mois et par enfant jusqu'à 21 ans versée par le gouvernement depuis 2021. Avant 2030, l'Italie sera le premier pays d'Europe à héberger une population dont plus de la moitié est âgée de plus de 50 ans, soit 20 ans de plus qu'à la fin des années 1950, lors du miracle économique italien.

P. 234 Vieillesse de la population

Le dernier rapport des Nations Unies confirme que les personnes âgées de plus de 65 ans compteront pour 16 % de la population mondiale en 2050, contre 10 % en 2021 (19 % en Suisse actuellement). Elles seront alors plus nombreuses que les enfants de moins de 12 ans. Le vieillissement touche bel et bien toute la population mondiale.

Japon

L'entreprise *Unicharm*, leader de la couche-culotte au Japon, réalise désormais un chiffre d'affaires nettement supérieur avec des couches pour adultes qu'avec les couches pour bébés.

P. 236 Démographie suisse

Quelques chiffres pour l'année 2021 :

Population	8,8 mio. à fin 2022, probablement 9 mio. en 2025
Accroissement naturel	18 300
Solde migratoire	51 000
Nombre d'enfants par femme	1,52
Espérance de vie	H 81,6 ans – F 85,6 (fléchissement dû au covid)

Covid et mortalité

En 2020, la Suisse comptait 76 200 décès soit environ 8 000 de plus que l'année précédente. En 2021, le nombre de décès était retombé à 71 200.

P. 237 Population par canton

Situation au 31 mars 2022 et tendances démographiques sur deux ans :

ZH ↗↗	1 567 500	VS ↗↗	354 100
BE ↗	1 048 100	FR ↗↗	330 600
VD ↗↗	825 800	NE ↘	176 400
GE ↗	510 600	JU →	73 700

P. 238 Population étrangère

Situation au 31 mars 2022 : 2 254 700 étrangers établis en Suisse ; 25,8 % de la population totale (GE 40 % – VD 33 % – ZH 27 % – JU 15 % – AI 12 %)

Migration

La Suisse est le pays qui compte la plus grande diversité migratoire en Europe : 56 % des enfants de moins de 6 ans ont au moins un parent issu de la migration.

Naturalisation

Un Suisse sur 5 possède une double nationalité.
2020 : seulement 34 100 étrangers se sont naturalisés.
La Suisse est le pays le plus restrictif d'Europe en matière de naturalisation. Elle est le dernier ne disposant d'aucun élément de *droit du sol* (nationalité selon le lieu de naissance). Elle applique avec rigueur le *droit du sang* (nationalité par la filiation).

Contrastes

Forte mobilité : 30 % de la population suisse est née à l'étranger, alors que seuls 3,5 % de la population mondiale vit hors du pays où elle est née.
Faible mobilité : 98 % de la population suisse ne vit pas à plus de 100 km de son lieu de naissance.

Fantasmes

La thèse complotiste du «grand remplacement» trouve un écho grandissant en Europe, notamment auprès de certains idéologues d'extrême droite. Cette idée, selon laquelle l'immigration aurait désormais une ampleur telle que les populations d'Europe seraient en voie de submersion par de «nouveaux barbares» ne résiste pas à l'analyse des chiffres.
Les arrivées de l'extérieur en Europe atteignent environ 2 millions de personnes par an, tous motifs et origines confondus, soit 0,4 % des 500 millions d'Européens. À ce rythme, il faudra plusieurs siècles pour atteindre une hypothétique majorité issue de l'immigration.
Le fantasme démographique du *grand remplacement* se focalise souvent sur les populations musulmanes. En Suisse, le solde migratoire des pays musulmans équivaut à environ 8 000 personnes supplémentaires qui s'installent chaque année dans notre pays. Ici aussi, il faudra des siècles pour que l'appel à la prière du muezzin couvre le son des cloches de nos églises.

P. 240 Baisse de la natalité

Le nombre moyen d'enfants par femme s'est établi à 1,46 en 2020 et à 1,52 en 2021.

Durant le confinement de 2020, les esprits les plus salaces pensaient que la promiscuité forcée allait faire trembler tous les rideaux de la procréation. Que nenni !
Les esprits les plus moqueurs estiment que la baisse du taux de fécondité en 2020 (1,48 en 2019) est due à la lucidité des parents qui – confinement oblige – ont pu enfin se rendre compte de ce qu'est la vie avec des enfants. Les esprits plus analytiques attribuent ce fléchissement à la crainte de l'avenir en période de pandémie. La reprise de 2021 semble leur donner raison.

P. 242 Structure par âge de la population	On y est presque ! L'heure du croisement des courbes est pour bientôt. Avec 1,66 million de personnes âgées de plus de 65 ans, les seniors seront bientôt plus nombreux que les juniors en Suisse (1,74 million de jeunes de moins de 20 ans). Une situation inédite dans l'histoire de l'humanité, que la Suisse partage avec de nombreux pays développés... et vieillissants.
P. 243 Ration de dépendance	2021 : 31,2 % On arrive presque à la situation où seules 3 personnes sont actives en Suisse pour 1 retraité.
Financement des systèmes de retraite	Le système de prévoyance suisse n'est malheureusement plus au sommet, la preuve par l' <i>International Pension Gap Index</i> . Cet indice calcule l'écart entre les revenus d'un retraité versé par le régime obligatoire de son pays (en Suisse l'AVS et le 2 ^e pilier) et le revenu nécessaire au maintien du niveau de vie à la retraite. Alors qu'elle était en tête il y a 4 ans, la Suisse se retrouve désormais à la 8 ^e place, devancée par Singapour, des pays du Golfe et de Scandinavie. Aujourd'hui, en raison de la baisse des taux de conversion du 2 ^e pilier et des rendements bas des caisses de pension, un nouveau retraité en Suisse ne touche, en moyenne, que 50 % de son dernier salaire. De quoi encourager les gens à faire des économies avant la retraite...
Comparaisons internationales	Le classement des systèmes de prévoyance qui fait autorité au plan international est l'indice <i>Mercer CFA Institute</i> . En 2021, la Suisse ne s'y trouve qu'à la 11 ^e place sur 43 pays observés. On y apprend qu'aux Pays-Bas, les rentiers touchent 100 % de leur dernier salaire. Mais, on y lit aussi, que pour cela, la plupart travaillent jusqu'à 67 ou 68 ans.
Écarts hommes-femmes	Notre système de retraite est aussi très inégalitaire, et très défavorable aux femmes. Les femmes perçoivent une rente inférieure de près d'un tiers à celle des hommes. Dans notre pays, les femmes touchent 9 % de moins que les hommes au titre de l'AVS et 46 % de moins à travers le 2 ^e pilier, ce qui fait un écart moyen de 30 %, loin derrière le pays le plus égalitaire (Estonie 3 %) et heureusement loin devant le pays le moins égalitaire (Japon 50 %). La rente inférieure des femmes s'explique par le parcours professionnel, le salaire inférieur et un temps partiel élevé (6 femmes sur 10 contre moins de 2 hommes sur 10).
P. 244 Manque de population active	En Suisse, 800 000 babybommers encore actifs vont partir à la retraite entre 2022 et 2030. On estime qu'il n'y aura durant cette période que 500 000 nouvelles entrées sur le marché du travail. La baisse de la population active est en route.
Allemagne	Angela «Mutti» Merkel est restée célèbre pour son <i>Wir schaffen das</i> («Nous y arriverons») de 2015 lorsque près d'un million de réfugiés ont débarqué en Allemagne. Outre des considérations humanitaires, Mme Merkel avait bien compris que son pays vieillissant aurait besoin de main-d'œuvre étrangère. L'Allemagne, qui devrait voir sa population en âge de travailler baisser de 4 millions avant 2030, aurait besoin de 400 000 immigrés par année pour maintenir sa population active à niveau. Depuis 2015, 600 000 des 1,2 million de réfugiés arrivés en Allemagne ont une activité professionnelle légale. Les 175 000 Ukrainiens arrivés à l'été 2022 seront les bienvenus sur le marché du travail.

Émoi dans les sphères dirigeantes en Chine: l'indice conjoncturel de fécondité, ou taux de fertilité – bref le nombre d'enfants par femme – s'effondre. De 1,6 ces dernières années, il serait tombé à 1,3 en 2021 et certaines sources parlent même de 1,15, proche du taux le plus bas de la planète (1,1 pour la Corée du Sud). Le gouvernement a beau autoriser deux, et depuis 2021, 3 enfants par couple, rien n'y fait. Les habitudes sociales (politique de l'enfant unique jusqu'en 2016), des appartements exigus et un coût de la vie élevé, dissuadent de plus en plus les jeunes Chinois à avoir des enfants. La population chinoise vieillit inexorablement. Un chiffre brouille le sommeil des hauts dignitaires du Parti communiste chinois: l'âge moyen des Chinois (38,8 ans) a dépassé celui des États-Unis (38 ans). La jeunesse de la population chinoise a toujours été mise en exergue par les autorités pour justifier un nouveau leadership mondial sur des pays occidentaux jugés trop vieux ou trop sociaux pour rester compétitifs au XXI^e siècle.

«Voir la paille dans l'œil du voisin et ne pas voir la poutre dans le sien.»

Nouveau proverbe chinois

Ces chiffres annoncent peut-être la fin du miracle économique chinois, terrassé par l'inévitable pénurie de main-d'œuvre et le boom des soins aux personnes âgées. La Chine sera peut-être vieille avant d'être riche. Contrairement à l'Europe qui pallie son déficit démographique grâce à l'immigration, la Chine reste un pays verrouillé, enfermé dans la logique raciale qui interdit tout recours à l'apport de forces exogènes. En 2020, la Chine comptait moins de 850 000 étrangers... soit trois fois moins que la Suisse.

Les Chinois comptent sur leur niveau d'éducation (218 millions de diplômés universitaires en 2020, huit fois plus qu'en 2000) et sur l'intelligence artificielle et la robotique pour remplacer des travailleurs bientôt manquants. D'après certaines estimations, si le produit intérieur brut chinois ne dépasse pas celui des États-Unis d'ici au début des années 2030, la Chine pourrait ne jamais rattraper son grand rival, à cause de sa démographie déclinante.

P. 253 Réseau ferroviaire

C'est le 9 août 1847 – il y a précisément 175 ans – que la 1^{re} ligne ferroviaire suisse est mise en service. Le *Spanisch-Brötli-Bahn* relie Baden à Zurich en 45 minutes. Auparavant, le trajet de 22,5 km prenait 3 heures en calèche. Son nom fait référence à une pâtisserie plus argovienne qu'espagnole qui pouvait ainsi être livrée toute fraîche à Zurich. En Suisse romande, le premier tronçon relia Bussigny à Yverdon en 1855. Aujourd'hui, plus de 9000 trains destinés au trafic voyageur circulent chaque jour dans notre pays sur les 5443 km de voies ferrées et 1772 gares et haltes. En 2019, année record, les CFF ont transporté plus de 1,3 million de voyageurs par jour.

P. 254 Succès de l'économie suisse

Source : *Histoire économique de la Suisse au XX^e siècle*, Éd. Alphil, 2021

Outre le travail et passablement de chance, le succès de l'économie suisse s'explique par son ouverture sur l'extérieur et la qualité de son débat intérieur.

Les frontières ouvertes à la circulation des biens, de la main-d'œuvre, du savoir et du capital ont mené la Suisse à une spécialisation orientée sur les opportunités d'approvisionnement et de vente à l'étranger. Cette stratégie a permis à notre pays de se développer indépendamment de ses ressources (très restreintes) et malgré une demande intérieure (logiquement) limitée.

La qualité du débat intérieur a également fait la différence. La recherche systématique du compromis entre tous les acteurs économiques, politiques et sociaux a aussi permis de neutraliser des idées trop radicales (socialisantes, voire communistes ou, au contraire, ultralibérales).

Mais attention ! Aujourd'hui la Suisse est isolée (dialogue difficile avec l'Union européenne, voir chap. 13) et, sur de nombreuses questions, divisée. Les fronts sont de plus en plus figés, on campe sur ses positions, on cherche moins – comme en d'autres temps – un consensus entre les différentes sensibilités. Il convient de retrouver rapidement les deux attitudes (ouverture et dialogue) qui ont assuré la prospérité de notre économie.

P. 255 Population active occupée par secteur

En moyenne sur l'année 2021

Secteur primaire	123 000	2,4 %
Secteur secondaire	1 038 000	20,4 %
Secteur tertiaire	3 925 000	77,2 %
Total	5 086 000	100,0 %

P. 256 L'agriculture

On comptait en Suisse 48 864 exploitations agricoles à fin 2021, soit une baisse de 1174 en deux ans.

Le taux *brut* d'auto-provisionnement de la Suisse en 2020 était de 56%. Le taux *net* était de 49%. Ce dernier tient compte du fait qu'une partie de la production indigène fait appel à des importations d'aliments pour animaux (du soja pour les porcs, par exemple).

L'agriculture helvétique change, et c'est tant mieux. De nouvelles façons de cultiver apparaissent : bio, permaculture, agroécologie, mélange de cultures, agriculture de précision, désherbage mécanique ou robotique, couverture permanente du sol, etc. Moins d'intrants chimiques, moins d'émissions de CO₂, plus de respect pour la biodiversité, le changement est en route. Dans certains domaines, les habitudes sont dures à faire évoluer. Le magazine *Bon à Savoir* de mai 2022 nous apprenait que la Suisse est le pays d'Europe où les vaches reçoivent les plus hautes doses d'antibiotiques (3 fois plus qu'en Autriche, 18 fois plus qu'au Danemark et 90 fois plus qu'en Norvège, qui les réserve pour ses saumons !) Les raisons de cet usage intensif sont à chercher du côté de la rentabilité des vaches laitières. Ces bêtes à « haut rendement », ces *Ferrari* du lait, sont en effet plus sensibles aux maladies que les vaches ordinaires, et les exigences élevées en matière de qualité du lait impliquent des injections fréquentes. Ces modes de faire agricoles favorisent l'émergence d'un problème très grave pour nous tous : la résistance aux antibiotiques.

L'agriculture biologique

En Suisse, 1 ferme sur 6 est certifiée par le *Bourgeon Bio*. Dans le canton des Grisons c'est 3 sur 5, et dans le val Poschiavo (GR), ce sont 95 % de la surface agricole de la vallée qui sont cultivés et entretenus par des exploitations certifiées *Bio Suisse*. On y vise même la barre des 100 % ! Agriculteurs, tourisme, artisanat, développement de l'emploi local, lutte contre l'émigration et l'exode rural, tout le monde y trouve son compte.

Agriculture et climat

Canicule, sécheresse, grêle, gel, etc., les agriculteurs européens et suisses doivent faire face aux conséquences du dérèglement climatique et sont de plus en plus inquiets pour leur récolte. Comment continuer à produire dans ces conditions ? L'avenir passera par la sélection de variétés résistantes, l'optimisation de l'irrigation et l'introduction probable de nouvelles cultures. On place de grands espoirs, par exemple, dans le sorgho, une graminée d'origine africaine résistante à la sécheresse qui commence à être cultivée en Suisse pour remplacer le maïs fourrager. Des légumineuses, comme les pois chiches et les lentilles, vont se faire une place... au soleil.

P. 258 De la chimie à la pharma

L'industrie pharmaceutique génère actuellement la moitié du produit total de nos exportations de marchandises (voir chap. 15) ! Pourtant, rien ne laissait augurer que la fabrication de médicaments serait si rentable il y a cent ans. L'industrie pharmaceutique est issue de la production de pigments chimiques, qui avait elle-même son origine dans le commerce de colorants.

On peut situer la naissance de l'industrie chimique à la fin des années 1850, lorsque Johann Rudolf Geigy-Merian a fondé à Bâle une fabrique de colorants synthétiques destinés à l'industrie textile. *Ciba* (1884), *Sandoz* (1886), *Hoffmann-La Roche* (1896) suivront. Durant l'entre-deux-guerres, ces fabricants de colorants commencent à développer leur division pharmaceutique. C'est seulement au début des années 1950 que Ciba, Sandoz et Geigy se diversifient en mettant moins l'accent sur les colorants et en les remplaçant progressivement par des médicaments, en commençant par les antibiotiques. Ciba et Geigy fusionnent en 1970 ; en 1996, ce sont Ciba-Geigy et Sandoz qui fusionnent à leur tour pour devenir *Novartis*. Leurs divisions « chimie » sont transformées en entreprises indépendantes *Clariant* et *Ciba SC*.

P. 258 Risques de désindustrialisation

Selon le rapport « Perpétuer le succès de l'industrie suisse » publié en 2021 par *Avenir Suisse*, l'emploi industriel n'a pas diminué dans notre pays au cours des 25 dernières années, tandis qu'il a fléchi d'un quart en France, d'un tiers aux États-Unis et au Royaume-Uni. Il est resté stable en Suisse avec environ 730 000 emplois. Notre industrie a su exploiter la montée en puissance de la Chine et composer avec les contraintes d'un franc fort. Le déclin industriel se manifeste par contre en terme relatif puisque la part de l'industrie dans l'économie est tombée de 22 % à 17 % en matière d'emplois, suite au très fort développement de l'économie du secteur des services.

Avec un tiers de leur population active travaillant dans le secteur secondaire, Neuchâtel et le Jura sont aujourd'hui les cantons les plus industrialisés du pays. Près de 50 % de la valeur ajoutée qu'ils génèrent proviennent de l'industrie (machines, produits électroniques, montres), soit plus du double de la moyenne suisse.

P. 259 L'horlogerie

En 1790, la Suisse produit déjà plus du tiers du marché mondial de l'horlogerie. En 1870, elle en sera à 70 %, s'imposant comme première nation horlogère. La crise horlogère de 1975-1990 fait craindre le pire. On passe de 90 000 à 30 000 emplois dans la branche. Le quartz, invention helvétique, permet aux Japonais (Casio, Citizen, Seiko, etc.) de déboulonner la Suisse et ses montres mécaniques traditionnelles. Il faudra l'arrivée d'un sauveur étranger – comme souvent – Nicolas Hayek, au début des années 1990, pour relancer une industrie horlogère suisse moribonde. Grâce au succès de la Swatch et à la redynamisation de ses fleurons, la Suisse retrouve, au tournant du siècle, sa première position mondiale.

Avec environ 60 000 emplois, l'industrie horlogère suisse des années 2020 (leader mondial incontesté dans le moyen et haut de gamme) doit faire face à de nouveaux défis : commerce mondial perturbé (covid, conflits régionaux), concurrence de la montre connectée, moins de jeunes qui portent des montres, etc.

Le tourisme

« Pire que ça, tu meurs ! » L'année 2020 a bien été l'*annus horribilis* du tourisme mondial avec, selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), une chute de 74 % des arrivées internationales de touristes. Un retour à un niveau d'il y a 30 ans !

En Suisse, les nuitées dans l'hôtellerie ont subi un effondrement de 40 % à 23,7 millions (39,6 millions en 2019) – baisse de 66 % des nuitées de touristes étrangers – avant de remonter à 29,6 millions en 2021. Malgré une poursuite de l'amélioration en 2022, sur l'ensemble du premier semestre, les nuitées des hôtes étrangers en Suisse sont encore inférieures d'un tiers environ à celles de 2019. Le manque de touristes asiatiques se fait cruellement sentir.

« L'industrie du voyage est une créature **fragile**; un tousotement conjoncturel, des tensions géopolitiques ou un choc pandémique, et la voici groggy. »

ALINE BASSIN
Journaliste, *Le Temps*, 4 sept. 2021

En 2019, les étrangers ont dépensé 18 milliards de francs en Suisse, tandis que les Suisses dépensaient 18,8 mia. à l'étranger, entraînant un solde négatif de la balance touristique. En 2020, les chiffres sont à peu près exactement divisés par deux : 9,5 mia. pour les dépenses des étrangers en Suisse et 9,4 mia. pour les Suisses à l'étranger. Résultat : une balance positive mais à un niveau catastrophiquement bas.

Les défis que cette branche meurtrie tente de relever depuis 2021 sont nombreux :

- reconquérir une clientèle asiatique longtemps confinée ;
- fidéliser une nouvelle clientèle suisse (-8,5 % seulement de baisse en 2020, puis une hausse exceptionnelle de 28 % en 2021) ;
- faire face au manque de main-d'œuvre (de nombreuses personnes ont quitté le métier durant la pandémie) ;
- réduire son empreinte climatique. La durabilité est le nouveau leitmotiv de *Suisse Tourisme* qui a lancé en 2021 le programme « Swisstainable » qui vise la réduction des émissions de CO₂, la baisse du gaspillage alimentaire, etc. La route sera longue pour un secteur qui a dragué pendant des années des marchés lointains et qui n'hésite pas à actionner le canon à neige pour attirer un maximum de clients étrangers... qui ne viennent pas à pied.

P. 262 Les salaires

Salaires mensuel médian brut pour 2020 : 6665 francs (H 6963 – F 6211).

En 2020, le salaire médian des femmes était inférieur de 10,8 % à celui des hommes (11,5 % en 2018 et 12 % en 2016). Trois cinquièmes de cette différence s'expliquent par le niveau de responsabilité du poste exercé et par le type d'activité économique. Le reste (environ 40 %) est de la discrimination pure qu'on peut estimer à environ 4,5 %. Les femmes occupent 63,5 % des 492 000 postes à bas salaire en Suisse.

Si vous recherchez le salaire médian le plus élevé possible, mieux vaut viser un emploi dans les banques (10 211 francs), l'industrie pharmaceutique (10 040) ou l'informatique (9206), plutôt que le commerce de détail (4997), la restauration (4479) ou les services personnels (4211).

P. 263 Les prix

Niveau des prix en Suisse et dans l'UE, chiffres 2021, UE-27 = 100, source Eurostat

Suisse	166,7	Italie	100,8
Norvège	145,8	Espagne	97,0
Danemark	140,3	Pologne	59,7
Irlande	140,1	Bulgarie	55,6
France	112,6	Roumanie	55,5
Allemagne	108,0	Turquie	40,2

P. 265 Le pouvoir d'achat

Évolution récente du pouvoir d'achat, ou niveau de vie, ou salaires réels

Variation par rapport à l'année précédente

	Salaires nominaux	Inflation	Salaires réels
2020	0,8 %	-0,7 %	1,5 %
2021	-0,2 %	0,6 %	-0,8 %

Le réveil de l'inflation (3% attendus en 2022) pourrait considérablement peser sur le pouvoir d'achat (salaires réels). Les demandes d'augmentation des salaires nominaux seront de plus en plus pressantes. Les salariés et les syndicats sont désormais en position de force pour exiger la pleine compensation du renchérissement, voire davantage dans les nombreuses branches souffrant de pénurie de main-d'œuvre. Les conventions collectives de travail auxquelles sont rattachés presque la moitié des salariés suisses prévoient des mécanismes d'indexation automatiques. Dans les autres branches, le patronat cherchera à limiter les ajustements en raison des risques conjoncturels et de l'augmentation du prix de nombreuses matières importées.

«Suisse et Suisses, dormez tranquilles!»

À l'avenir, notre pays connaîtra à coup sûr de profondes transformations, mais les Suisses pourront-ils maintenir leur niveau de vie? *Oui!* affirme le Département fédéral des finances dans son Rapport 2021 intitulé «Perspectives à long terme des finances publiques en Suisse». La Confédération conclut qu'en 2050, malgré les difficultés que nous rencontrerons, la population aura encore plus de moyens financiers qu'aujourd'hui. Une piqure d'optimisme rocambolesque alors que l'on sait que le vieillissement démographique, le réchauffement climatique, l'incertitude au niveau des relations internationales, etc., font peser de lourdes hypothèques sur la prospérité future de notre pays. «Le revenu par habitant devrait augmenter de 0,7% à 1,2% par an d'ici à 2050.» Bien sûr. Et une année après le rapport, on ne sait même pas si on aura du chauffage pour l'hiver...

P. 266 Performances économiques de la Suisse

Taux de croissance global et taux moyens de croissance annuelle entre 2005 et 2020

	Global	Annuel		Global	Annuel
Israël	71,6%	3,4%	Autriche	16,7%	1,0%
Corée du Sud	65,4%	3,2%	Royaume-Uni	11,8%	0,7%
Suisse	29,7%	1,8%	Zone euro	10,9%	0,7%
États-Unis	27,9%	1,5%	France	9,3%	0,6%
Allemagne	18,0%	1,0%	Espagne	7,1%	0,4%
Belgique	17,2%	1,0%	Italie	-8,8%	-0,6%

Les taux moyens de croissance annuelle peuvent paraître modestes. N'oublions pas que la période 2005-2020 inclut deux *Grandes Récessions*, celles des subprimes de 2007-2009 et la crise sanitaire de 2020.

P. 267 L'économie romande

De 2000 à 2020, l'économie romande a affiché une croissance de son PIB de 45,2%, contre 39,3% pour l'ensemble du pays (40,3% aux États-Unis et 17,7% dans la zone euro). Les emplois y ont progressé de 32%, passant de 810 000 à 1,07 million, contre 21,3% pour l'ensemble du pays.

De la microtechnique à la finance, en passant par l'horlogerie, l'alimentaire ou les arômes, PME et multinationales boostent la région. La solidité et la réputation des HES, des universités et de l'EPFL contribuent aussi à ce succès probant.

«En Suisse, la seule chose qui manque, c'est le manque.»

ALEXIS FAVRE
Producteur d'Infrarouge, RTS

L'économie vaudoise

De 2005 à 2020, le PIB vaudois a progressé de 41,9%, soit à un rythme annuel de 2,4%, largement supérieur au rythme de croisière de l'économie suisse (1,8% pour une croissance globale de 29,7%).

Évolution de la population active sur 50 ans

	1970	2020
Secteur primaire	8%	2%
Secteur secondaire	42%	17%
Secteur tertiaire	50%	81%

P. 268 Taille des entreprises suisses 89,7% des entreprises emploient moins de 10 personnes (22,7% des emplois)
8,4 % ont de 10 à 49 employés (21,6%)
1,6% ont de 50 à 249 employés (21,0 %)
0,3% ne sont pas des PME et emploient plus de 250 collaborateurs (34,7%).

49% des entreprises sont encore actives 5 ans après leur création (seulement 38% dans le secteur hôtellerie-restauration).

P. 271 Image de la Suisse *SwissLeaks, Pandora Papers*, les avocats et fiduciaires suisses – et le pays tout entier! – sont régulièrement pointés du doigt pour jouer un rôle majeur en matière d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent. La plupart des affaires de corruption internationale impliquent la place financière helvétique.

«Blanchiment ou blanchissage, qu'importe donc puisque la réputation et l'image de la Suisse n'en sortent ni blanches ni propres.»

YVES PÉTIGNAT
Journaliste, *Le Temps*, 26 février 2022

Des grandes banques régulièrement condamnées pour des comportements qu'on souhaiterait révolus – « *L'affaire de Credit Suisse jette le discrédit sur la Suisse!* » – des grandes entreprises (Glencore, Gunvor, Trafigura, Vitol) suspectées de corruption, c'est à chaque fois une blessure infligée à l'image de la Suisse. Et notre *Roddeur* national n'est bientôt plus là pour les effacer d'un revers gagnant.

P. 281 Le travail des femmes

Un rapport de 2022 de la société *Equileap* (portant sur 4000 entreprises représentant plus de 102 millions d'employés) montre que « la Suisse se distingue par son incapacité à briser le plafond de verre ». Quelques chiffres à ce sujet.

Equileap : cabinet de conseil hollandais leader dans la fourniture et l'analyse de données sur l'égalité de genre

	Suisse	Monde
Part des femmes dans le travail rémunéré (en h. effectuées)	39 %	37 %
Part des femmes dans les conseils d'administration	27 %	26 %
Part des femmes dans les postes de cadres supérieurs	22 %	24 %
Part des femmes dans les fonctions dirigeantes	13 %	18 %

On constate, partout dans le monde, et plus encore en Suisse, que plus on monte « dans les beaux étages » de la vie professionnelle, moins on y trouve des femmes.

Très peu de femmes président le conseil d'administration des grandes entreprises suisses. Citons, de façon presque exhaustive: Wendy Becker (Logitech), Daniela Bosshardt (Galenica) et Nayla Hayek (Swatch).

«*La Suisse est le pays où les femmes ont le moins de chances d'être promues.*»

DIANA VAN MAASDIJK
Directrice générale d'Equileap, *Le Temps*, 3 mars 2022

Des progrès sont tout de même à signaler en matière d'égalité: en 2015, les femmes n'étaient que 11 % dans les conseils d'administration des sociétés cotées sur l'indice élargi SPI de la bourse suisse (220 entreprises); elles étaient 24 % en 2022. Selon une étude réalisée en 2019 par l'Université de St-Gall, dans les PME suisses, 31 % des fonctions directoriales sont désormais occupées par des femmes.

«*Cet entrepreneuriat féminisé dessine une autre réalité que celle trop entendue résultant du féminisme victimaire.*»

CHRISTOPHE REYMOND
Directeur du Centre patronal vaudois, *Le Temps*, 8 mars 2022

Un rapport de juillet 2022 du WEF (Forum économique mondial) sur l'écart entre hommes et femmes dans le monde (*Global Gender Gap*, qui étudie la parité entre les deux sexes dans les domaines de l'économie, la politique, l'éducation et la santé) conclut certes à quelques progrès pour 2021-2022, mais ajoute « qu'à ce rythme, il faudra attendre 132 ans pour atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes ». D'ici là, on a tous le temps de rôtir.

P. 282 Salaires dans le monde

Une enquête de *Public Eye* de 2022 montre que les salaires mensuels minimums officiels (sans heures supplémentaires) dans l'industrie textile sont de : Turquie 333 francs – Bulgarie 236 francs – Cambodge 166 francs – Inde 108 francs. De nombreux ateliers clandestins rémunèrent leur personnel, très majoritairement féminin, à un niveau considérablement inférieur.

P. 283 Durée du travail

La durée hebdomadaire contractuelle du travail des salariés occupés à plein temps en Suisse est stable : 41,8 h en 2020 et... 41,8 h en 2021.

Loi sur les fabriques de 1877

Conseil fédéral 1875

« Il faut en quelque mesure opposer une digue à ce torrent, fertilisateur mais parfois aussi dévastateur, de l'industrie manufacturière. Il faut, sans entraver le développement de l'industrie et les bienfaits dont elle est la source, remédier aux préjudices et aux dangers que causent en Suisse, comme partout ailleurs, les conditions de l'exploitation industrielle de notre époque. »

L'image du *torrent* reflète bien le bouleversement que vit alors la société suisse à travers la révolution industrielle ; celle de la *digue* illustre la volonté politique d'en limiter les débordements. La loi fédérale sur les fabriques de 1877 crée la fonction d'« inspecteur » chargé d'identifier les risques pour la santé induits par l'activité industrielle. Elle limite notamment la durée du travail journalier à 11 heures et établit le principe de la responsabilité des employeurs en matière de santé et de sécurité. Les premiers constats d'inspection rapportent des situations propres à l'époque : exposition à des poussières et à des substances toxiques, travail des enfants en dessous de l'âge réglementaire, dépassement de la durée maximale du temps de travail, absence de règlement d'entreprise, aération insuffisante ou irrégularité dans le paiement des salaires. Soit tout ce qu'on peut constater actuellement dans plus de la moitié des pays de la planète.

Temps partiel

En 2021, le travail à temps partiel concernait 58,2% des femmes contre seulement 18,2% des hommes (moyenne stable à 37,1% de la population active). Les femmes qui optent pour un temps partiel invoquent souvent des raisons familiales – ou doivent accepter ce qu'on leur propose – tandis que les hommes le font généralement pour des raisons de confort, parce qu'ils le souhaitent...

Taux d'occupation

Jusqu'à 30 ans, le taux d'occupation des hommes et des femmes ne diffère que peu. Par contre, pour les 35-39 ans, il est de 89% chez les hommes alors qu'il chute à 60% chez les femmes. Par la suite, l'écart reste très important jusqu'à la fin de la vie active ; les femmes se retrouvent alors avec des rentes de deuxième pilier nettement inférieures à celle des hommes. Beaucoup de femmes aimeraient travailler davantage si les conditions-cadres le permettaient (structures d'accueil plus nombreuses, plus flexibles et moins chères). Le sous-emploi des femmes est un gros gâchis pour notre économie.

Retraite

Près d'un Suisse sur deux prend sa retraite avant l'âge légal : 46% des hommes et 40% des femmes. Notons que ce sont surtout les hauts salaires qui prennent une retraite anticipée. L'âge moyen de départ à la retraite est 65,6 ans pour les hommes et de 64,5 ans pour les femmes.

Salaires minimum

Rappelons que, contrairement à 21 pays de l'UE, la Suisse n'a pas de salaire minimum légal (rejet par vote populaire en 2014). Mais le Tessin, le Jura, Neuchâtel et Genève disposent d'un salaire minimum cantonal.

P. 284 Vacances

Une statistique de l'OCDE de 2022 montre que la Suisse ne se trouve qu'au 30^e rang sur les 37 pays développés concernés en matière de jours de congés payés. En Suisse, aux 4 semaines minimums de vacances s'ajoutent, en moyenne cantonale, 9 jours fériés officiels, soit un total de 29 jours. Petite comparaison :

AUT	38	ESP	36	CH	29
DAN	36	UK	36	CAN	19
FIN	36	D	32	MEX	13
FRA	36	ITA	32	USA	10

Ce tableau indique le minimum légal. En Suisse, la moyenne *réelle* se monte à 34. Aux États-Unis, elle se situe entre 15 et 20 selon les entreprises.

P. 284 Niveau de formation

C'est fait ! Les étudiantes (52%) sont désormais plus nombreuses que les étudiants dans les universités suisses. Elles sont même 69% dans les sciences humaines et sociales, 64% en médecine et pharmacie et 60% en droit. Les étudiants sont majoritaires dans les sciences techniques (68%), les sciences économiques (64%) ainsi que dans les sciences exactes et naturelles (60%).

Niveau de formation de la population active en Suisse en 2021

	Hommes	Femmes
Degré Secondaire I	14%	14%
Degré Secondaire II	41%	45%
Degré tertiaire	45%	41%

Le New Work

L'arrivée sur le marché du travail de la *génération Z* (ou *iGeneration* ou *Digital Natives*), combinée avec la crise du covid, pourrait changer considérablement la relation au travail. Hiérarchies classiques, horaires de bureau fixes et emplois de très longue durée: le monde du travail tel que nous le connaissons touche peut-être à sa fin. Le télétravail pendant la pandémie a prouvé qu'il est possible de travailler autrement. Les jeunes aspirent à des emplois valorisants et avec du sens, à plus de temps libre pour s'épanouir sur le plan personnel, tout en s'épargnant les burn-out de leurs aînés. Dans le *New Work*, le développement prime sur le statut et le salaire, les employés deviennent des «cocréateurs», leurs besoins individuels comptent autant que les résultats de l'entreprise. Bien sûr. En fait, tout dépend de la situation sur le marché du travail. En période de pénurie de main-d'œuvre, comme actuellement, les employés tiennent le couteau par le manche et les employeurs se doivent de répondre – au moins partiellement – aux aspirations de la nouvelle génération. Que reviennent les frimas du chômage et on pourrait bien assister à un gel des revendications. À suivre.

P. 285 Erratum

1^{er} tableau dans la marge: supprimer le titre ou mettre *Les grèves en Suisse*
2^e tableau: biffer le titre et prendre le titre du tableau du haut

Grèves en Suisse

Toujours aussi peu de grèves en Suisse: 3 cas en 2021, impliquant 790 travailleurs et occasionnant 3190 journées de travail perdues. *Peanuts!* La grande Grève des femmes annoncée pour le 14 juin 2023 pourrait ébranler les statistiques.

CCT

En Suisse, en 2021, 53% des salariés étaient au bénéfice d'une convention collective de travail. Ces proportions atteignent 90% en Suède, 96% en Belgique et 98% en Autriche!

P. 286 Les robots

D'après une information du magazine *Ça m'intéresse*, juillet 2022

Le sport, chez nous, c'est foot, tennis ou hockey. Aux Émirats arabes unis, c'est course de chameaux. Pour gagner, il faut un jockey léger. Jusqu'à maintenant, un enfant pauvre enlevé au Pakistan faisait très bien l'affaire. Soumis à des entraînements intensifs dans des conditions épouvantables, petits et poids plume, ils étaient les cavaliers idéals. Pointés du doigt par les ONG pour esclavage de mineurs, les émirats ont remplacé les enfants par un robot humanoïde contrôlé par son propriétaire depuis son 4x4 climatisé. Pour «stimuler» le chameau, l'émir arabe – uni à son chameau par la technologie – peut même actionner à distance un petit fouet fixé à l'automate. Servent à tout ces fouets...

P. 287 La révolution numérique

Dernier § de la marge

Visiblement on tâtonne encore en ce qui concerne l'impact qu'aura la révolution numérique sur le monde du travail. En 2021, une étude de l'OCDE montrait que 14% des emplois dans les pays riches peuvent être facilement automatisés par un robot, et que 32% des emplois devraient connaître un bouleversement profond de structure à cause de l'arrivée de robots. Une étude d'avril 2022 de l'UNIL estime même que «tout le monde est à risque de voir son job potentiellement automatisé dans une ampleur qui varie, selon l'activité, de 43% à 97%»! Le risque d'être remplacé par un robot est *très élevé* pour les employés d'abattoir (tant mieux, le secteur peine à recruter), *élevé* pour les top models (facilement remplaçables par des avatars encore moins chers à nourrir), mais *peu élevés* pour les physiciens (les robots n'arrivant pas encore à la cheville des Einstein ou Marie Curie de la physique).

P. 288 Chômage dans l'UE

Taux de chômage pour certains pays de l'UE + CH, JPN et USA en mai 2022

TCH	2,5%	USA	3,6%	SWE	7,8%
JPN	2,6%	CH	4,4%	ITA	8,1%
D	2,8%	UE-27	6,1%	GRE	12,7%
NL	3,3%	FRA	7,2%	ESP	13,1%

Chômage dans le monde

En février 2022, l'OIT prévoyait 207 millions de chômeurs inscrits dans le monde pour l'année en cours, soit une hausse d'environ 10 % par rapport à la période d'avant-covid. Puis vinrent la guerre en Ukraine et la crainte d'une nouvelle montée du chômage dans le monde.

En additionnant les chômeurs *officiels* et les chômeurs *officieux* (pas d'assurance chômage dans les pays en développement), on atteint largement en 2022 la barre du milliard de personnes frappées par le manque de travail ou le sous-emploi. Si l'on considère qu'il y a 4 milliards d'adultes en âge de travailler sur la planète, on arrive – à la louche – à un taux de chômage planétaire d'environ 25 %. Vertigineux!

P. 290 Chômage en Suisse

Les deux méthodes de calcul du chômage en Suisse (Seco et OFS selon BIT) sèment un peu la confusion chez les observateurs. On peut toujours se consoler en observant que le *Bureau américain des statistiques du travail* calcule six taux de chômage différents.

Chômage selon le Seco, moyenne annuelle

2020 : 145 720 – 3,2 %

2021 : 137 614 – 3,0 %

Juin 2022 : 92 511 – 2,0 %

Par canton : JU 3,8 % – GE 3,6 % – VD 3,0 % – NE 2,7 % – FR 2,1 % – VS 1,9 %

P. 293 Chômage partiel

Au pire de la crise sanitaire d'avril-mai 2020, les entreprises « auraient dû » licencier des centaines de milliers de travailleurs. Cela aurait fait monter le taux de chômage à des hauteurs himalayennes et baisser le moral du pays au niveau de la mer Morte. Pour atténuer ce cataclysme, les employeurs ont eu massivement recours au chômage partiel. La réduction de l'horaire de travail (RHT) a donné la possibilité aux entreprises de garder leurs collaborateurs même si ceux-ci étaient peu ou pas présents au travail. Ce qui a permis d'éviter de longues et laborieuses procédures de licenciement et de réembauche une fois la situation (presque) normalisée.

Travailleurs touchés par la réduction de l'horaire de travail

Janv. 2020 : 3 711

Avril 2020 : 1 077 000*

Avril 2022 : 6 867

* Et non 2 millions comme indiqué dans le feu de l'action au bas de la page 293.

P. 297 Pénurie de main-d'œuvre

Si le chômage est une véritable plaie pour une économie, le manque de main-d'œuvre l'est tout autant ! Durant le 1^{er} semestre 2022, les bras et les cerveaux font défaut en Suisse. Avec la forte reprise économique, les trois quarts des entreprises rencontrent des difficultés à recruter du personnel qualifié. On observe un important manque de main-d'œuvre dans le secteur médical (où la moitié du personnel vient déjà de l'étranger), dans l'hôtellerie-restauration (où les restrictions liées au covid ont vidé la branche de sa substance), dans le secteur du bâtiment (où l'on estime que 250 000 personnes supplémentaires seront nécessaires pour la pose des futurs panneaux solaires) et dans le secteur informatique (où l'on manque d'ingénieurs système et de développeurs).

P. 304 Dépenses des administrations publiques

Les dépenses consolidées des administrations publiques en Suisse sont toujours posées... avec quelques années de retard. Celles du canton d'Appenzell arrivent au siège de l'administration fédérale des finances à Berne en calèche et celles de certaines communes jurassiennes n'y arrivent jamais. Voici tout de même la situation avant la crise pandémique, soit les comptes consolidés (Confédération, cantons, communes) pour 2019. Désolé, rien de plus récent à proposer pour l'instant...

Dépenses totales pour 2019 : 229,8 milliards de francs (en hausse de 22 % sur 10 ans).

Structure des dépenses

Sécurité sociale	39,0 %	Santé	7,1 %
Formation	17,4 %	Économie publique	4,1 %
Administration générale	9,0 %	Culture, sport et loisirs, église	3,2 %
Ordre, sécurité publique, défense	7,6 %	Protection de l'environnement	2,8 %
Trafic et télécommunications	7,4 %	Finances et impôts	2,4 %

Source : AFF

P. 305 Dépenses de la Confédération

Là, par contre, à Berne, ça bosse ! Voici des chiffres tout frais.

Dépenses totales pour 2021 : 88,3 milliards de francs.

Structure des dépenses

Prévoyance sociale	34,2 %	Sécurité	6,7 %
Finances et impôts	13,2 %	Relations avec l'étranger	4,3 %
Trafic	12,2 %	Agriculture et alimentation	4,1 %
Formation et recherche	8,5 %	Autres tâches (dont covid)	16,8 %

Les dépenses liées au Covid-19 ont représenté à elles seules 14,1 milliards de francs en 2021.

La prévoyance sociale sollicite 34,2 % des dépenses totales. Liées par des dispositions légales, les dépenses à ce titre ne peuvent guère être influencées à moyen terme. Elles sont requises par l'AVS pour une part de plus de 40 %. Les autres postes de dépenses importants sont les contributions de la Confédération à l'assurance-chômage, à l'assurance-invalidité et à la réduction individuelle des primes. L'augmentation des dépenses au titre de la prévoyance sociale est conditionnée, en particulier, par l'évolution de la démographie, des prix et des salaires.

Recettes des administrations publiques

Recettes totales pour 2019 : 232,4 milliards de francs.

Structure des recettes

Impôts directs, personnes physiques	29,9 %	Compensations	7,7 %
Cotisations aux assurances sociales	20,3 %	Recettes financières	3,4 %
Impôts à la consommation	14,2 %	Autres recettes	1,9 %
Impôts directs, personnes morales	10,6 %	Patentes et concessions	1,6 %
Autres recettes fiscales	10,4 %		

Avec une part de 85,4 % du total des recettes (1^{re} colonne), les impôts – directs et indirects – constituent évidemment la principale source de financement de l'État.

P. 306 Recettes de la Confédération

Recettes totales pour 2021 : 76,1 milliards de francs.

Structure des recettes

TVA	31,0 %	Autres recettes fiscales	9,4 %
Impôt sur les huiles minérales	6,0 %	Recettes non fiscales	5,4 %
Droit de timbre	3,4 %	Impôt anticipé	6,4 %
Impôt sur le tabac	3,0 %	Impôt fédéral direct	33,4 %
Recettes extraordinaires	2,0 %		

Qui paie des impôts?

Le système fiscal suisse a été construit dans les années 1920-1930 pour récolter les recettes d'une minorité de riches. Depuis la prospérité économique des Trente Glorieuses, il est devenu un système financé par la grande majorité. Malgré ces changements, les 20 % des contribuables les plus riches paient toujours 80 % des impôts. Non, non, non, gardez vos piécettes m'sieurs-dames! Même « dépouillés et tondus jusqu'à l'os », ce quintile supérieur survit très bien!

P. 307 Déficit et endettement

En 2020 et 2021, la pandémie de Covid-19 a entraîné, pour la Confédération, des dépenses supplémentaires considérables. C'est pourquoi les comptes affichent un déficit de financement important, qui s'élève à 15,8 milliards en 2020 et à 12,2 milliards en 2021. Pour 2020 et 2021, le coût total de la pandémie à la charge de l'État est estimé à 40 milliards de francs, dont plus de 85 % assumés par la Confédération.

Les comptes des administrations publiques suisses, non encore définitifs pour 2020 et 2021 montrent un excédent de dépenses par rapport aux recettes (déficit) de 21 et 18 milliards de francs, situation absolument exceptionnelle pour la Suisse. Pour 2022, on attend un retour des excédents à environ 3 milliards de francs.

P. 308 Déficit ou excédent

Même catastrophiques, les finances publiques de 2020 et 2021 en Suisse n'ont affiché qu'un déficit de 2,5 à 3 % du PIB. On se consolera en regardant le tableau ci-dessous.

Déficit ou excédent des comptes publics

	2020	2021		2020	2021
Danemark	-0,2%	2,3%	France	-8,9%	-6,5%
Pays-Bas	-3,7%	-3,7%	Italie	-9,6%	-7,2%
Allemagne	-4,3%	-2,5%	Espagne	-10,2%	-7,4%
UE-27	-6,8%	-4,7%	Grèce	-10,3%	-6,9%

En raison de la violence du choc pandémique de 2020, aucun des 27 pays de l'UE n'était en mesure d'afficher un excédent de recettes par rapport à ses dépenses. Seuls deux (le Danemark et le Luxembourg) l'ont pu en 2021.

P. 309 La dette publique

Les déficits accumulés en 2020 et 2021 ont évidemment fait exploser le niveau général d'endettement. La dette publique des 27 pays de l'UE est passée d'un niveau moyen de 78 % à 90 % en deux ans de pandémie. Au niveau mondial, le ratio de dette publique par rapport au PIB était de 80,7 % au début de l'année 2022.

Situation de la dette publique au 1^{er} avril 2022

Estonie	17,6%	Allemagne	68,2%	Espagne	117,7%
Bulgarie	22,9%	Autriche	84,1%	Portugal	127,0%
Suisse	32,0%	UE-27	87,8%	Italie	152,6%
Pays-Bas	50,7%	France	114,4%	Grèce	189,3%

P. 310 La dette publique suisse

En 2022, la dette publique suisse se situe à environ 240 milliards de francs. Elle représente à peine un tiers du PIB annuel, ce qui place notre pays dans une situation particulièrement confortable. Les presque 40 milliards de francs dépensés pour faire face à la pandémie ont fait passer le taux d'endettement de 25,4 % (avant covid) à 31,9 % au début de l'année 2022. Les dettes dues au covid seront comblées d'ici à la fin de la décennie.

Dans son rapport 2022 sur les *Perspectives à long terme des finances publiques*, le Département fédéral des finances (DFF) identifie les deux défis principaux pour nos finances publiques : le vieillissement de la population et le réchauffement climatique.

Le vieillissement de la population entraînera d'ici à 2050 une hausse spectaculaire des dépenses liées à la prévoyance professionnelle, à l'invalidité, à la santé en général, aux soins de longue durée et à la formation d'un personnel soignant plus nombreux. Les différents scénarios présentés par le rapport montrent que la dette publique rapportée au PIB pourrait atteindre 45 à 50 % uniquement en raison de cet impact démographique. Le changement climatique induira, lui, des charges supplémentaires pour les budgets publics en raison de la hausse des températures, de la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes (inondations, sécheresses, avalanches, boues torrentielles, grêle, etc.), des dépenses supplémentaires nécessaires à la protection des infrastructures publiques. Ces effets, incontournables, sont pour l'heure difficiles à chiffrer. Ils auront de toute façon un impact considérable sur les finances publiques.

P. 312 Niveau de la dette publique

Crise des subprimes de 2008-2009, croissance molle de 2010 à 2019, covid, guerre en Ukraine, les gouvernements sont toujours davantage appelés à la rescousse. Résultat : les dettes publiques explosent ! La dette publique mondiale a atteint la somme stratosphérique de 71 600 milliards de dollars au 1^{er} semestre 2022 (9000 dollars par habitant), soit une hausse de 10 % en un an, et de 25 % depuis le début de la pandémie en mars 2020.

Niveau de la dette publique au 1^{er} avril 2022

	Dette publique nationale	% du PIB	Dette par hab.
États-Unis	\$ 30 000 milliards	125 %	\$ 90 000
Japon	¥ 1 400 000 000 000 000	260 %	\$ 80 000
France	€ 2 901 milliards	114,4 %	€ 47 760
Italie	€ 2 755 milliards	152,6 %	€ 46 708
Allemagne	€ 2 483 milliards	68,2 %	€ 29 830
Grèce	€ 358 milliards	189,3 %	€ 33 764
Suisse	CHF 240 milliards	32 %	CHF 27 270

États-Unis

Au cours des deux années de pandémie, le gouvernement américain n'a pas lésiné sur les dépenses pour tenter d'atténuer les ravages sanitaires, sociaux et économiques de la crise. De janvier 2020 à février 2022, le déficit s'est aggravé de 7000 milliards de dollars. Durant ces deux années, le gouvernement américain a dépensé chaque heure 400 millions de dollars de plus qu'ils n'en renaient dans les caisses publiques. Ou 111 000 dollars à la seconde. Voilà. La dette publique a nettement dépassé la barre des 100 % du PIB, niveau qu'elle n'avait atteint qu'une fois dans son histoire (106,1 % en 1946 suite aux dépenses liées à une économie de guerre).

« Tant que les autres grands États riches ne deviennent pas plus attractifs, les États-Unis restent bel et bien le seul pays développé insensible à son niveau de dette. »

SIMON MOREILLON
Le Temps, 22 février 2022

Quel niveau ne pas dépasser ?

En fait, il n'existe pas de *limite supérieure universelle* à partir de laquelle les dettes publiques deviennent dangereuses. Dans son « Mécanisme européen de stabilité », publié en octobre 2021, l'Union européenne préconise de passer d'un taux maximal autorisé de 60 % à 100 % du PIB, tout en gardant la règle d'un déficit maximum de 3 %. Des pays comme l'Italie et le Japon – dont le marché de la dette est bien développé en monnaie locale, avec une grande diversité de créanciers (réduisant ainsi le risque de voir un créancier majoritaire couper l'afflux de ressources) – ont pu financer des niveaux de dette publique supérieurs à 100 % pendant un quart de siècle. À l'inverse, des pays contraints d'emprunter en monnaie étrangère (l'Argentine en dollars, par exemple) ont connu de graves crises de la dette – en raison de l'effondrement de leur monnaie locale face au dollar – avec des taux d'endettement nettement plus bas.

Même si elle est inférieure à celle des pays riches, la dette des pays émergents est bien plus préoccupante. Le *Programme des Nations Unies pour le développement* (PNUD) estime qu'une centaine de pays émergents ou en développement sont dans une situation très précaire. La Banque mondiale estime, elle, que 60 % des pays parmi les plus pauvres sont en situation de « détresse financière ». Contraints de s'endetter pour faire face à la pandémie, ces pays sont maintenant confrontés à l'explosion des prix de l'énergie et de l'alimentation. Ce cocktail a déjà poussé le Sri Lanka au bord de la faillite et l'a précipité dans la crise sociale et alimentaire.

P. 312 Faire face au service de la dette

Tout est là ! Même très endetté, vous trouverez le sommeil si vous arrivez à payer les intérêts qu'on vous réclame et à rembourser progressivement votre dette. Comme les taux d'intérêt ont été très bas au cours de la dernière décennie, l'explosion des dettes publiques est restée assez indolore. Le taux d'intérêt effectif sur la dette publique mondiale est même descendu de 1,8 % à 1,6 % de 2020 à 2021 (contre 7,6 % en 1995 !) Mais le retour fulgurant de l'inflation en 2022 et la hausse généralisée des taux qu'elle entraîne auront rapidement un effet important au fur et à mesure que les prêts arriveront à échéance et qu'il conviendra de renouveler les emprunts. Le coût de la dette ne manquera alors pas d'augmenter.

Taux d'intérêt

Quand un pays européen stable (Suisse, France, Allemagne, par exemple) a besoin d'emprunter pour financer son déficit public, il trouvera facilement des prêteurs – individuels ou caisses de pension – qui lui avanceront la somme, moyennant une rétribution de, disons, 2 % d'intérêt par année et la quasi-certitude de retrouver son capital à une échéance de 8 à 15 ans.

L'Argentine, le Sri Lanka et l'Ukraine ont récemment demandé qu'on leur prête de l'argent, pour rembourser les dettes passées, financer un effort de guerre ou simplement manger. Ici, la certitude du remboursement n'existe pas. Pour appâter les prêteurs, il convient de promettre de verser des taux d'intérêt... sensiblement plus élevés, correspondant en quelque sorte à une prime de risque. À l'été 2022, les taux proposés par les trois pays étaient respectivement de 25 %, 37,4 % et 43,7 %.

Source : *Financial Times*,
Bloomberg, *JP Morgan*,
Le Temps, 28 juillet 2022

P. 321 Un continent ravagé	Le processus de construction européenne a permis de mettre fin à quinze siècles de guerres en Europe occidentale. Jamais, depuis l'effondrement de l'Empire romain au V ^e siècle, l'Europe n'avait connu ne serait-ce qu'un demi-siècle de paix. Aucune génération n'a été épargnée par la guerre. Durant certains siècles, les années de guerre ont été plus nombreuses que les années de paix. L'Europe a bien été le continent de toutes les barbaries.
P. 322 Création de l'UE	Les pères fondateurs ont cherché à faire en sorte que la fin de la Seconde Guerre mondiale ne prépare pas la Troisième, comme le Traité de Versailles en 1919 a incontestablement préparé la Seconde en humiliant l'Allemagne. Leur solution : créer des interdépendances entre la France et l'Allemagne pour rendre impossible une nouvelle guerre franco-allemande (trois conflits entre ces deux pays entre 1870 et 1945). En unissant les minerais de fer français aux charbonnages allemands pour produire de l'acier européen, la CECA, en 1951, a posé les premiers jalons de la paix dont nous jouissons aujourd'hui.
P. 326 2020	La crise sanitaire de 2020 a été un choc économique d'une brutalité intense pour l'Union européenne. Le PIB s'y est effondré de 5,9 % (6,3 % pour les 19 pays de la zone euro).
2021	Forte reprise économique avec un PIB qui rebondit de 5,4 % en moyenne pour les 27 membres de l'UE et de 5,3 % pour la zone euro.
2022	Éclatement de la guerre en Ukraine le 24 février. Renfort de la cohésion entre les 27 États membres. Accueil de plus de 5 millions de réfugiés ukrainiens.
2023	1 ^{er} janvier : entrée de la Croatie dans la zone euro (voir plus bas).
Vers de possibles élargissements	En juin 2022, pour montrer son soutien face à l'agression russe, l'Union européenne accorde le statut de <i>candidat à l'adhésion</i> à l'Ukraine et à la Moldavie. La Géorgie, elle, doit encore faire des réformes pour obtenir ce statut ; elle rejoint le club des <i>candidats potentiels</i> . La route vers l'adhésion sera encore longue pour l'Ukraine. Dans quel état et avec quel territoire sortira-t-elle de cette infâme guerre ? Les négociations d'adhésion peuvent durer de 5 à 10 ans, voire plus. Actuellement, sur les 57 États que compte l'espace euro-asiatique qui va de Lisbonne à Vladivostok, l'Ukraine est le 4 ^e pays le plus pauvre, juste après le Tadjikistan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan, avec un revenu par habitant inférieur à l'Albanie ou au Kosovo. Et la guerre ne va rien arranger. Au printemps 2022, le président Emmanuel Macron a proposé de créer une <i>Communauté politique européenne</i> qui viserait à intégrer « d'une manière qui reste à définir » tous ces pays candidats avant qu'ils ne désespèrent de l'UE et se tournent – comme le fait la Serbie actuellement – vers la Russie ou la Chine pour bénéficier d'investissements extérieurs. La proposition du président français d'un modèle d'Union européenne à plusieurs niveaux a, pour l'instant, reçu un accueil assez mitigé. Pour les principaux dirigeants politiques européens, on peut dire – boomerang envers Emmanuel Macron qui reprenait cet été la <i>punchline</i> de Jacques Chirac – que la proposition de nouvelle architecture européenne leur « en a touché une, sans faire bouger l'autre ». Le langage feutré de la diplomatie ou de la politique n'est bientôt plus qu'un souvenir.
P. 330 Présidence du Conseil	2 ^e semestre 2022 : Tchéquie 2023 : Suède puis Espagne 2024 : Belgique puis Hongrie
P. 331 Le Parlement européen	Suite au décès subit du très apprécié David Sassoli, la présidence du Parlement européen est assumée par la Maltaise Roberta Metsola. Élu le 18 janvier 2022, elle est la troisième femme à occuper la fonction.

P. 335 L'euro

Le 1^{er} janvier 2022, la zone euro fêtait les vingt ans d'existence des pièces et des billets européens. Entre janvier et mars 2002, on avait assisté à la plus vaste opération d'échange monétaire que le monde n'ait jamais connue ; 308 millions d'habitants avaient échangé leur monnaie nationale contre 16 milliards de billets et 52 milliards de pièces en euros.

Croatie

Au 1^{er} janvier 2023, la Croatie rejoint la zone euro, abandonne sa monnaie nationale, la *kuna*, et devient le 20^e État membre de cette union monétaire, 7 ans après l'adhésion de la Lituanie.

Nouveaux billets

En début d'année 2022, la Banque centrale européenne (BCE) annonce que toute la série actuelle de billets sera changée en 2024 ! À ce titre, elle lance une grande consultation pour savoir quels personnages célèbres remplaceront les constructions qui figurent sur les billets actuels. À la fin des années 1990, il avait déjà été très compliqué aux 12 pays alors concernés de se mettre d'accord sur le thème devant figurer sur les billets. En désespoir de cause, on avait alors opté pour des signes d'ouverture (arche, porte, pont, fenêtre, etc.) fictifs, pour ne frustrer aucun pays. On souhaite donc bonne chance à Mme Christine Lagarde, présidente de la BCE, pour déterminer, au sein des 20 pays membres actuellement, les 6 *personnalités* qui orneront la face des futurs billets de 5, 10, 20, 50, 100 et 200 euros (le billet de 500 euros ne sera pas reconduit). Les Allemands proposeront certainement d'y faire figurer leur grand poète Johann Wolfgang von Goethe ; les Français répliqueront avec Vercingétorix défiant César ; les Suédois voudront y voir leur militante du climat Greta Thunberg ; les Irlandais proposeront bien sûr Arthur Guinness ; les Portugais ne quitteront pas la séance tant que Cristiano Ronaldo n'aura pas été désigné et Berlusconi est prêt à financer toute l'opération à condition de figurer sur le billet de 50 euros. On aimerait être une mouche pour assister à la séance...

P. 343 Relations économiques CH – UE

Commerce extérieur de marchandises de la Suisse en 2021 :

- importations de l'UE : 135,8 milliards de francs (67,5 % des importations totales) ;
- exportations vers l'UE : 130,2 milliards de francs (50,1 % des exportations totales).

Malgré la sortie du Royaume-Uni en 2020, l'Union européenne reste – et de très loin – notre principal marché, tant à l'import qu'à l'export.

P. 345 Coup de froid dans les relations

Depuis des dizaines d'années, la Suisse bénéficie d'un statut privilégié dans ses relations commerciales avec l'Union européenne. Au début des années 2000, l'approche bilatérale lui permet de disposer d'un accès sur mesure au marché intérieur européen. Après des *Bilatérales I et II*, notre pays se voyait bien entamer des négociations en vue de *Bilatérales III* sur toute une série de thèmes sur lesquels il est vital de trouver un accord avec notre principal partenaire économique.

Sauf que... depuis quelques années, l'Union européenne ne l'entend plus du tout de cette oreille. Elle exige, comme préalable à tout nouvel accord économique, que la Suisse ratifie un accord institutionnel, le fameux *accord-cadre*. L'Union européenne veut en fait perfectionner la voie bilatérale pour la rendre plus conforme aux règles qui gouvernent le marché intérieur auquel elle nous donne accès. Des négociations sont menées depuis 2014 à cet effet et un accord-cadre arrive sur la table en novembre 2018. S'ensuivent presque 3 ans de tergiversations helvético-suisse qui aboutissent le 26 mai 2021 à l'annonce par le Conseil fédéral que la Suisse ne signera pas le document pourtant négocié de longue date. Stupeur à Bruxelles ! L'UE qui a pour principe de ne jamais quitter la table des négociations est sous le choc. Ce pays de bouffeurs de chocolat en chemises d'armailli, pratiquant goulûment la *Rosinenpickerei**, qui bénéficie déjà du beurre, de l'argent du beurre et du sourire de la crémière dans ses relations commerciales avec l'UE, bref cette province rebelle des Alpes se permet de tirer unilatéralement la prise des négociations ! Le Manneken Pis en a contracté une infection urinaire. C'est peu dire que le choc a été brutal à Bruxelles. En Suisse, c'était plutôt le soulagement au sein des instances politiques, persuadées que l'objet avait peu de chances en votation populaire. Et la perspective des élections fédérales d'octobre 2023 rend tout le monde nerveux et prudent.

* Comportement égoïste consistant à profiter des aspects positifs d'une situation en faisant supporter à d'autres ses effets négatifs. Synonyme en anglais : *cherry picking*. En français : jouer les pique-assiettes.

« *Mieux vaut une fin effrayante qu'une frayeur sans fin.* »

Proverbe que les politiciens alémaniques adorent citer.

Points litigieux Les *trois points litigieux* qui ont décidé la Suisse à renoncer à l'accord-cadre étaient :

- la citoyenneté européenne (crainte de l'extension des droits à l'aide sociale des personnes étrangères qui n'exercent pas d'activité lucrative) ;
- la protection des salaires (crainte que les travailleurs détachés par les entreprises européennes génèrent un dumping salarial) ;
- les aides d'État (leur interdiction souhaitée par l'UE risquait de compromettre l'autonomie fiscale des cantons ou les instruments de promotion de l'attractivité régionale).

Conséquences Au fil des mois qui s'écourent, la Suisse découvre le prix à payer en l'absence d'accord. L'UE avait averti mille fois qu'elle laisserait s'éroder la vie bilatérale, dont elle réclame la dynamisation depuis 2008. L'arrêt des négociations a et aura des effets réellement ou potentiellement nuisibles pour la Suisse. L'effet le plus important est effectivement l'érosion graduelle de l'accès au marché tel qu'il est garanti actuellement. L'échec de l'accord institutionnel a entraîné la mise en veilleuse de la reconnaissance mutuelle des normes techniques de certains produits dont l'exportation est maintenant entravée (*medtech*, par exemple). La coopération dans le domaine vital de la recherche scientifique a été suspendue (la Suisse est reléguée au niveau de « pays tiers non associé » pour le programme de recherche *Horizon Europe* doté de plusieurs milliards d'euros, une catastrophe pour notre industrie de recherche et développement).

Très dépendante de ses relations avec l'UE, la Suisse a grandement besoin de signer de nouveaux accords avec son principal partenaire sur les thèmes vitaux de l'électricité, de la santé ou de la sécurité alimentaire. Il en va de même pour les domaines de la formation (Erasmus+), de la digitalisation (Digital Europe), de l'observation du changement climatique (programme Copernicus de surveillance de la Terre), ainsi que de la culture et de l'audiovisuel (Creative Europe).

Proposition de la Suisse La Suisse plaide donc désormais pour une approche *sectorielle*, avec une résolution des conflits au cas par cas. L'Union européenne est sourde à cette démarche ; elle veut régler les questions institutionnelles – celles prévues par l'accord-cadre – avant toute chose. Certains points, comme la reprise du droit européen et le rôle de la Cour de justice sont, semble-t-il, non négociables. Puck bloqué et arrêt du jeu.

La Suisse se trouve face à la plus importante question de relations internationales depuis de nombreuses années. Sa réponse va déterminer la place de notre pays au sein de l'Europe et plus largement dans le monde tant notre prospérité future et notre sécurité dépendent de notre alliance avec l'UE dans ce monde polarisé à l'extrême.

«Disons-le tout net, l'Union européenne fait plus pour la sécurité de la Suisse que notre armée, et cela ne nous coûte pas un centime.»

FRANÇOIS BUGNON
Dr ès sciences politiques

Réponse de l'UE Ce que propose la Suisse à l'été 2022, dans le cadre des négociations post-accord-cadre, ne convient pas à l'UE, qui répète inlassablement qu'une base institutionnelle est un préalable à la poursuite de discussions exploratoires. Il faut comprendre que la guerre en Ukraine, les difficultés avec le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord, la forte reprise de l'inflation, les craintes sur le pouvoir d'achat, les risques de pénuries alimentaires et énergétiques sont – pour l'Union européenne – des préoccupations considérablement supérieures aux caprices de la petite Suisse. Le dossier helvétique patientera. En attendant, l'érosion des accords Suisse-UE suit son cours souterrain et silencieux, bien plus dommageable pour la Suisse que pour l'UE. La voie bilatérale ressemble de plus en plus à un smartphone qui, faute de mise à jour, ne peut plus utiliser les nouvelles applications.

P. 346 L'adhésion?

Pour quelle raison la Suisse est-elle demeurée le seul pays d'Europe occidentale-continentale à ne pas faire partie de l'Union européenne? Voici une intéressante version explicative :

« Presque tous les États ont adhéré à l'UE à la suite de traumatismes : les pays fondateurs à la suite de la Seconde Guerre mondiale, les pays méditerranéens pour clore le chapitre d'une autocratie militaire et les pays d'Europe centrale et orientale pour enterrer leur dictature communiste. La Suisse, heureusement, n'a pas été confrontée à des chocs assez importants qui l'auraient obligée à se remettre en cause et à accepter de déléguer une partie de sa souveraineté à une organisation supranationale. »

René Schwok, professeur au Global Studies Institute de l'Université de Genève

*« Être assez proche de l'UE pour **ne pas** avoir à y adhérer. »*

Formule ironique imaginée par
l'ancien secrétaire d'État Franz Blankart

P. 355 Richesse par adulte

Moyenne : Suisse 673 960 – États-Unis 505 420 – France 299 360 – Monde 79 952 – Chine 67 771 – Inde 14 252 – Afrique 7 371
 Médiane : Australie 238 070 – Suisse 146 730 – France 133 560 – États-Unis 79 274 – Chine 24 067 – Monde 7 552 (!) – Inde 3 194 – Afrique 1 068 !!!

Source :
 Credit Suisse, Global Wealth
 Report 2021

Le calcul de la moyenne est très fortement influencé par les grosses fortunes qui biaisent l'analyse. On préfère utiliser la médiane qui nous renseigne sur la fortune de celui ou celle qui se trouve au milieu de la distribution.
 La fortune médiane en Suisse peut paraître modeste. N'oublions pas que pour obtenir ces montants, il a fallu retrancher les dettes du patrimoine. Or, les Suisses sont très endettés (crédits hypothécaires conséquents et gros prêts personnels pour la belle voiture). La moitié de la population mondiale possède un patrimoine inférieur à 7500 francs suisses et la moitié des 671 millions d'adultes africains possède un patrimoine inférieur à 1000 francs suisses. On se sent soudain moins pauvres...

P. 356 Richesse par continent

Le rapport 2021 de *Credit Suisse* sur la richesse mondiale montre que la part de la fortune mondiale détenue par l'Afrique est passée, entre 2018 et 2020 de 1,1 % à... 1,2 %. Le décollage de l'Afrique ne fait pas encore trembler le monde. Autres continents ou pays : Amérique du Nord (32,6 %) – Europe (24,7 %) – Asie-Pacifique (18,0) – Chine (17,9 %) – Amérique latine (2,6 %) – Inde (3,1 %).

Analyse des patrimoines

Sur les 5,2 milliards d'adultes dans le monde, 56,1 millions (1,1 %) sont millionnaires en dollars et possèdent globalement 45,8 % de la fortune mondiale. À l'autre bout de l'échelle des richesses, plus de la moitié de la population mondiale (55 %) dispose d'une fortune inférieure à 10 000 dollars et cumule seulement 1,3 % de la valeur du patrimoine mondial.

	En % de la population	Part de la fortune mondiale
Plus de 1 mio. \$	1,1 %	45,8 %
De 100 000 à 1 mio. \$	11,1 %	39,1 %
De 10 000 à 100 000 \$	32,8 %	13,7 %
Moins de 10 000 \$	55,0 %	1,3 %

Millionnaires

Parmi les millionnaires, 39 % sont américains et 2 % sont suisses (1,035 million de personnes). C'est la Suisse qui possède la plus grande densité de millionnaires : 14,9 % de la population, loin devant l'Australie 9,4 % et les États-Unis 8,8 %. Autres pays : Allemagne 4,3 % – Chine 0,5 % – Inde 0,1 %.

Extrême pauvreté

Pour la première fois depuis 30 ans, le taux de personnes souffrant d'extrême pauvreté dans le monde a augmenté. En 2020, le FMI annonçait le nombre de 784 millions de personnes touchées, Les Nations Unies publient les taux suivants de personnes vivant dans l'extrême pauvreté : 8,4 % en 2019, 9,5 % en 2020 et plus de 10 % en 2021. Les conséquences du covid ont été économiquement terribles pour les personnes les plus vulnérables (pertes d'emploi et augmentation des prix notamment).

P. 357 Analphabétisme

La crise pandémique mondiale a eu un effet dévastateur sur le niveau d'éducation dans un grand nombre de pays déshérités. Écoles fermées, appauvrissement général, augmentation du coût des fournitures scolaires, et voilà des dizaines de millions d'enfants privés d'école (parfois pendant deux ans, comme en Colombie). Une étude de l'Unesco publiée en 2020 prédisait que 11 millions de petites filles à travers le monde pourraient ne jamais revenir sur les bancs de l'école. Sans éducation et livrés à eux-mêmes, les enfants sont des proies faciles pour des réseaux dont ils devraient être tenus à l'écart (prostitution, enfants-soldats, endoctrinement religieux, etc.).

« *L'analphabétisme est le principal carburant de l'intolérance.* »

OSAYI IZEDONMWEN
 Éducateur, Lagos, Nigeria, avril 2022

P. 359 La faim

En 2020, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a augmenté de 118 millions selon l'*Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture* (FAO). Les chiffres de 2021 ne sont pas encore connus mais – en raison des conséquences du covid (problèmes logistiques sur les filières d'approvisionnement), de l'augmentation du nombre de conflits dans le monde (52 en 2021), de la multiplication des aléas climatiques (sécheresses, inondations...) et de l'augmentation du prix de l'alimentation (inflation réactivée partout dans le monde) – on s'attend encore à une forte progression du nombre d'individus souffrant de sous-alimentation. L'objectif « faim zéro en 2030 » fixé par la communauté internationale s'éloigne chaque année un peu plus.

Actuellement, 1 personne sur 10 dans le monde souffre de la faim et 1 sur 3 est en *insécurité alimentaire*, c'est-à-dire qu'elle n'a pas accès de façon régulière à une alimentation adéquate. L'ONU estime que 3 milliards d'habitants (40 % de la population) n'ont pas le pouvoir d'achat suffisant pour se nourrir sainement.

P. 364 Réduire la consommation de viande

Actuellement, l'industrie de la viande est responsable, au niveau mondial, de 15 % des émissions de gaz à effet de serre et constitue la principale cause de la déforestation. Avec près de 10 milliards d'individus attendus en 2050, il conviendra forcément de réduire la consommation de protéines animales (75 kg par personne par année actuellement, soit plus de 200 g par jour).

On mise désormais beaucoup sur les *protéines alternatives*. Algues, pois jaunes, okara (sous-produit du tofu), champignons, levures... la liste des produits de remplacement s'étoffe pour mener à la production d'émincés, de nuggets ou de bolognaises à base végétale. De nombreux fabricants s'activent sur ce marché prometteur. Chez Nestlé, par exemple, les substituts de viande ont déjà la cote : 700 millions de ventes annuelles et un taux de croissance à deux chiffres.

P. 367 L'Afrique

Avec 1,4 milliard d'habitants, la population africaine est l'égale de celle de la Chine ou de l'Inde. Vers 2060, l'Afrique, ce sera la Chine plus l'Inde ! Aujourd'hui, 60 % de la population africaine ont moins de 24 ans. Le XXI^e siècle pourrait être celui de l'Afrique.

Économiquement, la route semble pourtant encore longue et sinueuse. Les forts taux de croissance de certains pays africains au début des années 2000 reposaient pour une bonne part sur les cours très élevés du pétrole et d'autres matières premières sur les marchés internationaux. Cette croissance volatile a connu un brusque coup d'arrêt avec l'épidémie de Covid-19. De plus, la croissance ne fut pas synonyme de développement social. Durant ces vingt dernières années, les inégalités se sont très profondément creusées sur le continent africain. Pourtant, l'Afrique ne manque pas de ressources : des minerais en abondance (30 % des réserves mondiales), une population jeune, des réserves de terres arables qui ne demandent qu'à produire.

Pour l'instant, les richesses du continent africain sont encore majoritairement pillées par les anciens et nouveaux colons (Chine et Inde en tête). Le défi pour l'Afrique consiste à se réapproprier ses ressources et à ne plus se limiter à les vendre. Le Botswana est à ce titre un bon exemple : il a rapatrié sur son sol une bonne partie du façonnage des diamants. En Côte d'Ivoire, certains producteurs de cacao commencent à livrer des produits tiers (partie du produit final) finis, et non plus les fèves brutes. En gérant davantage d'échelons de la chaîne de valeur, cette nouvelle approche participe à la création d'emplois, profite financièrement à la population locale et limite l'exode des jeunes vers l'Europe.

Fuite des capitaux

La fuite des capitaux – *optimisation* fiscale pour certains – est un fléau économique pour toutes les nations du monde. À l'échelle de la planète, on estime que 10 % du patrimoine financier mondial est placé dans des paradis fiscaux. La corruption et d'autres comportements criminels privent les pays en développement de ressources essentielles à leur décollage économique et à l'amélioration de leur santé publique. Ils contribuent à l'instabilité des institutions, entraînent une mauvaise gestion et une utilisation inappropriée des fonds publics.

Selon les estimations de l'ONU, l'économie mondiale perd chaque année quelque 3600 milliards de dollars (4 % du PIB mondial) à cause de la corruption et des autres activités criminelles.

Fuite des cerveaux

La crise du Covid-19 a mis à mal le secteur – déjà bien pauvrement doté – de la santé publique en Afrique. Aux États-Unis, par exemple, on a fait appel à 16 000 médecins égyptiens pour aider un secteur hospitalier au bord de l'asphyxie. Selon le Syndicat des médecins égyptiens, ce sont désormais 110 000 praticiens, soit la moitié des médecins enregistrés en Égypte, qui exercent à l'étranger.

Cette lame de fond affecte depuis des décennies le Ghana, le Nigeria ou encore le Zimbabwe dont les infirmières et les médecins travaillent en grand nombre au Royaume-Uni. Ces exodes représentent une lourde perte pour l'Afrique.

P. 371 L'aide au développement

Sous l'effet du soutien apporté par les pays développés aux pays en développement face à la crise du Covid-19, l'aide publique au développement versée par les pays donateurs a atteint un niveau sans précédent de 179 milliards de dollars en 2021, soit une augmentation de 4,4 % par rapport à 2020.

Aide en pourcentage du PIB en 2021 (moyenne des 29 pays du CAD : 0,39 %) :

- les plus généreux : Luxembourg 0,99 % – Norvège 0,93 % – Suède 0,92 % ;
- les « moyens » : France 0,52 % – Suisse 0,51 % – Royaume-Uni 0,50 % ;
- les peu généreux : Japon 0,34 % – Italie 0,28 % – Espagne 0,25 % ;
- les plus pingres : États-Unis 0,18 % – Corée du Sud 0,16 % – Grèce 0,12 %.

On peut comprendre que la Grèce – qui fait déjà beaucoup avec ses maigres moyens dans l'accueil des migrants – verse peu au titre de l'aide au développement. On a plus de peine à comprendre que le rouleau compresseur militaro-économico-politique américain se retrouve dans la même catégorie. Plus facile de donner des leçons que des fonds.

P. 372 Transferts d'argent des migrants

Selon la *Banque mondiale*, les transferts d'argent des migrants vers les pays pauvres devraient atteindre cette année près de 590 milliards de dollars. Ce montant record représente une hausse de 7,3 % par rapport à 2020, qui avait connu un repli de 1,7 %. L'institut de Washington constate, toutefois, qu'il y a un obstacle lié au coût encore trop élevé des transferts d'argent. « Le coût de l'envoi de 200 dollars s'élevait en moyenne à 6,4 % du montant transféré au premier trimestre 2021. Envoyer de l'argent en Afrique subsaharienne (8 %) est le plus cher, en transférer en Asie du sud (4,6 %) est le moins onéreux », conclut l'institution financière internationale.

Pour l'Afrique, l'argent qu'envoient les 20 millions de migrants vivant hors du continent représente un ballon d'oxygène d'une importance capitale. Les 40 à 50 milliards de dollars envoyés chaque année représentent presque autant que toute l'aide publique au développement. Au Soudan du Sud, par exemple, les transferts ont représenté 35,4 % du PIB en 2020.

Aide publique à réorienter

Plutôt que de subventionner des États – qui ne font pas toujours le meilleur usage de l'argent mis à disposition (euphémisme) – les financements s'orientent de plus en plus vers le secteur privé, afin de créer un véritable tissu de PME, avec l'aide, notamment du secteur de la microfinance. Des pays comme le Rwanda, le Kenya et le Sénégal semblent sur la bonne voie ; l'Éthiopie aussi, même si les progrès ont été stoppés par les problèmes politiques en cours.

P. 374 Le passé colonial de la Suisse

D'après un article de Laure Ischi, interviewant Mme Aline Helg, professeure honoraire au Département d'histoire de l'Université de Genève, *Le Matin Dimanche*, 6 mars 2022

*Commerce triangulaire : (aussi appelé *traite atlantique* ou *traite occidentale*) « traite négrière » reliant l'Europe, l'Afrique et l'Amérique, pour la déportation d'esclaves noirs, d'abord troqués en Afrique contre des produits européens (textiles, armes), puis en Amérique contre des matières premières coloniales (sucre, café, cacao, tabac) ramenées en Europe

Depuis la mort de l'Afro-Américain George Floyd en mai 2020 sous la prise d'un policier blanc à Minneapolis, une vague de manifestations antiracistes, pilotées par le mouvement *Black Lives Matter*, déferle sur le monde. En Suisse, les consciences s'éveillent enfin sur le rôle joué par notre pays durant la période coloniale. Sans colonie et sans accès à la mer, on pensait la Suisse blanche comme neige et sans responsabilités dans les drames vécus par de nombreux peuples colonisés, dépouillés, déportés, asservis ou religieusement convertis (de force).

Intuitivement, on se doutait bien que s'il y avait quelque argent à faire, il devait y avoir du petit Suisse là-dessous. Les preuves manquaient jusqu'à peu, et puis, vous savez, ces histoires lointaines, faut pas trop les rebouiller...

Mais les choses changent. À Neuchâtel, par exemple, on s'interroge : faut-il déboulonner la statue de *David de Pury*, le négociant neuchâtelois, impliqué dans le sinistre commerce triangulaire* qui s'est enrichi grâce au commerce d'esclaves avant de léguer une immense fortune à sa ville locale (on parle de l'équivalent actuel de 600 millions de francs) ? De même, les comportements des *du Peyroud*, *de Meuron* et *de Pourtalès* – des noms fameux dans le canton – tantôt à travers l'investissement financier dans des expéditions négrières, l'actionnariat ou la possession de plantation, interpellent pour le moins. Également concernée par des accusations de glorification de personnages ayant encouragé le racisme, la Ville de Genève recense les monuments et symboles de son espace public qui questionnent. Au pilori, des intellectuels ou des hommes d'affaires comme Carl Vogt ou Jean-Jacques Rousseau.

En 2001, lors de la *Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance*, de Durban, en Afrique du Sud – qui a reconnu l'esclavage comme crime contre l'humanité – la Suisse, elle, n'a pas reconnu sa participation à ces odieux méfaits. C'est peu après que certaines études démontrent de façon évidente que notre pays fut lié de très près à cette traite des esclaves. On peut dire que son implication fut certes directe, mais assez marginale en comparaison avec les grandes puissances coloniales. Sur les 11 millions d'Africains déportés vers les Amériques, on estime la participation et la responsabilité des financiers suisses à 1,5% des cas, soit tout de même 165 000 personnes. Hormis ces financiers et les propriétaires de plantations esclavagistes, de nombreuses personnes ont quitté la Suisse pour trouver du travail dans les colonies. Il faut rappeler qu'à cette époque, des populations entières étaient exploitées chez nous aussi, comme les ouvriers agricoles, par exemple. Du côté des élites on n'avait alors aucun mal à considérer les classes populaires, et a fortiori les peuples africains et asiatiques, comme inférieures.

P. 379 Protectionnisme

«Faire travailler l'Anglais pour habiller le Français, c'est **donner du pain français à l'Anglais!**»

Contenu des affiches placardées sur les murs de Lille pour dénoncer les importations de textile de Manchester, 1846

P. 382 Chaînes de valeur mondiales

La poupée *Barbie* symbolise à elle seule une chaîne de valeur mondiale relativement simple : sa chevelure est japonaise, sa silhouette est moulée à Taïwan avec des appareils américains et européens, et ses vêtements sont chinois. La chaîne de valeur mondiale de l'*iPhone* est sensiblement plus complexe : assemblés en Chine et en Inde, les smartphones d'Apple requièrent l'usage de 1150 composants provenant de 72 pays différents!

P. 379 La mondialisation

Depuis des décennies, l'économie mondiale avait trouvé un certain équilibre: les entreprises occidentales avaient accès à une main-d'œuvre bon marché en Asie, où étaient fabriqués produits finis et composants destinés aux marchés européens et américains. Tout le monde y trouvait son compte : les pays en développement engrangeaient des revenus, faisaient travailler leur abondante main-d'œuvre et bénéficiaient progressivement de transferts de technologies, tandis que les pays développés recevaient des produits bon marché, assurant pouvoir d'achat à leurs consommateurs et marges élevées à leurs entreprises. On a baptisé cette période «Chimerica», car elle a permis aux États-Unis et à l'Europe de bénéficier de marchandises bon marché en provenance de Chine.

Sauf que trois éléments vont amener du sable dans les rouages de la mondialisation :

- premièrement, la Chine ne veut plus jouer le rôle d'atelier du monde (elle ne le peut plus d'ailleurs, car les salaires y augmentent rapidement) et aspire à des activités à plus forte valeur ajoutée, tout en encourageant sa consommation domestique ;
- deuxièmement, les États-Unis ne veulent plus transférer à leur grand rival des technologies de pointe ;
- troisième élément : le système a volé en éclats lorsque le covid a entraîné la fermeture des usines asiatiques puis a ralenti leur redémarrage lorsque la demande occidentale s'est très rapidement redressée.

Démondialisation

Les ruptures d'approvisionnement auxquelles ont été soumis de nombreux producteurs européens et américains, de même qu'une prise de conscience du coût écologique de la multiplication des échanges intercontinentaux, laissent penser qu'un phénomène de démondialisation se met peut-être en route. Il viserait à recréer des capacités de production à proximité des consommateurs finals et permettrait de se rendre moins dépendants de fournisseurs ni toujours fiables (fermeture des usines en Chine) ni toujours loyaux (menaces russes sur les fournitures de gaz).

«**La parole donnée par la Russie ne vaut pas le papier sur lequel elle est écrite.**»

OTTO VON BISMARCK
Chancelier allemand (1815-1898)

Travailler avec des chaînes d'approvisionnement longues, basées sur les coûts de production les moins chers, à flux tendus (zéro stock) devient de plus en plus risqué. Le coût du transport a littéralement explosé depuis la crise sanitaire et les salaires en Asie prennent aussi l'ascenseur. L'idée de passer d'un «made in China» à un «made in your village» fait donc son chemin. Il est vrai que les progrès de la robotique permettent de rapatrier une partie de la production en Europe. Adidas produit une part de plus en plus importante de ses équipements sportifs sur le Vieux Continent. Mais il s'agit là d'une exception. Pour l'instant, il n'y a pas de rapatriement massif de la production en Europe. Conscientes des profits que leur procure la chaîne de valeur mondiale, les entreprises se contentent de passer à la *toile de valeur mondiale* ; elles ne se satisfont plus d'un fournisseur mais diversifient leur approvisionnement afin de parer à toutes les éventualités.

Découplage

La volonté de protéger les marchés intérieurs (montée du protectionnisme) et la guerre en Ukraine pourraient mener, selon un communiqué de l'OMC d'avril 2022, à une « désintégration de l'économie mondiale en blocs distincts » en fonction de considérations géopolitiques. Ce scénario, dit de *découplage* – prôné par les partisans d'un nationalisme économique qui souhaitent des chaînes d'approvisionnement courtes – est une recette infallible pour multiplier les coûts et les inefficacités. Cette fin possible de la spécialisation mondiale (chaque bloc devant se mettre à produire un peu de tout) entraîne inéluctablement une augmentation des coûts et une baisse de pouvoir d'achat, en particulier pour les régions les moins développées.

Commerce et paix

La mondialisation a-t-elle favorisé l'émergence de la démocratie et de la paix? Différentes études montrent que l'augmentation des échanges commerciaux a eu une influence positive sur les droits politiques et les libertés civiles dans le monde jusqu'à une époque récente, disons environ 2010. Depuis, on s'est aperçu que, malgré l'intégration croissante de la Chine dans le commerce international, son régime politique s'est sérieusement durci depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping. De même, l'invasion de l'Ukraine par la Russie – deux pays qui jouent un rôle important dans la fourniture de plusieurs matières premières – brise passablement de certitudes. En 1909 déjà, Norman Angell, futur Prix Nobel de la paix, estimait que la guerre était impensable tant les relations économiques entre les États du monde étaient devenues intenses. La Première Guerre mondiale viendra anéantir ses convictions.

P. 385 ONU

C'est fait! La Suisse siègera au Conseil de sécurité des Nations Unies comme membre non permanent, dès 2023, pour une période de deux ans. Succès de la diplomatie suisse pour les uns, trahison de la sacro-sainte neutralité pour les autres...

OMC

Depuis sa création en 1995 – elle succédait alors au GATT, institution qui s'occupait déjà du commerce mondial et des tarifs douaniers – l'OMC n'a signé aucun accord majeur. Mettre sur une même longueur d'onde 164 pays aux intérêts si divergents est une véritable gageure. Si bien qu'on en venait à douter de la capacité de l'OMC à faire exister sa raison d'être, le *multilatéralisme*. En désespoir de cause, certaines nations partageant des intérêts communs se réunissent et signent entre elles un accord commercial, on parle alors de *plurilatéralisme*. Quand deux pays s'accordent seuls pour réduire leurs droits de douane, on parle d'*accord de libre-échange* (ALE).

En juin-juillet 2022, sous la nouvelle présidence de Ngozi Okonjo-Iweala, ancienne ministre nigériane des Finances, Genève accueillait la 12^e *Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce*. Sans obtenir de grandes avancées majeures, la conférence a permis de sauver (provisoirement?) le multilatéralisme, puisque l'ensemble des pays membres ont décidé d'avancer conjointement sur quelques grands dossiers du commerce mondial: la pêche, l'insécurité alimentaire et des exceptions aux brevets de vaccins contre le coronavirus.

P. 388 RCEP

En novembre 2020, quinze pays représentant 30 % du PIB mondial – les dix de l'ASEAN plus Chine, Japon, Corée du Sud, Australie et Nouvelle-Zélande... mais pas l'Inde – signe le *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP), ou *Partenariat économique régional global* en français, à savoir le plus grand accord de libre-échange du monde avec 2,2 milliards d'habitants concernés. La réduction des droits de douane sur deux tiers des biens échangés (90 % d'ici 20 ans) va dynamiser l'économie de ces pays asiatiques et océaniques. Une excellente affaire pour la Chine, notamment, qui va lui permettre d'élargir son marché d'exportation et ses sources régionales d'approvisionnement.

P. 390 Commerce mondial

La crise sanitaire de 2020 a entraîné une chute très importante du commerce mondial de marchandises (-4,7%). La forte reprise économique de 2021 a mené les échanges internationaux de marchandises à un record de 22 283 milliards de dollars, avec une augmentation spectaculaire de 9,4 % (par rapport à la mauvaise année 2020, il est vrai). Au premier trimestre 2022, le volume des marchandises échangées était stable par rapport au 1^{er} trimestre 2021.

Commerce mondial des marchandises en 2021 (en milliards de dollars)

Exportations			Importations		
1	Chine	3364 15,1%	1	États-Unis	2937 13,0%
2	États-Unis	1755 7,9%	2	Chine	2688 11,9%
3	Allemagne	1632 7,3%	3	Allemagne	1419 6,3%
4	Pays-Bas	836 3,8%	4	Japon	769 3,4%
5	Japon	756 3,4%	5	Pays-Bas	757 3,4%
6	Hong Kong	670 3,0%	6	France	714 3,2%
7	Corée du Sud	644 2,9%	7	Hong Kong	712 3,2%
8	Italie	610 2,7%	8	Royaume-Uni	694 3,1%
9	France	585 2,6%	9	Corée du Sud	615 2,7%
10	Belgique	543 2,4%	10	Inde	573 2,5%
20	Suisse	380 1,7%	20	Suisse	323 1,4%
	Monde	22283 100%		Monde	22519 100%

Pour les plus perspicaces qui se demandent pourquoi le montant des exportations mondiales n'égale pas le montant des importations, rappelons qu'il s'agit d'une différence due aux statistiques. Aucune importation de Mars pour l'instant.

P. 392 La Suisse et le commerce extérieur

La Suisse – pays pauvre en matières premières et disposant d'un marché intérieur restreint de moins de 9 millions d'habitants – se doit d'entretenir des liens étroits avec les marchés internationaux. Le commerce extérieur contribue au PIB de la Suisse à raison de près de 40 % et joue aussi un rôle déterminant dans le maintien et la création d'emplois ainsi que dans le niveau élevé des revenus. La Suisse gagne plus d'un franc sur trois dans le commerce international.

Les accords de libre-échange

Désormais, 32 accords de libre-échange ont été signés entre la Suisse et ses partenaires commerciaux. Ces accords ont permis de réduire en moyenne de 84 % les droits de douane et ont fait économiser chaque année 2 milliards de francs à notre économie. Des négociations sont en cours avec le Mercosur (4 pays d'Amérique latine), l'Inde, le Vietnam, la Malaisie, la Thaïlande et la Moldavie. Ces accords de libre-échange ne sont pas du goût de tous. Ils suscitent parfois une vive désapprobation pour des raisons écologiques ou de protection sociale.

«Le libre-échange, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, est un encouragement à la croissance qui se fait sur le dos de l'environnement, des travailleurs et de la société en général. Il mène à la surconsommation et à la production de déchets.»

Willy Cretegy, producteur genevois, leader du mouvement de rejet, *Le Temps*, 26 février 2021

Les chiffres du commerce extérieur

En 2020, le commerce extérieur de la Suisse a subi de plein fouet les conséquences de la crise du Covid-19. Les exportations ont diminué de 11,1 % et les importations de 7 %. En 2021, la forte reprise des échanges internationaux s'est répercutée sur les volumes échangés : +15,3 % sur les exportations (260 mia.) et +10,4 % sur les importations (201 mia.). La balance commerciale affiche un solde positif de 59 milliards.

P. 393 Exportations et importations en 2021

	Exportations		Importations	
Chimie et pharma	130,9 mia.	50,4 %	55,0 mia.	27,3 %
Machines, appareils, électronique	31,2 mia.	12,0 %	32,8 mia.	16,3 %
Horlogerie	22,3 mia.	8,6 %		
Véhicules			17,7 mia.	8,8 %
Énergie			10,0 mia.	5,0 %

En matière d'exportations, la Suisse ne cesse d'accroître sa « pharmacodépendance ». Les produits chimiques, mais surtout pharmaceutiques, représentent désormais plus de la moitié du total de nos exportations.

Les importations de produits énergétiques se montaient à 10 milliards de francs en 2021. Nul doute que la facture 2022 va considérablement augmenter dans ce domaine en raison de l'explosion des coûts des carburants fossiles (pétrole et gaz).

P. 394 Partenaires économiques en 2021

Exportations		Importations	
États-Unis	18,1%	Allemagne	27,4%
Allemagne	17,0%	Italie	9,4%
Chine et HK	7,7%	Chine et HK	9,4%
Italie	6,0%	France	7,6%
France	5,7%	États-Unis	6,0%
Espagne	4,8%	Autriche	4,5%

Pour la première fois depuis 1954, l'Allemagne n'est pas notre premier marché d'exportation. Elle est détrônée par les États-Unis à qui nous avons vendu des marchandises pour un montant record de 47 milliards de francs. En matière d'importation, la Chine sera tout prochainement notre deuxième fournisseur, encore très loin cependant derrière l'Allemagne.

L'Union européenne (27 pays) a acheté plus de la moitié de nos produits exportés en 2021 (50,1%) et nous a fourni plus des deux tiers (67,5%) de nos produits importés.

P. 395 Fromage

« La France, le pays du fromage ! » Ce slogan, dont nos voisins se gargarisent à foison, a le don de toucher la corde sensible de l'auteur de ces lignes, lui-même d'origine... gruérienne. D'autant plus qu'il ne résiste pas à l'analyse. D'après le *Cniel* (Centre national interprofessionnel de l'économie laitière), la France produit 1200 sortes de fromages. Ce qui est considérable, on l'admet. La Suisse, presque huit fois moins peuplée, en produit 700. C'est qui le pays du fromage ?

Tabac

Le tabac est responsable de la mort prématurée d'environ 9500 personnes par année en Suisse, soit 15% des décès totaux. Pour l'économie dans son ensemble, les coûts liés à cette addiction (soins médicaux et incapacité de travail) sont évalués entre 4 et 5 milliards de francs. Les taxes prélevées sur les ventes rapportent environ 2 milliards chaque année à la Confédération. Au sens très large, l'économie du tabac (emplois directs, publicité, sponsoring) génère 11500 postes de travail en Suisse. En travaillant dans l'industrie du tabac, vous tuez légalement un peu moins d'une personne par année en Suisse, et beaucoup plus ailleurs dans le monde.

Armes

Après avoir atteint un sommet en 2020 à 901,2 mio. de francs, les exportations d'armes se sont montées à 742,8 mio. de francs en 2021 (0,21% du total des exportations); 40% des ventes concernent des véhicules blindés, 25% des munitions. L'industrie de l'armement occupe environ 9600 personnes. La moitié de la valeur ajoutée des 190 entreprises actives dans le domaine de l'armement concerne des fournitures à l'armée suisse. En travaillant dans l'industrie de l'armement, vous tuez X personnes par année. On ne dispose pas de statistiques exactes sur le nombre de personnes fauchées par des armes de fabrication suisse. Mais on se doute que la précision helvétique fait mouche également dans ce domaine.

Au niveau mondial, les dépenses d'armement ont atteint en 2021 le niveau record de 2100 milliards de dollars (67000 francs à la seconde!!!)

« *La beauté sauvera le monde.* »

DOSTOÏEVSKI